la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro

Il y a quatre-vingts ans

LA MINORITÉ DE LA COMMUNE

par M. Chambelland

La condition ouvrière

LETTRE DU NIVERNAIS

par J. Sardy

PREMIERS REMOUS AU PAYS DU CAUDILLO

par Fulano

LE RÉVEIL DE BARCELONE

L'EUROPE DE LA FIDÉLITÉ

par Albert Camus

20e année. — N° 351. — Nouvelle série n° 50. MAI 1951. — Prix : 50 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 280 fr.
Un an .... 500 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 375 fr.
Un an .... 625 fr.

Le numéro : 50 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures.

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 50 - Mai 1951

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1951 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C.G.T. dépendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

La minorité de la Commune

Chaque année, et nous avons bien tort, nous laissons passer les mois de mars, d'avril et de mai sans évoquer, ne serait-ce que d'un mot, le souvenir de la Commune. Pourtant, nous aurions chaque année quelque chose à dire.

Nos lecteurs savent-ils, par exemple, que le second volume de l' « édition critique » des « Procès-Verbaux de la Commune de 1871 », par Georges Bourgin et Gabriel Henriot (Mai 1871), a paru en 1945, à la Bibliothèque d'Histoire de Paris ?

Assurément pas.

Or ce volume renferme une foule de documents d'un grand intérêt, non seulement pour l'historien, mais aussi et surtout pour le militant ouvrier, qui, malgré que quatre-vingts ans aient passé, n'oublie point la Commune, ni ses hommes.

Pour la « Révolution prolétarienne », cette « édition critique » présente un intérêt particulier. Il paraît que « les règlements administratifs s'opposaient impérativement » à ce que le nom d'Amédée Dunois fût inscrit à côté de ceux de Georges Bourgin et de Gabriel Henriot sur la couverture du volume. Pourtant, nous disent les auteurs, l'édition des procès-verbaux a été achevée... « grâce à la « collaboration de tous les instants de notre ami « Amédée Dunois ».

Et d'ajouter que son nom doit être imprimé, en tout cas, dans l'avant-propos : « L'éditeur de *l'Histoire de la Commune* de Lissagaray (Librairie « du Travail, Paris, 1929) connaît, en effet, parfaitement, la terrible période, à l'interprétation « de laquelle le document que nous achevons de « publier apportera tant d'éléments. Nous lui avons « confié le soin de revoir notre texte, d'établir des « notes, de corriger avec nous les épreuves, de « mettre sur pied les tables. Il a été un collaborateur de tous les instants et nous eussions été « heureux de pouvoir faire connaître cette collaboration par le procédé qui lui allait le plus directement au cœur et qui était, en même « temps, l'expression de notre reconnaissance et « celle aussi de la vérité.

« Quand il reviendra d'Allemagne, où son admirable activité de « résistant » lui a valu d'être « déporté, il trouvera ce volume, à la publication « duquel il a tant travaillé et où s'inscrivent quelques-uns des instants d'une période qu'il connaît « remarquablement. »

Hélas ! notre Amédée Dunois n'est pas revenu.

LA DECLARATION DES VINGT-DEUX

Des instants de la Commune, il en est de tragiques ; l'un de ceux-ci mérite, à notre sens, une attention spéciale. Survenant quelques jours à peine avant la « Semaine sanglante », la « scission » dans la Commune, rendue publique par la Déclaration de la Minorité, vaut d'être étudiée, car elle contient en germe un désaccord capital, qui divise encore le mouvement ouvrier français.

Elle est peu connue, cette Déclaration de la Minorité. On ne la trouve à peu près nulle part. Remercions donc Georges Bourgin et Gabriel Henriot de nous en donner le texte d'après Benoît Malon.

Cette déclaration avait été rédigée pour être lue à la séance de la Commune qui, régulièrement, devait avoir lieu le lundi 15 mai 1871. Mais la presque totalité des membres de la majorité s'étaient concertés et n'étaient pas présents. De ce fait, la séance ne fut même pas ouverte. Les membres de la Minorité présents, Arthur Arnould, Ostyn, Longuet, Arnold, Lefrançais, Serraillier, Jules Vallès, Courbet, Victor Clément, Jourde, Varlin, pensèrent alors qu'il devenait de leur devoir « d'éclairer l'opinion publique sur notre attitude et de lui faire connaître les points qui nous séparent de la majorité ». Ils communiquèrent à la presse leur « Déclaration », signée, en outre, par Ch. Beslay, Theisz, Eugène Gérardin, Vermorel, Clémence, Andrieu, Avrial, Frankel, Pindy, Tridon et Malon. Au total vingt-deux signataires. Voici le texte intégral du document :

DECLARATION

« Par un vote spécial et précis, la Commune de Paris a abdiqué son pouvoir entre les mains d'une dictature à laquelle elle a donné le nom de *Salut public.*

« La majorité de la Commune s'est déclarée irresponsable par son vote et a abandonné à ce Comité toutes les responsabilités de notre situation.

« La minorité à laquelle nous appartenons affirme au contraire cette idée, que la Commune doit au mouvement révolutionnaire, politique et social, d'accepter toutes les responsabilités et de n'en décliner aucune, quelque dignes que soient les mains à qui on voudrait les abandonner.

« Quant à nous, nous voulons, comme la majorité, l'accomplissement des rénovations politiques et sociales ; mais, contrairement à sa pensée, nous revendiquons, au nom des suffrages que nous représentons, le droit de répondre seuls de nos actes devant nos électeurs, sans nous abriter derrière une suprême dictature que notre mandat ne nous permet ni d'accepter ni de reconnaître.

« Nous ne nous présenterons donc plus à l'assemblée que le jour où elle se constituerait en cour de justice pour juger un de ses membres.

« Dévoués à notre grande cause communale, pour laquelle tant de citoyens meurent tous les jours, nous nous retirons dans nos arrondissements, trop négligés peut-être. Convaincus d'ailleurs que la question de la guerre prime en ce moment toutes les autres, le temps que nos fonctions municipales nous laisseront, nous irons le passer au milieu de nos frères de la Garde nationale et nous prendrons notre part dans cette lutte décisive soutenue au nom des droits du peuple.

« Là encore nous servirons utilement nos convictions et nous éviterons de créer dans la Commune des déchirements que nous réprouvons tous, persuadés que, majorité ou minorité, malgré nos divergences politiques, nous poursuivons tous un même but :

« La liberté politique,

« L'émancipation des travailleurs.

« Vive la République sociale ! »

Léo Frankel se rallia à cette déclaration, usant du droit de juger le Comité de salut public, droit qu'il s'était réservé en votant pour son institution :

« Je veux avant tout le salut de la Commune. »

Benoît Malon déclara en accepter tous les termes : « Après avoir vu fonctionner le Comité de salut public, contre l'établissement duquel j'ai voté ainsi que mes collègues, je reste convaincu que les réminiscences de 93 n'auraient jamais dû entrer dans la Révolution sociale et prolétarienne inaugurée le 18 mars. »

LES COMMENTAIRES DE LEFRANÇAIS

Dans ses remarquables « Souvenirs d'un révolutionnaire », Gustave Lefrançais — une des plus belles figures de la Commune — commente ainsi la déclaration de la Minorité :

16 *mai* 1871.

Véritablement, nos amis de la majorité emploient à l'égard de la minorité des procédés qui deviennent intolérables.

Tant que nos dissentiments n'ont amené entre nous que des récriminations plus ou moins aigres, si déplorable qu'elle fût, la situation n'était pas telle cependant qu'une scission se justifiât.

Mais que le nouveau Comité de salut public ne s'inspire plus que des conseils de la Majorité, réunie en dehors de toutes séances officielles de la Commune, la Minorité ne peut l'accepter, car elle se trouve ainsi responsable d'actes sur lesquels elle n'est pas même consultée.

Sans doute, emportée par la conviction que, seule, elle possède l'énergie suffisante pour sauver la Commune, cette majorité ne comprend pas à quel point elle méconnaît le mandat que nous ont donné nos électeurs, combien elle froisse notre dignité et notre droit incontestable de concevoir autrement qu'elle le salut de la révolution, ni enfin combien elle fausse l'étroite solidarité qui nous lie devant tous — amis et ennemis.

Il est absolument urgent de le lui rappeler.

Il a donc été convenu que nous demanderions en séance publique la cessation d'une telle façon d'agir et que nous adjurerions nos collègues de la majorité de comprendre enfin que la Commune, devant rester impersonnelle, sous peine de se suicider, aucune de ses résolutions, par cela même, ne peut être prise qu'à la suite d'une délibération formelle des membres du Conseil réunis en séance officielle.

Avertie sans doute de notre projet, la majorité ne s'est point rendue hier à la séance, pour éviter cette mise en demeure, et après une grande heure d'attente nous avons dû nous retirer, laissant un procès-verbal attestant notre présence dans la salle du Conseil et indiquant les motifs de notre retraite.

Il ne nous reste plus qu'à saisir nos électeurs de la question...

. . . .

Les adversaires de la Commune mènent grand tapage autour de cette déclaration dans laquelle ils croient voir déjà la mort de la Révolution.

Ces messieurs ont vraiment la joie facile.

De quoi s'agit-il donc, en effet ?

Une fraction du Conseil — un tiers environ — dit aux deux autres tiers : « Vous pensez avoir seuls raison dans votre conception de la Commune et dans les moyens de la faire triompher. Cette confiance en vous-mêmes est telle que vous ne prenez plus la peine de nous soumettre vos projets — ne fût-ce que pour la forme — et vous les arrêtez d'avance dans des réunions extra-officielles.

« Eh bien ! soit. Nous nous le tenons pour dit. Nous ne paraîtrons plus à aucune séance du Conseil où notre présence n'aurait plus qu'un caractère blessant pour notre dignité, en même temps qu'elle nous ferait perdre à tous un temps qui doit être mieux employé.

« Désormais, sans les discuter inutilement, nous nous appliquerons à faire exécuter les mesures que le Comité de salut public aura prises. Seulement, nous avertissons nos électeurs de ce nouvel état de choses pour qu'ils soient édifiés.

« Mais sur le terrain de la défense des principes mêmes de la Révolution, nous n'en restons pas moins prêts, comme par le passé, à encourir tous les risques et toutes les responsabilités des moyens qui seront employés. »

Notre déclaration ne dit rien de plus ni rien de moins.

Que les réactionnaires cependant feignent d'y voir autre chose, ils sont après tout dans leur rôle en essayant de présenter aux naïfs notre déclaration sous un autre jour.

Mais ce qui s'explique moins, ce sont les attaques furieuses dont nous sommes l'objet de la part des journaux partisans de la majorité.

Il est vraiment incroyable qu'on s'exaspère à ce point contre des gens qui, ayant suffisamment constaté qu'on n'entend plus tenir désormais le moindre compte de leurs observations, prennent la résolution de n'en plus présenter et de se contenter de concourir simplement à la défense commune.

Un des organes de la majorité surtout dépasse tellement toute mesure à ce propos qu'il en tombe dans le plus complet ridicule.

Le Père Duchêne, *dont Vermersch est le rédacteur en chef et qui, sous prétexte de rendre fidèlement le « langage du Peuple », émaille à profusion sa littérature de « foutre », de « bougre » et de « nom de Dieu » demande dans son numéro* 63 *de* 28 floréal an 79 (*vulgo* 17 *mai* 1871) *la « mise en accusation des* jean-foutres *qui foutent le camp de la Commune ».*

Le rédacteur de l'article y déclare gravement — ah ! nom de Dieu ! — que tous les signataires du manifeste sont « une collection de jean-foutres, *d'ignobles lâches, des misérables* qui *n'ont demandé qu'à se goberger dans leurs fauteuils à l'Hôtel-de-Ville, tant qu'il n'y a pas eu de danger et d'en tirer* profit *! qui se foutent de la cité comme de l'an quarante, qui veulent* foutre leur camp et tirer leur épingle du jeu... *sans rien dire. Des déserteurs devant l'ennemi, ne demandant qu'à vivre comme des* bons bourgeois. *Enfin, nom de Dieu ! qui ne méritent que le* peloton *d'exécution ».*

Et le bouffon de la chose, c'est que ce pourfendeur de la minorité — « un tas de lâches » — invité à venir faire un petit tour de remparts *du côté où il pleut des bombes, se garde bien de se rendre à cette gracieuse invitation !*

Dame ! nom de Dieu ! Bougre de bougre ! Que deviendrait la Révolution s'il lui arrivait malheur ! Mille millions de fourneaux ! (1)

L'ARTICLE DU « PERE DUCHENE »

Il est intéressant de placer maintenant sous les yeux de nos lecteurs cet article du « Père Duchêne », publié, comme le dit Lefrançais, dans le numéro 63 du 28 Floréal an 79. Le voici, dans son intégralité, tranchant violemment sur la dignité et la simplicité des textes de la Minorité :

La mise en accusation demandée par le

PERE DUCHENE

Contre les jean-foutres qui foutent le camp de la Commune,

---

(1) « Souvenirs d'un révolutionnaire », pp. 532 à 536.

Avec sa grande motion pour qu'ils soient purement et simplement déférés à la Cour martiale comme traitres à la Cité.

Le Père Duchêne est un gaillard qui n'aime pas beaucoup qu'on se foute du Peuple.

Et quand il rencontre des bougres qui se paient les gants de blaguer la Cité,

Il ne leur envoie pas dire qu'ils sont des jean-foutres,

Et c'est ce qu'il veut dire aujourd'hui aux citoyens de la Commune qui ont fait paraître dans les journaux une déclaration dans laquelle ils disent :

« Ils ne se présenteront plus à l'assemblée que le jour où elle se constituerait en cour de justice, pour juger un de ses membres ! »

Ah ! tas de lâches,

Vous en êtes venus où le Père Duchêne vous attendait,

Et le Père Duchêne ne se foutait pas dedans en déclarant il y a trois jours que vous étiez des lâcheurs et pas autre chose !

Mais d'abord,

Filouteurs de suffrages,

Il faut que le Peuple sache à quoi s'en tenir sur vos personnes.

Il faut que vos noms lui soient connus.

Ces noms, les voici (2) *:*

Uh. Beslay (lire Ch.),
Jourde,
Theisz,
Lefrançais,
Eugène Gérardin,
Andrieux,
Vermorel,
Clémence,
Serraillier,
Longuet,
Arthur Arnould,
V. Clément,
Avrial,
Ostyn,
Frankel,
Pindy,
Arnold,
J. Vallès,
Tridon,
Varlin,
G. Courbet.

Ah ! nom de dieu !

Quelle collection de jean-foutres !

Et quels ignobles lâches !

Car dans toute la conduite de ces bougres-là,

Il n'y a que de la lâcheté,

Et pas autre chose !

Le Père Duchêne défie n'importe lequel d'entre eux de prouver qu'ils font cela par courage !

Ah ! misérables !

Ça vous a plu, tant qu'il n'y avait pas de danger, de vous goberger dans les fauteuils de l'Hôtel-de-Ville,

Et de vous dire les élus du Peuple,

Et d'en tirer profit !

Mais maintenant qu'il y a péril en la demeure, et qu'il y va de la tête,

Foutre ! voilà qui mérite réflexion.

N'est-ce pas, jean-foutres !

Pourtant, quand on a aussi peu de tête que vous, on devrait avoir le bon sens de n'y pas tenir autant !

Mais c'est cela qui vous préoccupe,

Et pour la Cité, vous vous en foutez comme de l'an quarante !

Qu'est-ce que cela vous fait ?

Hein ?...

Mais, nom de dieu !

Le Père Duchêne n'entend pas que ça se passe comme ça.

Vous êtes des jean-foutres,

Et c'est trop prouvé !

Vous seriez bien aise de foutre le camp et de tirer votre épingle du jeu sans rien dire !

Donc,

Vous ne croyez pas au succès ;

Donc, vous êtes des traitres,

Et vous devez passer en jugement !

En ce moment, qu'est-ce que vous êtes ?

Et à quoi peut-on vous assimiler ?

A des soldats qui désertent devant l'ennemi !

Ah ça ! dites donc,

Répondez au Père Duchêne !

Quand un lignard fout son camp, parce que la peur lui tient au ventre,

Qu'est-ce qu'on lui fait ?

Il passe en conseil de guerre, n'est-ce pas ?

Et là,

Quand on lui demande s'il a déserté son poste parce qu'il avait peur des coups de fusil,

S'il répond que ce n'est pas pour cela, mais parce qu'il croyait que la position n'était plus tenable et qu'il fallait tirer ses grègues,

Qu'est-ce qu'on lui donne comme récompense ?

Le peloton d'exécution, eh ?...

Est-ce dans un sac, ça ?

Non, hein ?

Eh bien ! citoyens membres de la Commune,

Voilà votre situation.

Vous déclarez que la situation n'est plus tenable (pour vous) et que vous vous repliez en bon ordre.

Le Père Duchêne ne coupe pas dans ces ponts-là, lui,

Et dit que si la situation est tenable pour lui, qui n'est pas un élu du Peuple, qui n'a endossé de responsabilité que celles au-devant desquelles il a couru,

Il dit donc que si la situation est tenable pour lui, elle est tenable pour d'autres.

Et surtout pour ceux qui ont accepté et SOLLICITE un mandat !

Vous ne vous échapperez pas, tas de jean-foutres !

Et vos noms doivent résonner dans les salles où la Cour martiale tient ses séances ;

Car,

Vous êtes des déserteurs devant l'ennemi.

Ah !

« Vous ne vous présenterez plus à l'Assemblée que le jour où elle jugera un de ses membres ! »

Et foutre !

Le Père Duchêne le pense bien,

Autrement vous seriez des contumaces.

Car le Père Duchêne pense bien que les individus qu'on va arrêter et juger les premiers, c'est vous !

Bougre !

Il ne manquerait plus que ça !

Avoir l'honneur, tant que le péril est loin, et une fois que le péril est tout près,

Dire : Vous savez, moi, je suis un bon bourgeois,

Et je ne demande qu'à vivre tranquillement à la campagne, avec mes chiens, mes chats et mes poules !

Halte-là, camarades !

Vous avez accepté un mandat !

Vous avez endossé une responsabilité !

Vous avez sollicité l'une,

Et couru après l'autre,

Sans qu'on vous en priât pour la plupart,

Répondez,

---

(2) Benoît Malon ne figure pas dans la liste du « Père Duchêne », son adhésion au Manifeste de la Minorité n'étant pas encore connue.

Et dites-nous ce que vous avez fait de votre mission, et comment vous avez répondu à notre confiance,

Foutre !

Le Père Duchêne pense bien que vous vous rendrez à l'Assemblée quand on y jugera l'un des vôtres ;

Mais ça ne suffit pas,

Et la Révolution !

Le Père Duchêne dit que celui qui quitte son poste est un lâche !

Et que les lâches doivent être passés par les armes ;

Au fond, nous aimons mieux ça,

Et nous préférons que vous débarrassiez la Commune de vos personnes.

Mais le Père Duchêne ajoute que la Commune en sera bien plus débarrassée encore,

Une fois que la Cour martiale aura statué sur nos (3) destinées.

***

Cet outrageant « Père Duchêne », que nos staliniens d'aujourd'hui ne désavoueraient certes pas, se doutait-il qu'il ne lui restait à publier que cinq numéros ?

Son dernier numéro, le numéro 68, porte la date du 3 Prairial an 79, c'est-à-dire du lundi 22 mai 1871 : les Versaillais étaient déjà entrés dans Paris...

Entre temps, la Minorité avait, semble-t-il, compris qu'elle avait commis une faute politique en annonçant qu'elle abandonnerait l'Hôtel-de-Ville, ce qu'elle ne fit d'ailleurs pas, puisqu'elle y revint dès la séance du 17 mai. En son nom, Jules Vallès prononça à cette séance de fortes paroles :

« Dans l'article 3 (4) du décret sur le Comité, nous avions vu un danger ; nous demandons à rechercher ensemble aujourd'hui si, au lieu de créer une arme, vous n'avez pas créé un péril ; nous demandons à discuter avec calme. Nous voulons, en un mot, que toutes les forces se réunissent pour assurer le salut. Quant à moi, j'ai déclaré qu'il fallait s'entendre avec le Comité central et avec la majorité, mais il faut aussi respecter la minorité, qui est aussi une force... »

La séance du dimanche 21 mai 1871 fut la dernière séance de la Commune.

C'est au cours de cette dernière séance, consacrée à juger Cluseret, que Billioray annonça que l'armée versaillaise avait franchi, à 4 heures, la porte de Saint-Cloud, d'après une dépêche de Dombrowski.

Ecoutons encore Lefrançais :

« 21 mai 1871.

« Je ne me doutais pas que je venais d'assister à la dernière séance de la Commune.

« Par un hasard singulier, en signe d'apaisement entre les deux fractions du Conseil, Vallès avait été désigné comme président.

« Ces deux expressions — majorité et minorité — allaient disparaître devant le péril suprême pour n'être plus qu'un souvenir historique. »

***

Les cours martiales — pas celles dont parlait étourdiment « le Père Duchêne » — les cours martiales versaillaises allaient fonctionner à plein rendement, sans distinguer ni majorité ni minorité.

Maurice CHAMBELLAND.

---

(3) Probablement une coquille : **nos** composé pour **vos**. Coquille malencontreuse, tragique même, si l'on pense aux événements qui allaient survenir.

(4) « Les pouvoirs les plus étendus sur les délégations et Commissions sont donnés à ce Conseil, qui n'en sera responsable qu'à la Commune. »

Parmi nos LETTRES

LA NOUVELLE ASIE

Un ami hindou, en voyage d'étude dans le Pacifique, écrit de Jakarta (Batavia) à la date du 20 mars dernier :

...Je n'avais malheureusement pas le temps d'aller jusqu'à Tokio, mais j'ai visité les Philippines et, comme vous voyez, je suis maintenant en Indonésie; ensuite, je passerai au Siam. Tout ce que je vois est impressionnant au plus haut degré et pendant tout ce voyage j'ai avec vous des conversations, imaginant les questions que vous me posez et donnant mes réponses. Maintenant que je suis de nouveau plongé dans le monde politique, pour la première fois depuis dix ans, je me félicite d'avoir été mis en garde par vous contre les pièges du stalinisme tendus partout et partout les mêmes. Ma philosophie aurait pu résister mais pas toujours mes émotions.

Cette nouvelle Asie est d'une étonnante vitalité et elle est, en même temps, très étrange. Ses peuples donnent l'impression de se sentir libres et heureux, et on éprouve un grand contentement devant les manifestations de joie élémentaire de peuples simples. Hier soir je suis allé voir un film dans un club d'avant-garde, socialiste et nationaliste; c'étaient des épisodes de la lutte contre les Hollandais. Quelle ferveur et quelle poésie ! Je pensais que la Russie de 1917-18 a dû ressembler à ce que j'avais sous les yeux : une grande misère matérielle mais des hommes heureux parce que, pour la première fois, ils sont libres.

Il y a encore ici des milliers et des milliers de Hollandais; leurs entreprises étaient des modèles d'organisation et ils se réservaient tous les postes importants, laissant les Indonésiens dans les emplois subalternes. On les sent aigris et vindicatifs, et toujours imbus de ce sentiment de « supériorité du blanc », à la grande différence des Anglais qui ont si aignement pris leur parti de n'être désormais que des partenaires de l'Inde dans ses activités internationales.

Je crois que les Indonésiens sont mieux orientés sur l'avenir et pensent davantage à demain que les Hindous; bien qu'une grande partie de leur culture et de leur langue leur soit venue de l'Inde, ils ne sont pas aussi enchaînés au passé que nous le sommes dans l'Inde. Je pouvais aussi constater quel bienfait a été pour nous l'influence de Gandhi : il nous a préservés d'une stérile imitation intellectuelle et spirituelle de l'Occident.

Sous certains aspects, l'Inde est plus moderne que l'Indonésie et même que les Philippines; nous sentons plus internationalement, mais nous restons beaucoup trop centrés sur notre propre culture et cela peut donner une impression d'étroitesse de vues. Il y a, en ce moment, une si grande jeunesse chez les autres peuples d'Asie que l'Inde risque d'apparaître comme une vieille personne, un peu démodée, lente à s'adapter aux conditions de la vie nouvelle. Mais cela n'empêche, bien entendu, qu'elle ne soit très, très respectée partout, particulièrement ici, même quand on critique, comme cela arrive parfois, certaines initiatives de Nehru.

C'est la conviction générale que le stalinisme, et même le « maoïsme » sont sur le déclin ; c'est décidément le reflux, et bien qu'on soit assez critique à l'égard de l'Amérique, on hait Staline davantage : les faits récents ont convaincu les mieux disposés que c'est la politique russe qui constitue actuellement le plus grand danger pour l'indépendance.

J'espère pouvoir retourner bientôt en Amérique et avoir la possibilité d'y travailler à faire mieux connaître l'Inde et l'Asie. J'ai rencontré à New-York des hommes appartenant à tous les milieux et j'ai eu la bonne surprise de les trouver très ouverts aux idées, pas du tout incapables de se mouvoir dans la pensée abstraite ; leur sincérité est toujours si évidente qu'on ne peut y être insensible même quand il lui arrive de n'être pas très compréhensive.

« UNE NOUVELLE ETAPE DE LA BATAILLE DES SALAIRES »

L'article paru dans le dernier numéro de la « R. P. », sur « la nouvelle étape de la bataille des salaires », nous a valu deux réponses : l'une de Felce, secrétaire de la Fédération F. O. des Transports, l'autre de Laurent, secrétaire de la Fédération F.O. des Cheminots. Nous les publions intégralement. :

LA LETTRE DE FELCE

Camarade Hagnauer,

Le numéro 350 de la « Révolution prolétarienne » publie, signé de ton nom, un « papier » consacré, pour une large part, à la récente grève de la R.A.T.P.

Si j'avais du goût pour l'ironie, je rappellerais la formule de Figaro : « Il fallait un calculateur, ce fut un danseur qui l'obtint ». Elle me paraît s'appliquer pleinement au cas de « l'enseignant » qui entreprend d'écrire l'histoire d'une grève des Transports à partir des « informations recueillies à la permanence de l'U.D. du 21 au 24 mars ».

Mais l'ironie, ici, ne convient pas. Il s'agit beaucoup moins de moquer gentiment l'imprudent « historien » d'une grève ignorée en ses causes, son déroulement, ses effets proches et lointains que de relever une accusation aussi ridicule et outrageante que mal fondée.

Tu prétends, en effet :

« On a voulu — au bureau confédéral et au bureau fédéral des Transports — punir Bourgoin et ses amis de leur turbulence, de leurs mauvaises fréquentations ».

Et tu entoures cette affirmation d'une série d'allusions sibyllines, mais manifestement destinées à discréditer tout un groupe de militants dont il est bien difficile de dire s'il est composé de quelques unités ou de quelques dizaines.

Peut-être, à te relire, trouveras-tu toi-même que vraiment tu induis, suggères, insinues, beaucoup plus que tu ne démontres à partir de faits clairement établis. Peut-être conviendras-tu que tu prêtes gratuitement d'aussi sombres que ridicules mobiles à des militants que tu connais seulement à travers « les informations données à l'U.D. du 21 au 24 mars ». Je souhaite, en tout cas, qu'il en soit ainsi.

Il n'en reste pas moins que ton papier a été rédigé, diffusé, lu — et qu'il est souhaitable — la R.A.T.P. paraît d'ailleurs t'intéresser fortement — que tu rassembles des éléments d'information plus nombreux et précis que ceux du 21 au 24 mars, avant de et afin de donner une suite plus objective et mieux documentée à ton histoire commentée.

Je suis, pour ma part, à ton entière disposition pour tous renseignements que tu me croirais être en mesure de te fournir.

LA LETTRE DE LAURENT

Camarade Hagnauer,

Me rendant à Nancy y faire une réunion, je viens de lire l'article que tu as fait insérer dans le numéro 49 de la « R.P. ».

Je laisse volontairement de côté les « vacheries » qu'il contient et qui se rapportent au secrétariat général de la Fédération F.O. des cheminots.

Cette lettre veut tenter (y réussira-t-elle ?) de te renseigner le plus exactement possible et de te faire toucher quelques erreurs d'interprétation dont les sources sont dues à l'impossibilité pour un militant, même quand il s'appelle Hagnauer, de tout connaître ; de connaître en particulier les données d'un problème à résoudre avec des facteurs gouvernementaux et humains.

Il est faux d'affirmer que les responsables de la Fédération F.O. des cheminots se sont réveillés le 19 mars 1951 dans un cauchemar.

Dès le samedi 17 mars ils étaient au courant des velléités des conducteurs électriciens de la banlieue Saint-Lazare. Ils savaient également qu'un référendum était organisé parmi ces agents de la S.N.C.F., référendum dont le dépouillement aurait lieu dans les premières heures de la journée du lundi 19 mars pour en communiquer les résultats aux fédérations (F.O., C.F.T.C., C.G.T.) à partir de 10 heures dans la même journée.

Aux camarades qui me consultaient sur ce référendum et sur une grève des seuls conducteurs électriciens de Paris-Saint-Lazare, je répondais dans l'après-midi du 19 mars : « La S.N.C.F. intéresse l'ensemble du territoire et on ne peut traiter séparément (ce qui serait nuisible) pour les cheminots parisiens en dehors de ceux des autres centres. Le problème du relèvement des salaires des cheminots intéresse tous les cheminots et non une seule catégorie d'une résidence déterminée ».

Pouvais-je publier un communiqué de presse dans ce goût ? Non, car alors je serais apparu comme un militant essayant de casser une tentative de mouvement dont le but essentiel était pour les nôtres (j'en ai eu les preuves) d'aider les grévistes de la R.A.T.P. Je n'ai rien dit, rien fait pour séparer mes camarades du référendum qu'ils avaient accepté sinon réclamé.

Dans la journée du dimanche 18 mars, je me suis rendu à la gare Saint-Lazare pour surveiller les opérations. Causant avec les uns et les autres, j'y constatais une grande tiédeur pour le référendum, et aussi une grosse réserve quant à une grève éventuelle. Mais (ayant enlevé mes lunettes pour pénétrer dans certains lieux où les « cosaques » sont nombreux) je pouvais me rendre compte du travail des cellules. La gare Saint-Lazare était visée en premier lieu (because Vincent Auriol). A partir de ce moment, je ne me fis aucune illusion : a) le référendum n'irait pas à son terme, b) pas de trains pour le lendemain matin.

Habitant au bord de la ligne de Saint-Germain (déformation professionnelle), je ne fus aucunement surpris, ni catastrophé de ne pas entendre le premier train passant à Nanterre à 5 heures.

Je ne sais si tu as été bien renseigné et exactement. Mais je puis t'affirmer sans craindre aucun démenti que la grève de la banlieue Saint-Lazare a son origine dans le fait que le courant fut coupé à 4 heures 30. Je connais un « encellulé » dont la motocyclette fut utilisée pour faire la tournée des sous-stations et couper le jus avant qu'aucun train ne roule.

Je précise que tous les conducteurs électriciens en service sont restés dans leur cabine de conduite attendant que le « jus » revienne. Il y avait selon moi : grève de fait et non grève délibérée et voulue par les travailleurs intéressés.

Une fois de plus les F.O. étaient cocufiés par les staliniens n'ayant pas voulu attendre le résultat du référendum.

S'il en est qui se sont réveillés dans un cauchemar ce n'est pas 9, rue Cadet qu'il faut les loger ; mais plus exactement : 88, rue Saint-Lazare, 20 et 44, rue de Rome.

Immédiatement la grève gagnait Montparnasse et créait une légère effervescence en gare de Lyon. Les gares de l'Est, du Nord, Paris-Austerlitz et Paris-Bastille n'étaient pas touchées (trafic normal toute la journée du 19 mars). La province ne bougeait pas. Quant à Villeneuve-Saint-Georges il s'agit d'un atelier de réparations du matériel et cela ne paralyse pas, en cas d'arrêt, le trafic.

Fallait-il rester inactifs ? Non, et connaissant le mécontentement des cheminots attisé par les hausses récentes, je demandais aux autres organisations non staliniennes (cadres et C.F.T.C.) une réunion commune au siège de F.O. pour le 20 mars, à 10 heures.

Des discussions suivaient avec le ministre des T.P. (du 20 mars à 18 h. 30 jusqu'au 21 mars à 3 heures), chez Queuille le 21 mars de 15 heures à 16 h. 35.

Bredouilles ? pas complètement. Une promesse non chiffrée et vague sur la forme.

Contrairement à ce que tu écris, nous n'avons jamais eu la prétention de nous contenter d'une promesse et je suis obligé de te rappeler que c'est en sortant de chez Queuille que le B.F. a décidé de lancer un mouvement de grève générale de 48 heures partant du 22 mars à 0 heure pour aboutir au 23 mars à 24 heures.

Notre mot d'ordre a été suivi.

L'assemblée des militants de la région parisienne (23 mars) n'a pas été houleuse. Chaque orateur a pu s'exprimer librement, chacun d'eux a eu le même temps pour parler. Devant cette assemblée j'ai réaffirmé deux principes :

1.) Je ne suis pas un gréviculteur. La grève a été lancée parce que toutes les négociations et discussions avaient échoué.

2.) J'enregistre l'opinion des syndicats cheminots de la R.P. mais avant de prolonger la grève il faut réunir le B.F., avoir aussi l'opinion des syndicats disséminés dans tout le pays et composant la Fédération.

Je revenais à la Fédération où je prenais connaissance des télégrammes et communications de province. Pas de doute : les gars ne reprendraient pas sans résultats. Nous décidions de continuer pour 48 heures de plus.

Puis c'était la nuit du 23 au 24 mars : les négociations reprises avec tentatives d'éviction des discussions de la Fédération F.O. des Cheminots (parce qu'en grève).

A 12 heures ça roulait bien, à 18 h. 30 tout le trafic était quasi normal.

Je suis loin de partager ton opinion sur le fait que l'unité d'action au sommet empêche les comités d'action à la base. Vois un peu la R.A.T.P. et de très près. Tu concluras.

La déloyauté, la crapulerie, le passé des staliniens nous interdisent de nous allier à eux. A Tours, à Marseille, à Lyon et dans d'autres résidences nos camarades ne se sont jamais unis à la C.G.T.K. Ils sont restés libres de leur action. Dans d'autres endroits, pour avoir pactisé avec les « moujiks », nos syndicats se sortent avec difficulté de l'affaire.

Je voudrais terminer en parlant des Unions départementales et de celles de F.O. Elles sont pauvres, c'est une des raisons de leur faiblesse et cela m'incite à te dire qu'à cet égard les fonctionnaires et leurs syndicats sont de mauvais, très mauvais payeurs. Le camarade Compagnon pourrait utilement te renseigner.

Ne pas oublier que le dirigisme des salaires avait minimisé le rôle des U.D.

Enfin tu devras admettre que les cheminots F.O. connaissent les U.D., fournissent des militants et font au moins ce que les fonctionnaires refusent de faire : payer leurs cotisations.

Quant à l'U.D. de la R.P., elle gagnerait à rechercher la possibilité de déterminer une activité qui ne serait pas obnubilée par une position uniquement anti-bureau confédéral. C'est un horizon trop restreint.

Je m'excuse de t'avoir importuné si longuement. J'ai pensé qu'il ne serait pas mauvais que tu sois renseigné sur certains points.

Je préfère l'ironie de Felce à son indignation un peu artificielle. Et je reconnais humblement que pour remplir les fonctions de secrétaire fédéral, on doit préférer à un vieux qui « danse... mal », un jeune qui calcule très bien... trop bien ! Mais est-il interdit à un « enseignant » de s'occuper du mouvement ouvrier, en général, et d'une grève des Transports, en particulier ? Felce veut-il décapiter la rédaction du journal « Force Ouvrière » ? Lorsque j'étais à Marseille, en septembre 1949, j'ai vu un collègue de Felce collaborer fraternellement avec un « enseignant » pour conclure, dans de bonnes conditions, une grève des Transports locaux. Mais Felce qui doit à son mérite prestigieux un avancement très rapide n'a pas eu le loisir d'étudier le rôle des Unions et de comprendre la solidarité intersyndicale.

Je n'ai pas écrit l'histoire de la grève des Transports. J'ai prolongé ma chronique sur « la bataille des salaires ». Un chroniqueur n'est pas un historien. Mais un historien ne méprise pas à priori les informations et opinions d'un chroniqueur. Informations recueillies, comme il se doit, chez les « responsables du mouvement »... que nous complétons aujourd'hui, par une relation directe. Opinions personnelles, sans nul doute... qui n'étaient pas exprimées en style sibyllin... par voie d'allusions... qui posaient nettement et clairement la responsabilité du bureau confédéral et du bureau fédéral. J'affirme, sans aucune précaution littéraire, que lorsqu'un syndicat F.O. est engagé dans un mouvement difficile, son Union, sa Fédération, la Confédération doivent le soutenir sans réserves — même (surtout !) si la tactique employée parait dangereuse — car ce qui me semble essentiel, c'est d'éviter l'isolement des représentants F.O. On l'a fort bien compris, lors des grèves des Métaux parisiens et de Michelin, en 1950. Le silence de l'organe confédéral sur la grève de la R.A.T.P. ne s'explique donc pas par la seule condamnation de la tactique de « l'unité dans l'action ». J'en ai donné une interprétation que je maintiens. Si, à l'intérieur de F.O., la critique ne devait s'exercer qu'à sens unique, du haut vers le bas... où serait la différence avec la C.G.T. stalinienne ?

Les informations de Laurent, au contraire, répondent à la question posée dans mon dernier article (1). Elles expliquent la surprise de certains militants de la Fédération des Cheminots, le lundi 19 mars. J'ai rendu hommage au bureau fédéral. Sans doute les résultats des élections des délégués du personnel de la S.N.C.F. paraissent-ils déconcertants ? C'est que nos camarades n'ont pas eu le temps de réagir contre la démagogie stalinienne jouant sur les insuffisances des résultats obtenus. Ce qui prouverait que l'absence de la C.G.T. dans les pourparlers n'est pas toujours rentable. Mais je suis convaincu qu'en fin de compte, la Fédération F.O. tirera tout le bénéfice de l'autorité avec laquelle elle a mené le mouvement.

Je ne suis pas aussi... « vache »... que le pense Laurent. Constater son irritabilité, c'était excuser la mienne. Et je préfère les réactions de l'impulsivité aux prudences de l'habileté.

Mais pourquoi diable, Laurent éprouve-t-il toujours le besoin de m'accrocher au dos la casserole du corporatisme des fonctionnaires ? Il me lit ou m'entend mal. Sinon il ne me chargerait pas d'une responsabilité que je n'ai jamais acceptée. Au reste, lorsque les enseignants n'étaient pas atteints d'autonomisme chronique, ils exécutaient simplement toutes leurs obligations envers les Unions. C'est encore vrai pour les syndicats parisiens de la Fédération des Finances, que j'ai cités dans mon article. C'est vrai aussi pour les syndicats de Cheminots.

Cependant, à la différence de quelques jeunes espoirs fédéraux, Laurent comprend et apprécie le rôle des Unions. C'est là l'essentiel. Et cette conclusion suffit pour clore le débat. — **R. H.**

---

(1) Laurent s'est mépris sur le sens de l'adverbe « également » dans ma note sur la réunion des responsables cégétistes. Je voulais dire que là aussi — phénomène assez rare dans cette maison — il y avait eu réaction spontanée des militants de base. Mais là il fallait briser brutalement avec une discipline toute militaire. Des velléités sans grand effet. Au sein de la Fédération F.O. la discussion fut libre, comme elle devait normalement l'être.

A BAS LA PROGRESSIVITE DES ALLOCATIONS !

Du camarade Raoul Lemoine ces quelques cas pris sur le vif :

Bravo camarade Louzon ! Je viens de lire votre article paru dans le numéro d'avril de la « Révolution prolétarienne », concernant les allocations familiales.

Je suis entièrement d'accord avec vous pour que les allocations familiales soient dégressives, ceci afin d'éviter ce que l'on peut appeler le véritable « lapinisme » dans les familles. Etablissons ce modèle d'allocations et nous verrons par là aussi dégresser les familles nombreuses, devant lesquelles certains sont en admiration.

Je suis loin d'être contre les gosses, une famille est nécessaire, mais j'ai honte de ces gens qui font des gosses pour le rapport qu'ils en obtiennent. Je connais une famille de 7 gosses, les parents sortent tous

les dimanches comme de jeunes tourtereaux, les gosses sont confiés aux voisins, jamais vous ne voyez le père avec eux : on croirait qu'il en a honte ; mais à part cela les parents paradent avec l'argent reçu des allocations. Cette famille n'hésite pas à aller toucher à tous les râteliers. C'est une famille bien pensante, comme de bien entendu, qui va à la messe tous les dimanches, qui communie, etc., mais qui ne regarde pas à aller « mendier » au parti communiste pour obtenir une « aide » pour une si belle famille. C'est une honte, j'ajouterai même que les parents sont des criminels, car la mère a été en sana, le père ne vaut guère mieux et tous les ans il y a un gosse de plus.

Par contre, je veux vous citer un célibataire, qui a eu ses vieux parents à sa charge, le père malade de la guerre 14 ne pouvait plus travailler, la mère tombée paralysée. Ce célibataire s'est privé sur la nourriture pour venir en aide à ses parents, pour leur donner un peu de douceurs, ces pauvres vieux sont morts, ce célibataire se retrouve seul ; devant toutes les charges qu'il avait, il a demandé aux contributions un dégrèvement expliquant son cas ; on a estimé que cela ne pouvait être considéré comme une charge et que l'on ne pouvait rien faire pour lui. A force de privations, cet homme est maintenant malade, médecin tous les mois si ce n'est plus souvent... Mais alors là, la solidarité ne joue pas, il est seul, n'a pas de gosse, il n'a plus qu'à crever. Ah ! si c'était un père de famille nombreuse on aurait certainement plus de considération !

TOUJOURS LES ALLOCATIONS FAMILIALES

De Pocthier, du Doubs :

J'ai été très heureux de voir sous votre plume une idée qui m'est chère depuis longtemps, celle de la dégressivité des allocations familiales.

A mon avis, les suppléments pourraient être égaux pour chacun des trois premiers enfants, pour devenir de plus en plus faibles à partir du quatrième et s'annuler complètement, comme vous le proposez, au septième. Ce serait le seul moyen de lutter contre l'inconscience lapiniste de façon efficiente.

Mais ce qui est plus dangereux encore que les allocations familiales proprement dites, ce qui contribue plus encore à aggraver la misère qui pèse sur l'ensemble de la classe ouvrière, ce sont les primes à la natalité, distribuées à la première naissance, puis à chacune des suivantes (pourvu qu'elles se produisent dans les « délais » légaux) à raison de 2 ou 3 fois le salaire départemental. Ne pas oublier non plus les allocations prénatales.

Pourquoi, par exemple, ne pas remplacer tout cela par une prime unique suffisamment substantielle au départ et rapidement dégressive, comme dit ci-dessus, à partir du quatrième enfant ?

Notre point de vue commun rejoint d'ailleurs la pensée de Collinet, lorsqu'il dit : L'homme de 1938 qui devenait père de famille s'était constitué un équipement familial par son épargne antérieure. Il était dans ses meubles et chez lui. L'homme de 1950 est un malheureux qui doit s'installer envers et contre tout. L'allocation a posteriori ne remplace à aucun degré l'épargne a priori qui lui manque.

Je crois que sur cette affaire de sursalaire familial, il faudra bien revenir à une plus saine conception des choses, si l'on ne veut pas faire « crever » la classe travailleuse sous le poids des charges « familiales ».

Collinet propose que ces charges n'incombent pas aux seuls travailleurs, mais à tous. Inversement, est-il juste de donner à l'ingénieur ou chef de service à 80 ou 100.000 francs par mois des allocations aussi fortes qu'on en donne à 15.000 ? Ne devrait-il pas y avoir un « plafond » ?

Il est hors de doute en tout cas que, par la grâce du M.R.P., la France est le pays du monde qui dépense le plus pour les sursalaires familiaux, et ce, de très loin. On a eu l'habileté de présenter comme révolutionnaire une politique sociale absolument réactionnaire, mais qui fait illusion aux yeux des masses.

C'est ce fait et ce seul fait qui permet à Collinet d'énoncer, encore fort justement : Le nivellement en France se fait à un niveau plus bas que dans les autres pays industriels d'Occident. Alors que chez ces derniers, c'est le manœuvre qui monte vers l'ingénieur, en France c'est malheureusement l'ingénieur qui descend vers le manœuvre.

UNE LETTRE DE Y. DELAUNAY

Mon long silence n'est pas indifférence. Je voudrais le rompre aujourd'hui brièvement pour faire écho à l'inquiétude de Chevigny, de Nénert, de tant d'autres camarades dont il serait ici urgent qu'on entende la voix.

Je voudrais dire d'abord à Chevigny avec quel intérêt j'ai lu ses lettres parues dans les « R. P. » d'août et décembre 1950. Elles m'ont semblé ALORS constituer la seule position à la fois révolutionnaire et efficace — au même titre que cette position de « 3e front » de la Fédération Anarchiste, à laquelle toute la presse révolutionnaire a répondu par la conspiration du silence.

Depuis, les événements ont marché. Louzon n'a convaincu personne. Le Libertaire non plus d'ailleurs, il faut le reconnaître. Par contre, sans doute surtout depuis cette « grande peur » consécutive à l'intervention chinoise en Corée, le neutralisme semble avoir accompli des progrès décisifs en France. Peut-être était-ce inévitable après la saignée des deux guerres mondiales, dans ce pays depuis si longtemps en perte de vitesse. Si bien que le journal le plus représentatif, aujourd'hui, de l'opinion moyenne française m'apparaît être l'Observateur de Claude Bourdet.

Ne t'indigne pas contre Louzon, Nénert. Personne en France n'ira au casse-pipe. Les staliniens ont chaque jour plus raison en disant que le peuple de ce pays ne fera pas la guerre à l'Union Soviétique. Il la lui fera encore moins qu'il ne la fit à l'Allemagne de Hitler en 1939-40 : pour des tas d'excellentes raisons, la quasi-totalité des types se planqueront au reçu de leur feuille de mobilisation.

Une résistance organisée se formera-t-elle par la suite ? Cela dépendra, outre des modalités de l'occupation russe, essentiellement de la tournure des événements : la Résistance française serait-elle sortie de ses limbes, sans le tournant de Stalingrad et d'El-Alamein ?

Pessimisme que tout cela ? Je crains que ce ne soit réellement regarder les choses en face. De toutes façons, nous nous souviendrons, avec F. A. Ridley, que le monde n'est pas immuable ; que, même si le « communisme » devait l'emporter, son cours serait « vraisemblablement au moins aussi changeant que l'a été celui de la bureaucratie romaine, son prédécesseur historique » (1) ; que demain, ce seront peut-être l'Inde et la Chine qui tiendront la tête de la politique mondiale.

Pour ce qui nous concerne plus personnellement, il nous appartiendra de lutter contre la désagrégation des consciences, de conserver au fond de notre âme la foi dans les principes sacrés de la vie, de demeurer ces « vaincus invincibles », dont parlait jadis Silone au Vel' d'Hiv'.

(1) F. A. Ridley : Que va devenir le « communisme » ? « R.P. » de février 1951.

TOULON 51. UN CROQUIS DU NOUVEAU TOULON

Le Toulon que j'ai retrouvé est bien différent de celui que j'arpentais avec notre Marcel Martinet au début de 1920 ; la ceinture des remparts a éclaté, les anciens faubourgs aux maisons basses se sont peuplées de grandes bâtisses, en général peu réussies. Cependant le cœur de la ville n'a pas changé ; le bombardement s'est arrêté et limité au quai et entre le boulevard central et la mer ce sont toujours les mêmes rues étroites au grouillement pittoresque.

La Bourse qui, en 1920, était réduite à un très modeste local, occupe maintenant tout un bâtiment de deux hauts étages ; rien de moins que l'ancien palais de justice! ! Elle devait être le lieu d'une grande démonstration : (« Libérez Henri Martin ! »), précisément le dimanche où nous étions là. Ce fut un fiasco, précieux pour prendre la température vraie, car la ville était couverte d'affiches et les murs d'inscriptions, et le « Petit Varois » stalinien a un plus fort tirage que la « République ».

LA CONDITION OUVRIÈRE

Lettre du Nivernais

On est en général mieux informé des conditions de travail dans les grands centres, on l'est beaucoup moins de celles des isolés des campagnes qui représentent cependant, pour l'ensemble du pays, une masse importante. Dans cette mesure les renseignements ci-dessous, que je donne sans prétendre généraliser, présenteront quelque intérêt. Ils inciteront peut-être les lecteurs provinciaux de la **R. P.** à écrire sur d'autres cas et à compléter ainsi nos connaissances relatives à la condition ouvrière en France en ce milieu du XX[e] siècle.

Certaines maisons de confection font exécuter leurs travaux dans de petites villes de province. Récemment des placards ont été affichés chez les commerçants d'un chef-lieu de canton de 2.000 habitants en vue de recruter 100 ouvrières à domicile. J'ai pu obtenir quelques renseignements auprès de l'une d'elles. On lui confie l'étoffe nécessaire pour fabriquer chemises, corsages, shorts. Le travail doit être parfait, sinon il est rendu et, évidemment, non payé. Les prix accordés sont de 80 francs, 75 francs, 45 francs suivant les pièces. L'ouvrière qui m'a informé — très bonne travailleuse dont nous avons pu souvent apprécier l'habileté — a passé 3 heures, 2 h. 30 et 1 h. 30 pour ces travaux et, de ce fait, a gagné 30 francs l'heure environ (une femme de ménage du pays est payée 50 francs l'heure). En travaillant 9 heures par jour et 26 jours par mois, l'ouvrière à domicile recevrait donc environ 7.000 francs dans un pays où la vie est, pour de nombreux produits, aussi chère qu'à Paris.

Cette exploitation ne suscite d'ailleurs pas la révolte de celles qui en sont victimes. L'ouvrière en question a toujours cherché, au cours de la conversation que j'eus avec elle, à me montrer les avantages de sa situation : un métier d'abord, alors qu'auparavant l'ouvrière n'obtenait que de loin en loin quelques commandes de gens aisés. Ensuite, un travail qu'elle accomplit à son gré et dont la rétribution constitue en somme un appoint à ce que peut gagner son mari. Une occupation propre enfin et jugée — sans qu'on l'avoue bien sûr — plus distinguée que celle de la femme de ménage ou de la laveuse.

Le deuxième exemple d'exploitation que je citerai a pour siège un ouvroir fondé il y a longtemps déjà et repris depuis plusieurs années par une vieille fille confite en dévotion. Cet ouvroir occupe 7 à 8 ouvrières, jeunes filles de 15 à 25 ans, qui font leur apprentissage de couturières en lingerie fine ou bien sont employées, leur apprentissage terminé, comme ouvrières qualifiées.

Tout le monde travaille 9 heures par jour, hiver comme été, de 8 h. 30 du matin à 7 heures du soir, avec une interruption de 1 h. 30 pour déjeuner. Les apprenties ont un contrat de trois ans. Elles ne gagnent rien dans les premiers temps, puis sont payées forfaitairement de 150 à 1.000 francs par mois. Leur apprentissage terminé, les ouvrières sont payées aux pièces et on n'hésite pas à leur faire recommencer le travail si ce dernier n'est pas jugé satisfaisant. J'ai pu voir le carnet de paye d'une de ces ouvrières. En dix mois, le salaire mensuel a dépassé trois fois 3.000 francs, sans jamais atteindre 3.400 francs. Pour les autres mois, il s'est échelonné de 2.100 à 3.000 francs.

Les amendes sont courantes. Tant pour avoir laissé tomber une aiguille, tant pour un bavardage. Depuis six mois, le montant des amendes est simplement défalqué des salaires. Auparavant, il servait officiellement à payer au curé des messes pour le repos des âmes du purgatoire !

On reste confondu devant des pratiques aussi moyenâgeuses, mais qui ne suscitent pas une bien grande indignation de la part de celles qui en sont victimes. Cela tient en partie à ce que les ouvrières appartiennent à deux classes sociales bien distinctes : d'une part, les jeunes filles de « bonne famille », qui viennent apprendre la couture et n'ont nul besoin de l'aumône qui leur est accordée sous forme de salaire ; d'autre part, les jeunes filles pauvres qui trouvent à s'employer là en attendant le mari qui subviendra à leurs besoins. Ces dernières seules ont conscience — ou devraient avoir conscience — de l'exploitation dont elles sont l'objet. Pratiquement leur résistance est rendue impossible par la présence des jeunes filles « bien nées » et je ne suis pas sûr d'ailleurs que l'esprit cagot et bourgeois de ces dernières n'annihile pas, même chez les autres, toute velléité de révolte.

Quoi qu'il en soit, il en est une qui ne perd pas le nord, c'est la vieille bigote qui gagne sur tous les tableaux : en se ménageant, d'une part, et à bon marché une place au ciel — je donnerais bien quelque chose pour qu'il y ait un bon dieu ! — en encaissant, d'autre part, et nous sommes là sur un terrain matérialiste, donc solide, de jolis bénéfices en vendant bon prix, au maisons spécialisées de la capitale, chemises et combinaisons de soie richement brodées.

J. SARDY.

« COMBATTANTS DE LA PAIX »

Une poétesse tchèque, Marya Puymanova, contribue à la propagande pour la paix par ces vers que publie le quotidien stalinien de Prague, **Rude Pravo :**

Gloire aux tanks soviétiques !

Gloire aux fusées incendiaires !

Gloire aux canons de la D.C.A. !

Gloire aux millions d'hommes
qui les manipulent !

Gloire aux pensées qui les chargent
de boulets de paix et de bonheur !

Au siècle de Staline !

PREMIERS REMOUS

Au Pays du Caudillo

PETIT RAPPEL HISTORIQUE

L'Axe n'existait pas encore, mais déjà Mussolini voulait s'assurer, au détriment de l'Angleterre, la maitrise en Méditerranée. C'est à cet effet qu'il signa avec Alphonse XIII et son dictateur Primo de Rivera, alors en visite à Rome, un pacte mystérieux qui inquiéta fort le Foreign Office. Mais un homme, en Espagne, veillait aux intérêts anglais. L'astucieux politique qu'était le comte de Romanones parvint, avec beaucoup de mal d'ailleurs, après la fin de la dictature de Primo de Rivera, à décider Alfonse XIII à un vote populaire pour renouveler les conseils municipaux. Et il obtint le résultat espéré : fort de l'importante majorité républicaine que révéla la consultation du 12 avril 1931, Romanones persuada le roi qu'il fallait se retirer provisoirement, juste pour laisser à la République, dirigée par des hommes à lui, le temps de se discréditer. Ce qui ne tarda pas. Mais Romanones, qui se croyait capable d'imposer rapidement à l'Espagne, à la place de la République, et à la place d'Alphonse XIII, un roi favorable à l'Angleterre, se trompait.

La réaction espagnole, bien décidée à en finir à n'importe quel prix, non seulement avec la République, mais surtout avec la révolte populaire qui n'avait cessé de bouillonner malgré les répressions « républicaines », eut recours à un procédé qu'elle avait déjà employé à travers l'histoire pour les mêmes fins : l'appel à l'étranger. Mussolini, qui aspirait plus que jamais à la maitrise en Méditerranée, ne demandait pas mieux. Et non plus Hitler, alors dictateur-débutant. La victoire du Front Populaire aux élections de février 1934 anéantissant les projets d'un coup d'Etat facile, on envisagea les grands moyens : Un premier accord fut conclu à Rome le 31 mars 1934 entre Mussolini et les représentants de la réaction espagnole « pour préparer la restauration de la monarchie ». De son côté, Hitler commençait à développer en Espagne ce qui devint un formidable réseau d'espionnage et de sédition, à propos duquel on a pu employer l'expression d'invasion de l'Espagne par les Allemands. Il fallait trouver un chef pour le soulèvement, c'est-à-dire un Espagnol qui acceptât d'affronter les risques de l'opération et de se soumettre à Berlin.

Hitler et Mussolini se mirent d'accord et pressentirent l'amiral Carranza, riche armateur, cacique de Cadix et homme politique. Carranza, après quelques jours de réflexion, se récusa. Et comme il savait beaucoup de choses, il mourut peu après, subitement, d'une angine de poitrine. C'est alors qu'on fit appel à Franco. Il se prêta sans difficulté à toutes les tractations mercantiles qu'on voulut bien lui imposer mais, le moment d'agir venu, hésita, demandant à plusieurs reprises de nouveaux délais. Il pensait pourtant que, si la France et l'Angleterre n'intervenaient pas, il n'y aurait guère de résistance populaire. En fin de compte, il lui fallut obéir à Hitler. Et ce fut le 18 juillet 1936.

Si nous avons cru bon de rappeler ces faits, c'est qu'on a trop tendance à oublier, en France, que la dictature de Franco n'était pas, à l'origine du mouvement qui l'a créée, considérée comme une fin en soi, mais comme une étape vers la restauration d'une monarchie autoritaire, et ceci à deux fins :

— pour la réaction, la destruction « par le fer et par le feu » de toute volonté révolutionnaire du peuple ;

— pour les Puissances de l'Axe, l'amélioration de leur position stratégique par la création en Espagne d'un régime autoritaire soumis à leurs ordres.

Sans l'Axe, Franco n'aurait jamais pris le pouvoir. Et la réaction ne l'a accepté comme chef provisoire que pour restaurer la monarchie. L'Axe est tombé, la réaction est restée royaliste dans son ensemble. Comment donc le caudillo s'est-il maintenu au pouvoir ?

L'ESTRAPERLOCRATIE DU GENERALISSIME

Nous ne retracerons pas ici le double jeu ni les manœuvres de politique extérieure parfois savantes, parfois cousues de fil blanc, auxquels se livre depuis 36 celui que les Espagnols appellent avec mépris « le renard galicien ». Nous essaierons seulement de voir comment il a pu, à l'intérieur, susciter et entretenir le minimum d'adhésion nécessaire à un régime, même policier. Car, d'idéologie, le « national-syndicalisme » n'en a point. Même pas cette espèce d'idéologie barbare qui entraina, après les avoir gonflées d'orgueil, les masses allemandes à l'abrutissement systématique. En Espagne, des formules et des slogans à profusion, dans le style « Pour Dieu et pour l'Espagne ». Mais tout cela est vide et ne trompe personne, hormis quelques benêts.

Ce n'est donc pas parce qu'on les a bernés que des jeunes continuent à entrer dans la Phalange et s'y prêtent aux comédies spectaculaires que le fascisme a mises à la mode. Ils savent parfaitement ce qu'ils veulent : **Entrer à la Phalange, c'est le plus sûr moyen de gagner de l'argent.**

En réaction contre une économie dirigée, et dirigée on ne peut plus stupidement, le marché noir que les Espagnols appellent **estraperlo** a surgi et s'est développé dans des proportions dont il est difficile, en France, de se faire une idée. On se procure à l'estraperlo toute espèce de choses : nourriture, tickets de chemin de fer, passeports, autorisations de toute nature, etc. Nous verrons plus loin qu'on est parfois obligé de faire enterrer ses morts par l'estraperlo.

Chacun, dans tous les milieux, pratique le marché noir. Le petit, petitement, pour ne pas mourir de faim. Mais dès qu'un homme obtient des autorités quelque pouvoir, ne serait-ce que celui de délivrer des bons-matières ou des permis de circuler, sa fortune est assurée. Et comme ces pouvoirs ne sauraient être conférés qu'à des membres éprouvés de la Phalange, l'homme avide et sans scrupules se fait phalangiste. C'est la première condition du succès, mais ce n'est pas la seule. Car, à l'intérieur même de l'organisation, une lutte sans merci se livre entre des clans qui se disputent les places, clans qui peuvent, en gros, se ranger dans deux groupes : d'une part, les

« vieilles chemises » (camisas viejas) qui veulent conserver les situations acquises ; d'autre part, la nouvelle génération qui essaie de s'approprier « les fromages ». Tout chef de quelque envergure est entouré d'un groupe de valets qui lui obéissent aveuglément (incondicionales) et à qui il distribuera, en cas de victoire du clan, les emplois de second ordre après avoir limogé les hommes du clan vaincu.

Naturellement, à partir d'un certain niveau, on est assuré, quoi qu'on fasse, de l'immunité. Qui pourrait sévir, en effet, puisque les ministres sont les premiers à organiser l'estraperlo à grande échelle ? De temps à autre, pour des raisons diverses, on prend des sanctions contre le vulgaire qui cherche dans le marché noir une amélioration de sa maigre pitance, mais jamais contre les bandits qui mènent la danse. Et là réside l'unique raison de la fidélité des phalangistes à Franco : avec le caudillo disparaîtrait la monstrueuse organisation de vol qui les engraisse sans danger. **L'unique fondement du franquisme est l'estraperlo.** Et cette cupidité des hommes du pouvoir, ce système de corruption officielle — le plus vaste sans doute que l'histoire ait jamais connu — l'Eglise le couvre de sa soutane. N'a-t-on pas vu il y a quelques mois le sinistre Segura, évêque de Séville, bénir... une banque et prononcer à cette occasion un discours qui est une pièce d'anthologie !

Corruption à tous les degrés, de tous les services officiels. On dit en Espagne que les policiers n'arrêtent jamais de voleurs : ils préfèrent les laisser en liberté moyennant une part de butin (parfois le total). La presse de l'émigration regorge d'informations comme celles-ci : à Barcelone, en janvier, destitution des carabiniers du port : Estraperlo. Destitution des employés du service des passeports : Estraperlo. Mais les chefs, qui savaient que tout venait d'en haut, on s'est contenté de les déplacer pour qu'ils se taisent.

Une belle figure de grand chef franquiste, c'est celle de Baeza Alegria, ex-gouverneur civil de Barcelone. Il fut d'abord chirurgien à Saragosse où il fonda une fabrique d'appareils orthopédiques. Il obtenait ainsi des attributions de métaux avec lesquels il fabriquait... des bicyclettes. La bicyclette est rare en Espagne, et se vend fort cher — à l'estraperlo, naturellement. En 1946, il réussit à se faire nommer gouverneur de Barcelone. Sitôt arrivé, il installe aux postes importants le groupe de ses « incondicionales », parmi lesquels se trouvent deux pistoleros de sinistre réputation, et il ne tarde pas à se rendre célèbre, non seulement par ses débauches mais aussi par son exploitation cynique de la population. Par exemple, il organise une tombola de charité pour laquelle il force les industriels à faire des dons. Il réunit ainsi 4 millions de pesetas (40 millions de francs)... dont on n'entend plus parler. En janvier dernier, l'épidémie de grippe fait jusqu'à 200 victimes par jour. Les pompes funèbres sont débordées, mais, grâce à Baeza Alegria, on peut faire enlever immédiatement un cadavre moyennant 1.000 pesetas.

Les Barcelonais en savent bien d'autres sur leur gouverneur. Car les dessous de ses opérations leur étaient aussitôt révélés, au moyen d'inscriptions ou de papillons, par les soins de la bande de Correa, autre bandit phalangiste, ex-gouverneur destitué au profit de Baeza.

Voilà le genre d'hommes qui commandent dans le dernier bastion de la chrétienté ! Et cependant, le peuple meurt de faim. Qu'on en juge (1).

Outre la misère, c'est bien connu, la terreur policière pèse sur le peuple espagnol, la terreur policière qui depuis 13 ans le réduit au silence. Et cependant...

ARTICLES	VALEUR EN TEMPS DE TRAVAIL (Salaire moyen)		
	En Espagne		En France
	Marché officiel	Estraperlo	
1 kg. de pain	70 minutes	5 heures	16 minutes
1 kg. de viande	7 h. 20		2 h. 18
1 kg. de pommes de terre ..	30 minutes	1 heure	8 minutes
1 kg. de café	26 h. 42		5 h. 30
1 kg. de sucre	2 h. 46	5 h. 40	45 minutes
1 litre d'huile	3 h. 20	9 h. 20	2 h. 8

LES EVENEMENTS DE BARCELONE

Cependant, bravant la répression, Barcelone vient de relever la tête et de manifester, unanime, sa haine du régime.

La presse française ayant relaté les faits, nous nous bornerons à souligner ce qui a pu passer inaperçu, et tout d'abord la signification véritable de la grève des usagers des tramways. Protester contre l'augmentation des tarifs d'une entreprise privée de transports peut paraître à première vue assez bénin. Mais, outre qu'en Espagne aucune entreprise n'est libre de fixer elle-même ses tarifs ou prix de vente — pas plus que ses salaires — la Compagnie des Tramways représente, pour la population de Barcelone, « les autorités », c'est-à-dire le régime. Entreprise privée, certes, mais dont les principaux actionnaires, directeurs ou conseillers, sont des personnages éminents de la municipalité franquiste, c'est-à-dire ceux-là mêmes qui, théoriquement, sont chargés de veiller à son bon fonctionnement en tant que service de transports publics. Pour Barcelone, la Compagnie est un symbole, et **s'opposer à elle c'est s'opposer ouvertement au régime.**

Le 23 février, donc, les étudiants commencent à manifester. Ce n'est pas la première fois, mais ce soir-là, la foule paraît disposée à s'associer au mouvement. Le lendemain, cela continue, et dans la soirée l'agitation est considérable : trolleys décrochés, jets de pierres sur les vitres, insultes à la police, chocs, premiers blessés, premières arrestations. Les tracts, imprimés, dactylographiés ou manuscrits, commencent à circuler, appelant au boycott général pour le 1er mars. L'effervescence continue les jours suivants et dès la matinée du 1er mars, on vit que le succès du mouvement serait complet. Les autorités s'affolent. L'alcalde (le maire) démissionne, des renforts de police arrivent de Madrid et Valence, et la sauvagerie de la répression s'accroît. Les premières victimes des balles sont un enfant de 5 ans et une femme. Les arrestations se succèdent, cependant que les autorités essaient de ramener l'ordre par de bon-

(1) Tableau établi par **La Batalla** (organe du P.O.U.M.) du 8 avril 1951. Il faut tenir compte, dans la comparaison de ce que tout le monde est obligé, pour s'alimenter, de recourir au marché noir.

nes paroles. Mais le 6 mars, après cinq jours de boycott total, elles sont obligées de capituler et de déclarer le retour aux anciens tarifs. Le calme revient. Dans la journée, la C.N.S. (organisation syndicale franquiste) convoque une réunion extraordinaire où le délégué essaie d'expliquer que la victoire est due aux pourparlers menés par l'organisation. Des orateurs improvisés n'hésitent pas à lui répondre et à le traiter de valet du gouverneur. Et cela prend une telle allure qu'il faut téléphoner à la police pour disperser les fâcheux.

Notons en passant qu'au cours de ces journées, la bande de Correa distribua des tracts essayant d'orienter le mouvement contre la personne du gouverneur. De leur côté, les hommes d'Alegria en distribuaient d'autres, anonymes, disant en substance : Barcelone vient de donner une impressionnante preuve de civisme. Donnons-en une nouvelle en reprenant dans l'ordre notre vie normale. Personne ne se laissa prendre ni aux uns ni aux autres.

Cependant, en dépit de la victoire, beaucoup de suspects restent en prison, et de nouveaux tracts se répandent, appelant à la grève générale pour protester contre les détentions. Il est impossible de savoir quelle organisation lança l'idée de la grève, mais une chose est certaine : alors que l'impulsion première du boycott des trams fut une manifestation spontanée du mécontentement populaire, la grève du 12 mars fut une entreprise préméditée, organisée à l'avance par les noyaux de la résistance. Un des premiers, sinon le premier, des tracts pour la grève prétendait émaner de la C.N.S. franquiste qui, naturellement, démentit aussitôt. Mais de nouveaux tracts se répandirent, signés par les organisations de la résistance, parmi lesquels ceux de la C.N.T., rédigés en termes précis et vigoureux, furent sans doute les plus nombreux.

On connaît le résultat. Le lundi matin, après quelques hésitations, et grâce à l'action des comités qui s'étaient créés dans les usines, l'arrêt du travail fut général. Toutes les entreprises, tous les services publics sauf le métro sont paralysés et l'on estime à 300.000 le nombre des grévistes. Dans les rues, grande effervescence. On s'en prend de nouveau aux trams, à l'arrêt cette fois, aux voitures officielles dont certaines sont incendiées, aux édifices gouvernementaux qui reçoivent des pierres et des torchons enflammés. Plaza del Angel, des orateurs juchés sur les garde-fous de la station de métro essaient d'entraîner la foule à la construction d'une barricade face au local de la C.N.S. Le mardi, 150.000 ouvriers continuent à Barcelone la grève qui s'étend aux localités industrielles des environs avec un plein succès : Badalona, Granollers, Tarrasa, Sabadell, Manresa. Et ce n'est que le jeudi que la ville retrouve son aspect normal. Naturellement, l'action de la police avait repris de plus belle pendant ces journées, manifestant par la violence sa rage de ne pouvoir contenir le mouvement populaire. Avec de nouveaux renforts étaient arrivées de Madrid quelques personnalités de la sûreté, et aussi le capitaine nazi Krauss, ex-agent de l'Abwehr en France et en Amérique latine, qui était, pense-t-on, chargé de diriger les opérations. Des patrouilles de 14 policiers parcourent les rues mitraillette au poing et multiplient les perquisitions, arrestations, bastonnades. La forteresse de Montjuich et les commissariats regorgent de prisonniers, et l'on évalue à 5.000 le nombre des arrestations effectuées. (Les milieux officiels en avouent 400 : sans doute ne s'agit-il que de ceux qui n'ont pas été relâchés après les événements.)

On sait qu'en fin de compte, comme pour la grève des trams, le gouvernement fut obligé de capituler et d'accorder le paiement des journées de grève.

AUTRES MOUVEMENTS

A Madrid, le 15 mars, les étudiants avaient, sans grand succès semble-t-il, essayé de manifester lors de la remise des lettres de créance de l'ambassadeur américain. Le 2 avril, nouvelle manifestation, contre les trams cette fois. Les étudiants bénéficient d'une réduction sur les lignes conduisant à la Cité Universitaire. Subitement, ils s'avisent de demander, sachant bien qu'ils ne l'obtiendront pas, l'extension de cette réduction à tout le réseau. De toute évidence, il s'agissait seulement de provoquer à Madrid comme à Barcelone une manifestation d'hostilité au régime. Mais la population ne suivit pas et « tout rentra dans l'ordre » le 5, après de brutales interventions de la police et diverses sanctions disciplinaires.

Le 2 avril également, dans le pays basque — encore en pleine effervescence — qui garde le souvenir de la destruction totale de Guernica par l'aviation de Hitler « pour essayer les appareils », les ouvriers de l'industrie textile d'Azcoitia se mettent en grève.

Signalons enfin les récents troubles de Tétuan, non qu'ils présentent un intérêt direct pour les luttes ouvrières, mais plutôt parce qu'ils manifestent au grand jour le mécontentement de certains des éléments qui jouèrent un rôle important dans la victoire de Franco. Mécontentement, dissensions internes, c'est-à-dire lézardes qui s'ouvrent dans l'édifice franquiste.

LE REGIME SE LEZARDE

Jusqu'à ces derniers jours, le peuple soupçonnait bien les faiblesses du régime, en particulier celles provoquées par les luttes sourdes d'intérêts opposés au sein même de la hiérarchie officielle. Mais il ne pouvait guère que les soupçonner. Le seul qui en tirât profit était le clergé, toujours présent dans la coulisse, et nourrissant sa puissance de cette pourriture.

Le plus important résultat des journées de Barcelone est d'avoir mis ces lézardes en évidence.

Dès le début, la police est en désarroi, et cela va parfois jusqu'à la couardise. Et, d'après les correspondants clandestins de la presse de l'exil, son action sauvage par la suite révélera non pas sa force, mais la rage de son impuissance à contenir le mouvement. Et sans doute aussi sa peur.

L'armée n'intervient pas. Le lieutenant-général Sanchez, gouverneur militaire, consigna ses troupes après leur avoir donné l'ordre de s'abstenir de toute intervention quoi qu'il arrive. Manque de confiance dans ses hommes ? Si la troupe était passée du côté des manifestants, où cela se serait-il arrêté ? Ou bien volonté de ne pas nuire à un mouvement hostile au gouvernement de Franco ? On peut penser que les deux raisons ont joué simultanément, et d'ailleurs, cela n'a pas grande importance. Ce qui compte, c'est que l'armée ne s'est pas associée à la répression, en dépit de l'arrivée au port du croiseur « Mendez-Nunez » et de trois contre-torpilleurs avec, dit-on, deux mille marins « prêts à intervenir » (?)

Il ne faut pas oublier que presque tous les cadres de l'armée sont royalistes. D'autre part, des officiers des milices universitairs ont été arrêtés au cours des heurts avec la police.

L'attitude de la bourgeoisie est, elle aussi, révélatrice. Des sanctions ont été prises contre les industriels qui n'avaient pas licencié ceux de

leurs ouvriers ayant pris part à l'organisation de la grève. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés.

Et l'Eglise ! Commencerait-elle à ne plus se sentir à son aise dans le dernier bastion de la chrétienté ? Elle qui sait la faiblesse du système, penserait-elle, face à cette soudaine démonstration de la force populaire, à se ménager quoi qu'il arrive une porte de sortie ? Sinon, comment expliquer sa prudente réserve pendant les journées de mars ? Que l'on pense à son attitude sous Vichy : des hommes en place des deux côtés pour pouvoir dire, quelle que soit l'issue : Nous défendions la bonne cause, bien que certains d'entre nous se soient trompés.

Autre spectacle donné à la population : celui des autorités en plein désarroi. Celui de Baeza Alegria, que l'on savait pendu au téléphone à longueur de journée, implorant des ordres de Madrid.

Le peuple espagnol sait maintenant que l'Etat national-syndicaliste est en pleine décomposition.

LE PEUPLE ESPAGNOL FACE A FRANCO

Une autre conséquence de ces journées, c'est que le peuple, pour la première fois depuis 13 ans, vient de reprendre conscience de sa force. Il faut lire les articles des correspondants de la résistance pour mesurer la portée morale de ces événements : l'enthousiasme y éclate, car désormais la première étape est franchie et un nouvel état d'esprit est né. Hier opprimé, qui se croyait sans recours, le Catalan relève fièrement la tête. Il a retrouvé, avec la fraternité dans la lutte, son souffle d'autrefois, le même souffle libertaire qui le fit, en mai 1937, se soulever contre les menées staliniennes pour la domination du mouvement antifranquiste.

Un nouvel état d'esprit ? Certes ! Cette unanimité, comme jamais peut-être on n'en vit, de toute une ville dressée contre ses exploiteurs ne peut pas s'oublier, ne peut pas ne pas laisser des marques profondes. On respire un autre air, maintenant, à Barcelone. On est fier de soi, et fier de l'inconnu que l'on coudoie dans le tram. Dans les rues, ceux qui, arrêtés puis relâchés promènent comme un titre de gloire leur crâne rasé, échangent entre eux des sourires, sans se connaître... et sans se cacher.

On peut se demander pourquoi tout cela éclate précisément maintenant. Il y a probablement deux raisons :

L'Espagne avait d'abord espéré qu'après leur victoire les démocraties viendraient la délivrer de Franco. Cet espoir déçu, un autre demeurait, celui de voir imposer un adoucissement du régime et un assainissement de l'économie, impossible espoir qui berçait les timides et leur faisait prendre leur mal en patience. Mais aucune illusion n'est plus désormais permise. Il est clair maintenant aux yeux des Espagnols que la politique américaine n'aura d'autre effet qu'une prolongation du franquisme sans la moindre amélioration économique. Tous les espoirs, même les plus modestes, détruits, l'Espagne s'est retrouvée seule face à son tyran. Elle sait qu'elle n'a plus rien à attendre que d'elle-même, et c'est là sans doute la première raison des récentes manifestations.

La deuxième, à notre avis, c'est que les jeunes hommes qui ont maintenant jusqu'à 27 ou 28 ans n'ont jamais été mêlés aux luttes politiques qui réduisent l'émigration à l'impuissance. Pas question de savoir, pour eux, qui serait ministre de telle ou telle chose après la chute de Franco. Ils vont droit à l'objectif essentiel : la fin d'un régime de misère et de terreur.

Désormais, le peuple espagnol est seul maître de son destin, et il en a conscience.

LES REACTIONS GOUVERNEMENTALES

On n'en est pas, dans l'entourage du caudillo, à une contradiction près !

Naguère, la jactance : l'Espagne fera seule son chemin dans un orgueilleux isolement. Elle n'a besoin de personne. L'O.N.U., le plan Marshall ? Laissez-nous rire !

Aujourd'hui, la pleurnicherie : on tend à l'aumône une main vénale. Qu'avons-nous fait pour que vous nous abandonniez ? Christ n'a pu sauver l'Espagne. Il lui faut des dollars.

Naguère, on se proclamait invulnérable bastion de résistance au stalinisme, et paradis de paix sociale.

Aujourd'hui, on déclare Barcelone victime des agitateurs professionnels du Kremlin.

Mais les autorités se sont émues de la misère du bon peuple. Plus que jamais, elles vont s'efforcer d'y remédier et développer en particulier une lutte sans merci contre les spéculateurs ! Qui donc pourrait encore croire, en Espagne, que le gouvernement va entreprendre sa propre destruction ?

Il ne s'agit pour lui que de se maintenir coûte que coûte et de sauver la face vis-à-vis de l'étranger. A la suite des événements de Barcelone, le ministère de l'Intérieur a publié une note qui, après avoir envoyé quelques trémolos compatissants au peuple dans le besoin, laisse voir le bout de l'oreille : « Le gouvernement... est résolu à appliquer la rigueur de la loi contre tous ceux qui... machineraient la rupture de la tranquillité sociale, **diminuant le crédit que la paix et l'ordre de l'Espagne lui ont gagné au delà de ses frontières.** » Voilà ce qui importe avant tout : gagner au régime les suffrages de l'étranger pour pouvoir demander une aide financière. Mais de cet argent, que fera-t-on ?

Il faudrait en finir une bonne fois, dans les démocraties occidentales, avec le raisonnement d'âmes tendres qui, effrayées à la pensée que la chute de Franco ferait de l'Espagne un fleuve de sang et une proie pour Staline, croient qu'il vaut mieux, en fin de compte, concéder quelques crédits au gouvernement fasciste pour adoucir le sort des masses. Cela ne tient pas debout. L'Espagne estraperliste est un gouffre où s'engloutira tout l'argent qu'on voudra sans aucun profit ni pour l'économie du pays, ni pour le peuple. Simplement, cela donnera à Franco la possibilité d'enrichir de nouveaux bandits, donc de prolonger son existence. Et il faut être idiot — ou de mauvaise foi, n'est-ce pas, messieurs d'Amérique ? — pour croire qu'on peut assainir un système parvenu à un tel degré de pourriture. Il n'est qu'une solution : le balai — ou le gibet, comme on voudra. Certes, il y aura du sang versé.

Et après ? Qui plaindra les bourreaux ou les gangsters du généralissime ? Quant à la crainte de voir le pays tomber aux mains de Staline, il faut vraiment ne pas connaître les Espagnols pour s'y laisser prendre. On a dit d'eux — et c'est vrai en dépit des effectifs du camp stalinien pendant la guerre — qu'ils étaient de tempérament foncièrement libertaire, mais qu'ils l'ignoraient. Et, tout compte fait, en abandonnant le peuple d'Espagne, les démocraties politiciennes lui ont peut-être rendu un fier service : car le voilà maintenant contraint à ne chercher qu'en lui-même la force de sa libération, c'est-à-dire à découvrir sa propre voie à travers l'action directe.

Dans un monde où le socialisme est défunt, une étincelle de socialisme viendrait-elle de jaillir à Barcelone ?

FULANO.

Le réveil de Barcelone

Depuis 13 ans l'Espagne, la nôtre, se taisait, bâillonnée par la triple alliance du sabre, du goupillon et du féodalisme terrien. Le peuple catalan, par sa grève des tramways le 1er mars, par la grève générale qui suivit quelques jours plus tard, a rompu ce silence de tout un peuple, silence que d'aucuns avaient l'impudeur de prendre pour un acquiescement au régime franquiste. Par leur action, nos camarades se sont donné et nous ont donné de nouvelles raisons de vivre. Qu'ils en soient remerciés, mais n'oublions pas que leur manifestation nous dicte un devoir d'agissante solidarité. Nos gouvernants, qui se veulent les champions de la démocratie et de la liberté, contribuent, en soutenant Franco, à la survie d'un totalitarisme particulièrement odieux. En toute occasion sachons le leur rappeler.

Un de nos amis, qui a vécu les événements de Barcelone, nous en a fait un récit vivant. Nous lui donnons la parole.

Barcelone, 2 mars 1951.

...Nous sommes en présence du premier mouvement de masse contre le coût de la vie. Le prétexte a été magnifiquement choisi. Le transport urbain en surface est très impopulaire chez nous et coûte assez cher. De grand matin existent des billets à prix réduit pour les ouvriers, mais le prix courant pendant la journée est de 0,70 peseta. C'est cher et, de plus, le service est très mal assuré.

Depuis la prise du pouvoir par la Phalange, la population n'avait jamais osé manifester contre le coût de la vie. Depuis hier quelque chose est changé et nous avons vécu une journée de sabotage total contre les tramways. Ceux-ci circulent tout à fait vides ou plus exactement on y a casé des flics en uniforme afin d'éviter dans la mesure du possible que les carreaux de vitres ne se brisent sous la percussion des pierres tombées du ciel.

Le mouvement a été « lancé » par des groupes inconnus et les étudiants s'en sont emparé. Maintenant la collaboration de la masse populaire est si large qu'il n'est plus besoin de l'action de piquets de grève pour empêcher les gens de monter.

Cependant le mouvement est mal dirigé et il est vraisemblable qu'il n'aboutira pas à des résultats matériels très importants. Au point de vue moral, il en va tout autrement et cette grève a détruit le mythe qu'il n'y avait rien à faire contre la misère...

Barcelone, 16 mars 1951.

...Ce qui s'est passé à Barcelone est très important, non par le degré de violence d'une action déterminée, mais plutôt en raison des leçons qu'on peut tirer des événements.

Je vous avais parlé de la grève des tramways à Barcelone. De simples tracts tapés à la machine, faisant appel à « l'honneur des citoyens de Barcelone » (langage très modéré) invitaient le peuple à faire la grève. Le motif était populaire, très bien choisi. Ces mêmes tracts invitaient les gens à recopier le texte et à le faire circuler. Procédé naïf si l'on veut, mais qui écarte le danger d'une édition massive et d'une « descente » des flics.

En tout cas la grève des trams a été un succès éclatant. Les autorités surprises n'ont réagi qu'au bout de trois jours. Des centaines de trams sans vitres, de sérieux dégâts dans toutes les installations traduisent la combativité du peuple. Personne, absolument personne, n'a pris les trams. A la fin les autorités les ont fait remiser dans les hangars et les tarifs ont été abaissés au même prix qu'auparavant : 0,50 peseta au lieu de 0,70 après l'augmentation.

Mais cela est encore accessoire. Ce qui compte, c'est que la grève des trams a démontré aux gens le pouvoir de l'unité d'action et la possibilité de résister au gouvernement. Ainsi est né un esprit de lutte et de révolution contre le franquisme.

Une des caractéristiques de ce mouvement est l'absence totale de couleur politique. Les partis d'opposition à Franco, en tant que partis organisés bien entendu, n'y ont été pour rien. Le peuple ne se lancerait pas dans une action sous le drapeau d'un parti politique déterminé, quel qu'il soit.

C'est difficile à croire et sans doute étonnant, mais je puis vous assurer que toute cette vague révolutionnaire n'a été « fabriquée » dans aucun laboratoire politique. Mouvement populaire, spontané, d'un bout à l'autre.

Ainsi nous sommes arrivés au 12 mars. Deux ou trois jours avant, des tracts, également tapés à la machine, invitaient à la grève générale pour protester contre le coût de la vie, mais personne ne croyait sérieusement au succès d'un tel mouvement. Cependant, les faits ont montré que même après 13 ans de dictature franquiste, après la destruction presque totale de l'opposition politique intérieure, il y avait encore chez les ouvriers et la petite bourgeoisie un trésor d'esprit révolutionnaire, caché certes, mais toujours vivant et prêt à la lutte.

Je suis sorti de la maison à 8 heures du matin. Les ouvriers du bâtiment et des usines allaient à leur travail, mais personne ne se mettait au boulot. Les ouvriers stationnaient à l'entrée des ateliers puis, en groupes, repartaient, se dirigeant vers le centre de la ville. Le dernier échelon des syndicats gouvernementaux appuyait aussi la grève, ce qui montre combien elle était populaire — il est vrai que ces agents sont, eux aussi, exploités et miséreux... A neuf heures ce fut le tour des employés de bureau. Eux non plus n'entrèrent pas et furent invités par les ouvriers à se joindre à eux. A 10 heures, la victoire était totale.

Alors, par un obscur instinct, la grande vague des grévistes s'est mise à rouler vers le centre de la ville.

Un groupe très nombreux s'est dirigé vers l'Université centrale, les étudiants eux-mêmes étant en grève depuis plusieurs semaines. Ces derniers, face à l'Université, se sont joints aux ouvriers et employés, et, ensemble, ont voulu entrer à l'intérieur des bâtiments. Première bagarre avec la police, appelée d'urgence.

D'autres milliers de citoyens se sont dirigés vers la place de l'Hôtel de Ville. Bientôt la place est bondée et des pierres lancées contre les fenêtres. Une camionnette des services hospitaliers est incendiée. Puis des chiffons imprégnés d'essence sont jetés par les fenêtres de la mairie. Les pompiers, empêchés de se rendre sur les lieux, n'ar-

rivent qu'au prix de grosses difficultés à éteindre les foyers d'incendie.

En même temps, dans la rue qui longe la préfecture supérieure de police, une manifestation prend naissance. Grosse bagarre avec les forces policières de la préfecture. Les flics sont insultés — chose inconcevable depuis de longues années —, des pierres sont lancées, des jurons proférés. Des coup de feu sont tirés et c'est à cette occasion que l'*Internationale* est chantée par quelques manifestants. On peut dire qu'au cours de ces journées ce chant constitua le seul élément « politique » qu'il fût possible d'observer.

Ce n'était pas fini. Toute la ville était prise d'une sorte de fièvre révolutionnaire. Des milliers et des milliers d'ouvriers et d'employés se concentrèrent en face du Gobierno Civil (préfecture). Pierres et insultes. La police à cheval, encerclée, tire des coups de feu. Morts et blessés. J'ignore combien, car on a évité d'en parler officiellement. L'hôtel Ritz — grand hôtel de luxe — fut aussi attaqué avec des pierres et des chiffons enflammés.

La police était impuissante à réprimer les troubles éclatant en même temps dans toutes les parties de la ville. A midi, cependant, 1.000 flics en uniforme sont arrivés à Barcelone et 500 nouveaux le lendemain. Vers la fin de la journée, la division navale faisait son apparition dans le port : 5 bateaux de guerre dont un croiseur, 2 destroyers et 2 navires de troisième rang. Une nuée de flics en civil s'abattit également sur la ville et la répression commença.

Grosse difficulté cependant. Par où commencer? Dans ces événements, les vieux révolutionnaires qui survivent encore n'étaient pour rien et la police le savait bien. Alors ? Enfin la formule fut trouvée. Tous les gens arrêtés par la police seront automatiquement congédiés par leurs employeurs qui ne devront sous aucun prétexte payer les heures de grève. Une partie du patronat s'irritant de ces procédés fut menacée de sanctions (aujourd'hui déjà on peut lire dans les journaux une liste de patrons emprisonnés). D'autre part, organisation d'une « razzia » générale. La police a défilé et défile encore en longues files sur les boulevards, l'arme au poing, prête à tirer. En tête le chef, mitraillette braquée.

Le lendemain la ville reprit son allure normale, mais dans les usines le mouvement durait encore, les ouvriers se refusant au travail, sans violence cette fois, en raison de la concentration des forces répressives. Ce même jour le mouvement a gagné les grandes villes industrielles de Catalogne, Sabadell, Tarrasa, Manresa, etc.

A Barcelone les ouvriers ont tenu plus ou moins jusqu'à hier soir. Combien d'arrestations ? Impossible de savoir, mais il est vraisemblable d'estimer qu'elles atteindraient des milliers et des milliers s'il était possible de grouper celles des différentes villes.

Conséquences de tout cela ? Bonnes certainement. L'espoir et le courage des masses dans leurs propres forces vont renaître.

Nul groupement politique ne peut revendiquer ce succès. Inutile que l'*Humanité* française et la *Verità* italienne clament que le P.C. espagnol est le « guide des masses ouvrières », etc. C'est faux, entièrement faux. Les anars de leur côté n'y sont pour rien, bien que leurs partisans, toujours plus nombreux chez nous que les communistes, se soient ralliés au mouvement gréviste.

Le véritable organisateur du mouvement, le seul, a été la famine, la différence brutale entre le coût de la vie et les salaires. Disette dans tous les domaines. Impossibilité, chaque jour croissante, de se loger, de s'habiller, de se nourrir. Tout cela aggravé par la corruption de la clique gouvernementale et la brutalité de la répression à l'égard des oppositions quelles qu'elles soient.

Franco va-t-il f... le camp ? Non pas. Tant qu'il pourra tenir, il tiendra ferme... Mais ce qui est certain, c'est qu'une nouvelle époque vient de s'ouvrir en Espagne. Du moins c'est là mon avis. Et les Occidentaux ? Ils se sont engagés dans une politique d'aide à Franco par crainte du communisme impérialiste des Russes. Il convient de se demander si une armée constituée avec ceux qui ont fait la grève de Barcelone tiendrait longtemps face à une doctrine qui a tout de même un contenu révolutionnaire. Armer le prolétariat de Barcelone qui a révélé un tel état d'esprit ? Je crois que Franco doit réfléchir beaucoup avant de le faire et les Américains peut-être un tout petit peu aussi...

Italie

Succès des syndicats libres

La Confédération Italienne des Syndicats Libres (C.I.S.L.) donne du fil à retordre à la confédération stalinienne de Di Vittorio ; on le constate non à travers les communiqués et l'activité déployée par les organismes prolétariens contrôlés par le P.C.I. et autres organisations, mais à travers les résultats des élections pour les commissions des chantiers des établissements où il n'est pas possible de déguiser ces résultats.

La C.I.S.L. (secrétaire : G. Pastore ; deux vice-secrétaires, l'un républicain : Enrico Passi, l'autre socialiste saragatien : P. Lanini) a pour organe officiel un hebdomadaire de six pages : *Conquêtes du travail*. Cet hebdomadaire publie dans sa rubrique spéciale : « Toujours plus forts », les résultats des élections des commissions des chantiers.

Prenons un numéro au hasard, celui du 11-3-1951 :

A Grosseto, *dans les mines du « Bacinello », on a eu les résultats suivants : C.I.S.L. : 3 ; C.G.I.L. (staliniens) : 1 ; U.I.L. (socialistes unitaires) : 1.*

A Alessandria, *les votes pour les commissions des chantiers des dépendances municipales ont donné un résultat significatif, si on considère que l'administration communale est aux mains des social-communistes.*

En effet, les sièges ont été ainsi répartis : C.I.S.L. : 4 ; C.G.I.L. : 5.

L'importance de ces chiffres apparaît encore plus évidente si on pense qu'aux élections 1949-1950 *notre organisation n'était pas représentée.*

A Vérone, *nous avons fait de considérables progrès à la société vénétienne Colle et Dérivés où, aux trois représentants de la C.G.I.L. de l'année dernière, correspondent aujourd'hui deux représentants des nôtres et un de l'organisation social-communiste. Dans les Fabriques Réunies Oxygène, la nouvelle commission des chantiers est maintenant composée d'un membre de la C.I.S.L. ; un de la U.I.L. et un de la C.G.I.L., tandis qu'avant les récentes élections les membres composant la commission étaient tous les trois de la U.I.L.*

A Ascoli Piceno, *nous avons encore la majorité à la Société Industrielle où la commission des chantiers se compose de trois de nos adhérents et de deux de la C.G.I.L.*

A Rome, *enfin, au bureau postal Roma-Appio, qui était il y a peu de temps une forteresse stalinienne, nous avons remporté une remarquable victoire : trois sièges pour la C.I.S.L. et deux pour la C.G.I.L.*

L'HOMME DE LA RUE.

L'Europe de la fidélité

Les démocraties de l'Ouest se font apparemment une tradition de trahir leurs amis ; les régimes de l'Est se créent une obligation de les dévorer. Entre les deux, nous avons à faire une Europe qui ne sera ni celle des menteurs ni celle des esclaves. Car il faut faire sans doute une Europe, on a raison de nous le dire au Sénat américain. Simplement, nous ne voulons pas de n'importe quelle Europe. Accepter de bâtir une Europe avec les généraux criminels de l'Allemagne et le général rebelle Franco serait accepter l'Europe des renégats. Et après tout, si c'est cette Europe-là que veulent les démocraties de l'Ouest, il leur était facile de l'avoir. Hitler a tenté de la bâtir, y a presque réussi ; il suffisait de se mettre à genoux, et l'Europe idéale aurait été bâtie sur les os et les cendres des hommes libres assassinés. Les hommes d'Occident n'ont pas voulu cela. Ils ont lutté, de 1936 à 1945, et des millions sont morts ou ont agonisé dans la nuit des prisons, pour que l'Europe et sa culture restent un espoir et gardent un sens. Si certains ont oublié cela aujourd'hui, nous ne l'avons pas oublié. L'Europe est d'abord une fidélité. C'est pourquoi nous sommes ici ce soir (1).

Si j'en crois les journaux franquistes, le maréchal Pétain appelait Franco l'épée la plus claire de l'Europe. Ce sont des politesses militaires, qui ne tirent pas à conséquence. Mais, précisément, nous ne voulons pas d'une Europe défendue par cette sorte d'épée. Le serviteur des grands nazis, Serrano Suner, vient aussi d'écrire un article où il réclame une Europe aristocratique. Je n'ai rien contre l'aristocratie. Je crois au contraire que le problème qui se pose à la civilisation européenne est la création de nouvelles élites, les siennes ayant été déshonorées. Mais l'aristocratie de Suner ressemble trop aux seigneurs de Hitler. C'est l'aristocratie d'un gang, la royauté du crime, la cruelle seigneurie de la médiocrité. Je ne connais pour moi que deux sortes d'aristocraties, qui sont celles de l'intelligence et du travail. Elles sont opprimées, insultées, ou utilisées cyniquement, dans le monde d'aujourd'hui, par une race de valets et de fonctionnaires aux ordres de la puissance. Libérées et reconciliées, reconciliées surtout, elles feront la seule Europe qui puisse durer ; non pas celle du travail forcé et de l'intelligence asservie à la doctrine, ni celle, où nous vivons, de l'hypocrisie et de la morale des boutiquiers, mais l'Europe vivante des communes et des syndicats, qui préparera la renaissance que nous attendons. Dans cet immense effort, ma conviction est que nous ne pouvons nous passer de l'Espagne.

L'Europe n'est devenue, en effet, cette terre inhumaine où tout le monde parle pourtant d'humanisme, ce campement d'esclaves et ce monde d'ombres et de ruines, que parce qu'elle s'est livrée sans pudeur aux doctrines les plus démesurées, qu'elle a rêvé d'être une terre de dieux et qu'elle a choisi, pour diviniser l'homme, d'asservir tous les hommes aux moyens de la puissance. Les philosophies du Nord l'ont aidée et conseillée dans cette belle entreprise. Et aujourd'hui, dans l'Europe de Nietzsche, de Hegel et de Marx, nous recueillons les fruits de cette folie. Si l'homme est devenu Dieu, on est bien obligé de dire qu'il est devenu peu de chose ; ce dieu a une face d'ilote ou de procureur. Jamais dieux si mesquins n'ont régné sur le monde. Qui s'étonnerait, les voyant à la première page des journaux ou sur les écrans de nos cinémas, que leurs Eglises soient d'abord des polices ?

L'Europe n'a jamais été grande que dans la tension qu'elle a su introduire entre ses peuples, ses valeurs, ses doctrines. Elle est cet équilibre et cette tension, ou elle n'est rien. Dès qu'elle y a renoncé, et choisi de faire régner, par la violence, l'unité abstraite d'une doctrine, elle a dépéri, elle est devenue cette mère épuisée qui ne donne plus naissance qu'à des créatures avares et haineuses. Et peut-être est-il juste que ces créatures en viennent à se jeter les unes sur les autres pour trouver enfin une paix impossible dans une mort désespérée. Mais notre tâche, et notre rôle à tous, n'est pas de servir cette terrible justice. Elle est de recréer une justice plus modeste dans une Europe renaissante, de renoncer par conséquent aux doctrines qui prétendent tout sacrifier à l'histoire, à la raison et à la puissance. Et pour cela, il nous faut retrouver le chemin du monde, équilibrer l'homme par la nature, le mal par la beauté, la justice par la compassion. Il nous faut renaître enfin dans la dure tension attentive qui fait les sociétés fécondes. C'est ici que l'Espagne doit nous aider.

Comment se passer en effet de cette culture espagnole où jamais, pas une seule fois, en des siècles d'histoire, la chair et le cri de l'homme n'ont été sacrifiés à l'idée pure, qui a su donner au monde, en même temps, don Juan et don Quichotte, les plus hautes images de la sensualité et du mysticisme, qui, dans ses créations les plus folles, ne se sépare pas du réalisme quotidien, culture complète enfin, qui couvre de sa force créatrice l'univers entier, du soleil à la nuit. C'est cette culture qui peut nous aider à refaire une Europe qui n'exclura rien du monde, ni ne mutilera rien de l'homme. Aujourd'hui encore, elle contribue à nourrir, en partie, notre espérance. Et dans le temps même où cette culture était bâillonnée en Espagne, elle donnait encore son sang, le meilleur, à cette Europe et à cette espérance. Les morts espagnols des camps allemands, des Glières, de la division Leclerc et les 25.000 tués dans les déserts de Libye, étaient cette culture et cette Europe. C'est à eux que nous sommes fidèles. Et s'ils peuvent revivre quelque part, aujourd'hui, dans leur pays, c'est au milieu de ces étudiants et de ces ouvriers de Barcelone qui viennent de dire au monde étonné que la véritable Espagne n'est pas morte et qu'elle réclame de nouveau sa place.

Mais si l'Europe de demain ne peut se passer de l'Espagne, elle ne peut, non plus, pour les mêmes raisons, se faire avec l'Espagne de Franco. L'Europe est une expression contrastée, elle ne peut s'accommoder de doctrines assez sottes et assez féroces pour interdire toute autre expression que la leur. Dans le même temps où, il y a quelques mois, un ministre espagnol faisait le vœu que les élites de France et d'Espagne s'interpénètrent davantage, sa censure interdisait Anouilh et Marcel Aymé. Ces écrivains n'ayant jamais passé pour d'implacables révolutionnaires, on devine ce qui peut pénétrer en Espagne de Sartre, de Malraux, ou de Gide. Quant à nous, nous consentons volontiers à lire M. Benavente. Ce sont les livres de M. Benavente qui ne se laissent pas lire, voilà tout. De récents articles

(1) 12 avril 1951, Salle Saulnier, réunion organisée par « Les Amis de la République espagnole ».

franquistes ont prétendu que la censure avait été assouplie. Après examen des textes, on peut se rassurer. L'assouplissement se résume à affirmer que tout est permis, sauf ce qui est défendu. Franco qui s'inspire volontiers d'un de nos grands écrivains, je veux dire Joseph Prudhomme, a déclaré que « l'Espagne de l'Alcazar de Tolède était attachée à la chaire de Saint-Pierre ». Mais il censure le pape lui-même quand le pape plaide pour la liberté de la presse. Dans l'Europe qui est la nôtre, le pape a le droit de parler, comme aussi ceux qui pensent que le pape use mal de ce droit.

L'Europe que nous voulons est aussi un ordre. Et quand n'importe qui peut arrêter n'importe qui, quand la délation est encouragée, quand les femmes enceintes dans les prisons sont généreusement dispensées de travail, mais au neuvième mois seulement, alors nous sommes dans le désordre, et Franco prouve au monde entier qu'il est bien plus dangereux anarchiste que nos amis de la C.N.T. qui, eux, veulent un ordre. Et le désordre est à son comble, pour moi du moins, dans cette hideuse confusion où la religion est mêlée aux exécutions et où le prêtre se profile derrière le bourreau. Les ordres d'exécution se terminent en Espagne franquiste par ce souhait pieux adressé au directeur de la prison : « Que Dieu vous assure longue vie ». On fait souscrire aussi, aux prisonniers, des abonnements à l'hebdomadaire « Rédemption ». Cette Europe où Dieu est réservé à l'usage particulier des directeurs de prison, est-ce la civilisation pour laquelle nous devons combattre et mourir ? Non ! Il y a, par bonheur, une rédemption à laquelle on ne s'abonne pas et qui réside dans le jugement des hommes libres. S'il y a un Christ en Espagne, il est dans les prisons en effet, mais sur le bat-flanc des cellules, il est avec les catholiques qui refusent la communion parce que le prêtre bourreau l'a rendue obligatoire dans certaines prisons. Ceux-là sont nos frères, et les fils de la libre Europe.

Notre Europe est aussi celle de la vraie culture. Et, je regrette d'avoir à le dire, je ne vois aucun signe de culture dans l'Espagne de Franco. J'ai lu dernièrement la philosophie de l'histoire qui est personnelle au caudillo. Elle se résume en ceci, et je cite, que « la franc-maçonnerie cachée dans le cheval de Troie de l'Encyclopédie a été introduite en Espagne par les Bourbons ». J'ai lu en même temps qu'un pèlerin catholique d'Amérique, reçu par Franco, l'avait trouvé « extraordinairement intelligent ». Un pèlerin est toujours enthousiaste. Il ne veut pas s'être dérangé pour rien. Mais enfin, je trouve la phrase de Franco et celle du pèlerin légèrement incompatibles. Et ma conviction que la culture et l'Espagne officielle d'aujourd'hui n'ont que des rapports de politesse s'affirme lorsque je lis que « Franco doit trancher avec son épée les nœuds gordiens de problèmes séculaires dont la solution était réservée à son génie », ou encore qu'« il semble que Dieu ait placé le destin de Franco sous le signe de ces apparitions historiques fulgurantes en détachant cette tête auréolée sur l'horizon de notre siècle ». Non, l'idolâtrie n'est pas la culture. La culture, elle du moins, meurt du ridicule. Franco enfin, exigeant sa place dans le concert des nations et réclamant le droit (que nous réclamons avec lui) pour l'Espagne d'avoir le gouvernement qui lui plaît, résume sa doctrine en cette formule, sur laquelle je ne cesse pas, vous le comprendrez, de réfléchir : « Ce n'est pas que nous marchions dans une direction différente... ...C'est que nous marchons plus vite que les autres et que nous sommes déjà sur le chemin du retour alors que les autres marchent encore vers le but ». Cette métaphore hardie suffit en effet à tout expliquer et à justifier que, pour notre culture, nous préférions l'Europe d'Unamuno à celle de M. Rocamora.

Notre Europe enfin, et cela résume tout, ne peut se passer de la paix. L'Espagne de Franco, elle, ne vit et ne se survit que parce que la guerre nous menace tandis que la République espagnole se renforce chaque fois que la paix voit grandir ses chances. Si l'Europe, pour exister, doit passer par la guerre, elle sera l'Europe des polices et des ruines. Et l'on comprend alors que Franco soit jugé indispensable, en raison de l'absence malencontreuse de Hitler et de Mussolini. C'est bien ainsi qu'en ont jugé ceux qui se font de l'Europe une idée qui nous fait horreur. Franco a été jugé sévèrement jusqu'au moment où l'on s'est avisé qu'il avait trente divisions. C'est alors qu'il est entré dans la vérité. On a refait à son usage le mot de Pascal qui est devenu : « erreur en deçà de la trentième division, vérité au delà ». Dans ces conditions, pourquoi faire la guerre à la Russie ? Elle est plus vraie que la vérité puisqu'elle a 175 divisions. Mais elle est l'ennemie et tout est bon qui peut la combattre. Pour triompher, il faut d'abord trahir la vérité. Eh bien ! c'est le moment de dire que l'Europe que nous voulons ne sera jamais celle où la justice d'une cause s'évalue au nombre de ses canons. Il y a déjà de la stupidité à calculer la force d'une armée sur le nombre de ses officiers. A ce compte, l'armée espagnole est, en effet, la plus forte du monde.

Mais elle est aussi la plus faible. Il faut être un penseur du State Department pour imaginer que le peuple espagnol se battra au nom d'une liberté qu'il n'a pas. Mais la stupidité n'est rien. Ce qui est plus grave, c'est la trahison d'une cause sacrée, celle de la seule Europe dont nous voulions. En signant la reprise des relations avec Franco, l'Amérique officielle et ses alliés ont signé la rupture avec une certaine Europe qui est la nôtre — et que nous continuerons à défendre et à servir ensemble. Et nous ne la servirons bien qu'en nous distinguant justement de tous ceux qui n'ont plus aucun droit moral de la servir, de ceux qui, à la faveur d'une provocation policière, laissent chez nous torturer des militants irréprochables de la C.N.T. comme José Peirats, de ceux qui laissent truquer les élections algériennes, de ceux aussi qui se lavent les mains du sang des fusillés de Prague et qui insultent les prisonniers concentrationnaires des camps russes. Ceux-là s'enlèvent le droit de parler de l'Europe et de dénoncer Franco. Qui parlera alors ? Qui le dénoncera ? Amis espagnols, la réponse est simple : la voix tranquille de la fidélité. Mais la fidélité est solitaire ? Non, nous sommes de par le monde des millions de fidèles qui préparons le jour de la réunion. 300.000 Barcelonais viennent de vous le crier. C'est à nous de nous unir, de ne rien faire qui puisse nous séparer. Oui, unissons-nous seulement, et unissez-vous, je vous en supplie. L'Espagne de l'exil a ici sa justification, dans cette union enfin réalisée, dans cette lutte patiente et inflexible. Un jour viendra où l'Europe triomphera de ses misères et de ses crimes, où elle revivra enfin.

Mais ce jour sera exactement le même, voilà ce que j'ai voulu vous dire, que celui où l'Espagne de la fidélité, venue des quatre coins du monde, se regroupera au sommet des Pyrénées, et verra s'étendre, devant elle, la vieille terre blessée que tant d'entre vous ont attendue en vain, et qui vous attend silencieusement depuis si longtemps. Ce jour-là, nous autres Européens, retrouverons avec vous une patrie de plus.

Albert CAMUS

APRÈS LA TCHÉCOSLOVAQUIE...

ATTENTAT CONTRE L'AUTRICHE

L'Autriche a failli connaitre en septembre 1950 le sort de la Tchécoslovaquie en février 1948. Dommage que la presse ouvrière internationale ait si pauvrement informé ses lecteurs.

Voici, d'après les Nouvelles Internationales *de février, un article qui analyse la brochure d'Alfred Migsch « Attentat contre l'Autriche », publiée par le Secrétariat central du parti socialiste autrichien.*

Nous avions espéré pouvoir faire mieux, mais le mieux dans ce cas a été l'ennemi du bien. Faisons avec retard ce que nous aurions dû faire tout de suite ; reproduisons cet article qui est, à notre connaissance, le premier récit important des événements autrichiens de septembre 1950.

I. LE PREMIER ACTE

LES EVENEMENTS DU 22 AU 29 SEPTEMBRE 1950

De 1945 à 1949, les tentatives des communistes de renverser la démocratie autrichienne furent étouffées avant qu'ils pussent passer à l'action. En automne 1950, les communistes ont réussi pour la première fois à commencer une telle action. L'ajustement de la valeur du schilling à son pouvoir d'achat sur les marchés internationaux et la réduction des subventions payées en vue du maintien de certains prix leur servirent de prétexte.

Le plan communiste, préparé depuis longtemps, envisageait l'organisation d'un mouvement « spontané » contre les nouveaux prix et taux de salaires pour s'emparer des syndicats et utiliser ceux-ci en vue de réaliser l'objectif de la politique communiste, l'établissement d'une « démocratie populaire » en Autriche.

Le 22 septembre 1950, le poste de T.S.F. Vienne I annonça que des négociations sur les problèmes des salaires et des prix avaient eu lieu à la Chancellerie fédérale, entre le gouvernement d'une part, et les représentants de la Fédération syndicale autrichienne et des Chambres d'autre part ; ces négociations auraient « abouti à un rapprochement considérable des divers points de vue ». Les termes de l'accord ne furent pas publiés, étant donné que les représentants des diverses organisations désiraient soumettre préalablement le résultat des négociations aux organisations qui les avaient délégués. La Fédération syndicale autrichienne convoqua pour le 26 septembre une conférence de son comité national. Des réunions centrales et locales des divers syndicats devaient se tenir ensuite, dont quelques-unes le jour même de la réunion du comité national. Ainsi tout avait été fait pour permettre aux militants de se prononcer sur les résultats des négociations et sur les décisions du comité national. Les communistes, eux aussi, avaient la possibilité de présenter, dans le cadre de la démocratie syndicale, leurs objections à l'accord conclu.

Mais ils ne le firent pas ; ils n'attendirent même pas les conférences syndicales, mais déclenchèrent une campagne de calomnies et de surenchère dans leur presse en demandant aux ouvriers de se mettre en grève. Une conférence des membres communistes des comités d'entreprise qui se tint le 26 septembre adopta une résolution qui annonça sans ambages que le premier objectif de l'action communiste était la destitution de la direction de la Fédération syndicale, laquelle avait été élue conformément aux statuts de la Fédération, et la « conquête » des syndicats par un coup de main. Soudainement, des comités de grève apparurent sur la scène, lesquels n'étaient désignés ni par les organismes syndicaux ni par les comités d'entreprise ; ces comités étaient dirigés par des agitateurs communistes.

Pour la première fois, des groupes terroristes communistes passaient à l'action ; ils avaient été organisés dans les entreprises USIA (entreprises confisquées par les Russes) et par l'organisation des Jeunesses communistes. Ces groupes terroristes reçurent l'ordre de couper par des actes de violence les voies de communication et les lignes électriques afin de paralyser l'activité économique du pays et de terroriser la population désireuse de travailler.

A l'exception d'un petit nombre de travailleurs, les communistes ne furent suivis que par les adhérents de la V.d.U. (Association des indépendants — organisation néo-nazie).

Le plan communiste prévoyait l'attaque principale en Basse-Autriche ; l'objectif de cette action était la prise de Vienne par une manœuvre d'encerclement. Mais afin de tromper leurs adversaires et de masquer leurs objectifs, les communistes déclenchèrent leurs premières attaques dans deux autres provinces, en Haute-Autriche et en Styrie. Dans les autres pays autrichiens, leurs forces ne firent que des tentatives extrêmement faibles.

HAUTE-AUTRICHE

En Haute-Autriche, ils remportèrent leur plus important succès initial. Depuis une dizaine d'années, une grande industrie a été établie dans cette province, presque du jour au lendemain et sans aucun développement organique ; auparavant, la Haute-Autriche était une région agricole. Les ouvriers industriels de ce pays comptent dans leurs rangs les éléments sociaux les plus divers. Cette classe ouvrière hétérogène n'a pas de formation politique et syndicale, et les syndicats ne disposent pas, dans cette région, d'un nombre suffisant de militants pour effectuer ce travail d'éducation qui, évidemment, est une affaire de plusieurs années. Il est significatif que dans les comités d'entreprise des usines qui ont fourni au parti communiste ses groupes terroristes les plus forts, les socialistes sont en minorité tandis que la V.d.U. et les communistes forment la majorité.

S'appuyant sur leurs groupes terroristes, les communistes et les « indépendants » (V.d.U.) réussirent à forcer les ouvriers d'un certain nombre d'entreprises de la Haute-Autriche à se mettre en

grève. Des manifestants communistes occupèrent temporairement l'hôtel de ville et la gare de Linz, ils prirent d'assaut la Chambre du Travail de la même ville et établirent un « comité exécutif provisoire de l'union régionale des syndicats », lequel était dominé par les communistes. Mais peu de jours après, les éléments raisonnables parmi les ouvriers parvinrent à s'imposer, et vers le 5 octobre la grève avait échoué dans toute la Haute-Autriche.

STYRIE

En Styrie également, les communistes sortirent de leur boîte à surprises un « comité de grève » composé de neuf communistes, trois adhérents de la V.d.U. et deux « sans-parti ». Le même jour (le 28 septembre), les membres des comités d'entreprise qui adhéraient à la V.d.U. se réunirent à Graz pour demander la démission du gouvernement ainsi que du président de la Fédération syndicale autrichienne, Boehm, et pour proclamer la grève générale. Mais les tentatives des terroristes communistes pour contraindre les ouvriers à cesser le travail échouèrent du fait de la résistance de ces derniers. Le premier octobre, l'ordre était rétabli dans toute la Styrie.

VIENNE

Les communistes proclamèrent la « grève générale » qui devait commencer le 26 septembre et invitèrent la population à se rendre au centre de la ville pour assister à une manifestation au Ballhausplatz. Le 26 septembre, certaines entreprises USIA dans la zone russe de Vienne ne travaillaient pas. Dans la matinée, une manifestation à laquelle assistèrent environ 6.000 personnes eut lieu au Ballhausplatz; au cours de celle-ci, la police fut délibérément attaquée par les manifestants armés de matraques, de cannes et de pierres; 23 agents de police furent blessés. Après les harangues de certains chefs communistes, les manifestants se dispersèrent. Leur nombre était trop petit pour qu'ils puissent commettre d'autres actes d'agression.

Le 27 septembre, les terroristes recommencèrent dans la zone russe leurs efforts en vue d'intimider la population. Des groupes terroristes essayèrent d'occuper les centrales électriques et téléphoniques ainsi que les voies de garage des tramways. Mais vers la fin de l'après-midi, la circulation était redevenue normale. Le nombre des grévistes avait diminué, et le jour suivant, la grève cessa complètement.

BASSE-AUTRICHE

C'est surtout en Basse-Autriche qu'on put observer les résultats de la préparation systématique de l'action communiste. Un grand nombre d'installations de chemins de fer furent occupées et des barrages furent établis sur les voies publiques. Dans un certain nombre de localités, les bureaux de poste furent occupés. A Wiener Neustadt, des détachements communistes prirent d'assaut l'usine à gaz et la caserne des pompiers.

En Basse-Autriche également, ce furent surtout les ouvriers des entreprises USIA et de l'industrie pétrolière (également administrée par les Russes) qui se mirent en grève. Comme à Vienne, les terroristes communistes essayèrent de forcer les ouvriers des usines, qui continuaient à travailler, à cesser le travail. Cependant le 27 septembre, toutes les entreprises, qui la veille avaient participé à la grève ou avaient été forcées de fermer, avaient repris le travail.

LA RESISTANCE DES OUVRIERS

L'émeute communiste éclata avant que le gouvernement et la Fédération syndicale eussent pris leurs décisions. La situation s'aggrava encore du fait de l'immobilisation de la police. Le 25 septembre, les commissariats de police de la zone russe de Vienne furent avisés sur l'ordre du commandant soviétique qu'il était interdit de détacher même un seul agent de police de la zone soviétique pour le service dans la ville intérieure.

Il fallut donc mobiliser les militants et les membres de la Fédération syndicale, organiser leur résistance et faire appel à la raison et au sang-froid des travailleurs afin d'obtenir que, dès le début, l'action émeutière et terroriste restât limitée aux communistes et à leurs alliés de la V.d.U.

Du 25 au 29 septembre, des conférences des militants syndicaux se tinrent dans presque toutes les régions du pays. Ces conférences étaient consacrées à une discussion approfondie de la situation politique. L'impression très nette laissée par ces discussions fut que le ouvriers étaient prêts à faire les sacrifices nécessaires. Cependant, ils se refusaient à approuver des méthodes réactionnaires susceptibles de favoriser la chasse aux profits égoïstes de certaines forces économiques. A toutes les conférences on formula des revendications demandant la stabilisation des prix et des mesures législatives en vue du contrôle des cartels et des profits des intermédiaires. Se basant sur ces résolutions, le président de la Fédération syndicale autrichienne, Boehm, publia le 29 septembre une déclaration contre toute nouvelle augmentation des prix. Le 27 septembre, le parti socialiste adressa aux ouvriers une proclamation leur demandant d'organiser la protection de leurs lieux de travail. A l'alliance des indépendants néo-nazis et des communistes le parti socialiste opposa le mot d'ordre: « Que les communistes et les fascistes restent entre eux ! »

Dans toutes les régions du pays, les militants des syndicats et du parti socialiste se déclarèrent contre l'action communiste et organisèrent la résistance des travailleurs.

Le 25 septembre, il était évident que l'action terroriste des communistes et de leurs associés fascistes de la V.d.U. avait échoué. Les grands espoirs que les communistes avaient mis en l'action préparée par eux depuis plusieurs mois s'étaient écroulés.

II. CHANGEMENT DE COULISSES

Bien que leur action eût échoué, les communistes étaient décidés à poursuivre leur tentative d'émeute. Ils considéraient que l'échec de leurs plans était dû à l'ostentation trop prononcée du rôle du parti communiste. Ils pensaient qu'ils pouvaient assurer le succès de leur action en la camouflant en « mouvement de grève » d'ouvriers « mécontents » et en créant un comité de grève et d'action prétendant être indépendant de la direction communiste.

Pour effectuer cette manœuvre, une « conférence nationale des comités d'entreprise » fut convoquée à Vienne sur l'initiative d'un groupe de communistes, membres des comités d'entreprise. La conférence se réunit le 30 septembre 1950; la plupart des 2.000 participants étaient des militants de l'organisation viennoise du parti communiste. Les membres des comités d'entreprise étaient en minorité. La conférence adressa au gouvernement un ultimatum demandant que ce dernier prenne avant le 3 octobre les mesures suivantes: abrogation de l'augmentation des prix ou bien majoration de 100 pour cent de l'augmen-

tation des salaires, pensions, retraites, allocations familiales, etc., laquelle était prévue par l'accord entre le gouvernement et la Fédération syndicale autrichienne; exemption du montant total de ces augmentations de l'impôt; aucune augmentation ultérieure des prix; stabilisation des prix par la loi et aucune dévaluation ultérieure de la monnaie. La grève devait commencer dans toute l'Autriche dès le 4 octobre si le gouvernement n'avait pas satisfait ces demandes.

Les préparatifs du nouveau comité de grève suivaient fidèlement l'ancien plan d'action du parti communiste.

Dans un grand nombre de localités de Basse-Autriche, les organisations communistes locales préparaient l'occupation des centrales téléphoniques, des postes émetteurs de la radio, des édifices publics ainsi que des actes de sabotage contre les moyens de transport; ils envisageaient également l'occupation des usines dont les travailleurs refuseraient de participer à la grève par des troupes terroristes. Une propagande intense de bobards commença. Ainsi les propagandistes communistes répandirent la rumeur que des forces militaires considérables étaient massées à la frontière tchécoslovaque en vue d'une intervention en Autriche.

III. LE SECOND ACTE

LES EVENEMENTS DU 3 AU 6 OCTOBRE 1950

A la veille du 3 octobre, le soi-disant « comité de grève » déclara que le gouvernement avait rejeté ses demandes et que de ce fait le travail serait suspendu dans toute l'Autriche, le jour suivant.

Les organisations syndicales et le parti socialiste organisèrent de nouveau la résistance. Le parti socialiste convoqua partout des conférences des membres des comités d'entreprise adhérents du parti socialiste ; ces conférences se prononcèrent contre toute grève qui n'était pas autorisée par les syndicats et demandèrent des mesures énergiques contre les tentatives insurrectionnelles des communistes. Le 5 octobre, la Fédération syndicale autrichienne lança à tous les travailleurs l'appel de résister à la terreur communiste : « Tous les moyens employés par les terroristes pour vous contraindre à la grève doivent être employés dans votre défense. Opposez la violence à la violence et défendez vos usines ! »

LE SPHYNX RUSSE

L'action communiste ne présentait de danger que tant qu'on n'était pas fixé sur l'attitude des autorités d'occupation russes.

D'après les informations sur un certain nombre de localités dans la zone russe, les commandants russes avaient interdit toute concentration de la gendarmerie et toute intervention de cette dernière contre les grévistes. L'incident suivant qui eut lieu à Wiener Neustadt fit l'objet d'une plainte adressée par le gouvernement autrichien au Conseil interallié, le 5 octobre dernier :

Des membres d'un soi-disant comité de grève essayèrent dans plusieurs usines de contraindre par voies de fait les ouvriers à participer à la grève. Ils interrompirent la circulation dans les rues et occupèrent l'édifice public des P.T.T. à Wiener Neustadt. Afin de rétablir l'ordre légal et d'empêcher que les grévistes ne commissent d'autres actes illégaux, un détachement de gendarmerie de 65 hommes et un groupe de la police de sécurité de Vienne furent dirigés sur Wiener Neustadt pour y renforcer les forces de sécurité. Les grévistes furent délogés du bureau des P.T.T. et la protection de l'hôtel de ville de Wiener Neustadt fut assurée. Ainsi, l'ordre était rétabli. A ce moment, l'officier soviétique commandant le district de Wiener Neustadt intervint en convoquant le chef du commissariat fédéral de Wiener Neustadt et le commandant des gendarmes et des agents de sécurité qui étaient venus de Vienne en renfort.

Arrivés chez le commandant russe, ils reçurent l'ordre de rétablir dans les 10 minutes le statu quo, c'est-à-dire de permettre aux manifestants de réoccuper le bureau de poste, et d'envoyer hors des limites de la ville tous les agents de sécurité qui ne faisaient pas partie des effectifs normaux de la police de Wiener Neustadt. Si ces ordres n'étaient pas exécutés, les autorités d'occupation prendraient des mesures en vue d'éloigner du territoire de la ville les agents de sécurité qui étaient venus de l'extérieur.

L' « Arbeiterzeitung », organe du parti socialiste, parlant de la situation dans la ville de Vienne, écrivait que « jeudi (le 5 octobre) les autorités autrichiennes dans la zone russe se trouvèrent empêchées de prendre des mesures contre les groupes d'assaut communistes. Dans certains cas, les communistes reçurent le soutien actif des officiers et soldats russes.

« Dans la zone de Vienne, des soldats russes construisirent une barricade à travers la rue avec des bancs qu'ils avaient apportés du Jardin suisse. »

L'attitude — identique dans tout le pays — des autorités d'occupation russes permet de supposer que celles-ci voulaient favoriser l'action communiste, mais ne pas intervenir de façon active, pour le moment. Cette attitude des autorités d'occupation entravait évidemment l'action de la police et lui imposait certaines limites.

LES GANGSTERS A L'ŒUVRE LA « BATAILLE » DES TRAMWAYS

Dans tous les pays autrichiens, à l'exception de Vienne et de la Basse-Autriche, le second acte de l'émeute communiste fut une affaire assez « timide ». La plupart des militants communistes qui avaient participé à la « conférence nationale des comités d'entreprise » rentrèrent chez eux et se tinrent cois. Ici et là, des tentatives d'action bien faibles furent entreprises sans aucun succès. Dès la matinée du 4 octobre, les renseignements reçus indiquaient que les mots d'ordre des communistes n'étaient pas suivis. Même ceux qui, la semaine précédente, s'étaient laissés jouer ne marchaient plus.

La stratégie de l'action communiste à Vienne et en Basse-Autriche fut la même que pendant la semaine précédente. Dès le premier jour, des groupes terroristes venus de la Basse-Autriche devaient effectuer le blocus total de la capitale. A Vienne, les communistes voulaient, dès la matinée, forcer les usines à fermer. Ils se proposaient également de provoquer des désordres afin de « préparer » la manifestation qui devait commencer à 17 heures au Ballhausplatz et sur laquelle le parti communiste avait concentré ses espoirs.

Les événements prirent un cours tout à fait différent. Dans les usines, les communistes rencontrèrent la résistance active des ouvriers et des employés. Le nombre des usines en grève fut bien moins considérable que la semaine précédente. La manifestation se révéla une affaire peu imposante. Le jour suivant, les communistes s'appliquèrent à commettre dans les rues des actes de sabotage insensés. Ils n'osèrent plus se montrer dans les usines.

En Basse-Autriche, les ouvriers montrèrent qu'ils avaient tiré les leçons nécessaires des événements de la semaine précédente. Conformément aux appels de la Fédération syndicale et du parti socialiste, un service de protection fut organisé dans la plupart des usines. Grâce à cette mesure, les attaques parfois très violentes des groupes terroristes communistes furent repoussées dans la plupart des cas. Là où les ouvriers s'étaient trouvés forcés de suspendre le travail du fait de la supériorité numérique des groupes terroristes ou de la coopération entre ceux-ci et les ouvriers communistes de l'usine en question, une nouvelle méthode de résistance fut employée. Après la fermeture de l'usine, les ouvriers, au lieu de rentrer chez eux, restaient sans rien faire aux environs de l'usine. Aussitôt que les groupes terroristes avaient quitté les lieux, les ouvriers retournaient au travail. Dans plusieurs localités, les usines organisèrent la résistance en commun. Lorsque les camions des terroristes apparaissaient devant une usine, les ouvriers des entreprises voisines accouraient. Dans la plupart des cas, cela suffisait. Les gangsters s'apercevaient qu'ils étaient déjoués et se débinaient rapidement.

Tels des brigands, les terroristes communistes parcouraient le pays en camions, d'une ville à l'autre, d'une usine à l'autre, pour faire aux ordres de l'étranger une besogne qui n'avait rien de commun avec une grève revendicative. Le plus souvent, ils n'insistaient pas après l'échec de quelques attaques de leur part et disparaissaient. Ils évacuaient aussi sans aucune résistance les gares, bureaux de poste, ponts et carrefours occupés par eux dès que les agents de police apparaissaient sur les lieux et parfois même obéissaient simplement aux injonctions des autorités publiques. Seules les villes de Wiener Neustadt et de Neunkirchen subirent une vague de terreur telle que l'Autriche n'en avait vu depuis l'invasion nazie en mars 1938. Dans ces villes, les terroristes étaient non seulement motorisés mais armés de matraques, de barres de fer et de couteaux. Parmi les terroristes se trouvaient les gardes des entreprises de l'industrie pétrolière, laquelle est administrée par l'U.R.S.S. Certains d'entre ces gardes étaient armés de mitraillettes.

L'ECHEC DE L'ACTION COMMUNISTE

Dès le 4 octobre, dans la matinée, quelques meneurs communistes avaient compris que c'était l'échec et qu'il ne restait plus à leurs dirigeants qu'à prendre la décision de terminer la grève. C'est ce qu'ils feront. Cependant certains faits semblent indiquer que cette décision ne fut prise que sous l'influence d'une « force supérieure ».

Dans la région de Saint-Poelten, l'agitation communiste fut surtout l'œuvre de groupes terroristes recrutés parmi les ouvriers des usines Woith — les plus importantes du groupe USIA. Or, le 5 octobre, au cours de l'après-midi, ces ouvriers recevaient l'ordre de rentrer immédiatement à l'usine, alors que la décision de reprendre le travail ne devait être prise — par un soi-disant comité de grève — que quatre heures plus tard... Pourtant, la rentrée des ouvriers de Saint-Poelten privait les communistes d'un de leurs plus forts points d'appui en Basse-Autriche. Mais — d'accord ou non — les grévistes furent forcés de terminer leur mouvement...

***

Le présidium de la « conférence nationale des comités d'entreprise » se réunit dans l'usine de locomotives à Florisdorf dans une atmosphère de désappointement marqué. Un nombre considérable des membres de ce présidium étaient absents. Ceux qui étaient présents se firent mutuellement des reproches. Vers minuit, ils annoncèrent leur décision de terminer la grève. En réalité, il n'y avait plus rien à « terminer ». C'en était fini avec l'illusion de la conquête de l'Autriche par les communistes. Elle avait échoué grâce à la résistance active des travailleurs et à l'attitude intelligente et résolue des autorités publiques.

Les travailleurs autrichiens ont montré leur fidélité à la cause de la démocratie et leur détermination de défendre la liberté de leur pays. Ils ont défendu à coups de poing leurs lieux de travail contre les mercenaires d'une puissance étrangère et en manifestant un réel héroïsme. Leur succès ne fut possible que parce que la grande majorité des masses laborieuses ne se laissa pas duper par les agents de l'étranger.

LA MORT DU TYPOGRAPHE

Je suis depuis quelques minutes dans mon bureau quand on m'avise que les Versaillais s'avancent par la rue d'Ulm ; j'y cours avec quatre ou cinq vétérans qui entendent lutter jusqu'à la mort. Parmi ces vieux militants se trouve un typographe, le citoyen Faure, plus connu, dans nos ateliers typographiques, sous le sobriquet de Navet, dû à la blancheur de ses cheveux et de sa barbe. Faure a connu de nombreuses défaites prolétariennes et n'en veut plus connaître. Il a fait le coup de feu avec Barbès, combattu sur les pavés de juin 1848, en décembre 1851, et il croit que l'heure du trépas est venue pour lui.

Les Versaillais démasquent deux bouches à feu et tirent sur la barricade à toute volée ; nos fusils visent les servants, et Faure, tout en tirant, m'annonce qu'il n'ira pas plus loin ; du reste, il semble, en faisant émerger sa tête au-dessus des pavés, à chacun de ses coups de fusil, appeler la balle qui l'emportera.

— Si tu échappes à la mort, mon jeune ami, n'oublie pas de dire aux confrères qui te parleront de Navet, qu'il est mort en combattant comme un vieux révolutionnaire.

Et il disait ces choses en souriant, le bon vieux plébéien.

— Bah ! c'est peut-être moi qui mourrai le premier : ici, l'âge ne compte pas.

Quelques coups de fusil encore, puis une trombe de fer s'abat sur la barricade. A moitié aveuglé, je cherche des yeux mon pauvre camarade : son corps est déchiqueté, sa tête aux trois quarts emportée. L'ancien barricadier, le héros prolétarien, le compagnon de travail sans peur ni reproche, avait été mis en morceaux, et des lambeaux de sa chair avaient été lancés au loin.

— Vengeons le vieux ! crièrent les survivants, et le combat reprit avec une violence plus grande.

Jean ALLEMANE
« Mémoires d'un communard » (p. 124-125)

SIX SEMAINES AUX U. S. A.

REMARQUES D'UN OUVRIER MÉTALLURGISTE

Quelques raisons de la productivité américaine

Après six semaines passées dans différentes usines, il est difficile de déceler les raisons de la grande productivité américaine, qui existe pourtant.

La cadence de travail, à part de rares exceptions (Western), est normale, la liberté du personnel grande, l'absentéisme élevé et toléré, le patronat américain préférant l'absence de l'ouvrier, le lundi, à un travail mal exécuté (déclaration recueillie chez Motorola); les machines — presses, tours, fraiseuses, etc., — pareilles aux nôtres, et l'habileté de l'ouvrier ne paraît pas supérieure à l'habilité de l'ouvrier français.

Par contre, l'aménagement des ateliers est mieux conçu : peu de manutention, très bel éclairage au néon, espace plus vaste pour chaque poste de travail. Par des moyens simples, le poste de travail est alimenté de toutes les pièces détachées dont a besoin l'ouvrier ou l'ouvrière pour son travail, aucune perte de temps; les machines (principalement les presses, les mêmes qu'en France) sont plus « mécanisées » ; l'amenage automatique, l'emploi de l'outil combiné, la grande ou tout au moins moyenne série, font que la production est plus grande.

La tôle ou le laiton ne sont pour ainsi dire jamais employés en planche : tout par rouleau (ce qui fait gagner énormément de temps et diminue les déchets); le rouleau monté sur tourillon est pris par l'ameneur automatique (1). Cela permet (je l'ai constaté dans plusieurs usines) à un seul ouvrier de conduire 2 presses (très peu de femmes aux presses; sur 100 machines, 7 à 8 femmes).

Relations humaines entre patrons et ouvriers

La grande révélation a été l'importance qu'attachent les directions ou les syndicats aux relations humaines, la compréhension mutuelle d'intérêts opposés. Le patron américain cherche à être un psychologue avant d'être un employeur. Il intéresse son personnel à toute extension de son usine. L'ouvrier bénéficie des améliorations de fabrication; de ce fait, il est le premier à en rechercher l'extension. Nombreuses sont les suggestions ouvrières qui ont permis l'augmentation de la productivité. Si des usines appliquent des méthodes étudiées de travail, par contre d'autres ne veulent pas connaître d'organisation scientifique du travail. A diverses reprises les directions nous ont fait connaître que les temps alloués n'étaient que la moyenne des temps passés antérieurement sur des commandes identiques. Beaucoup d'usines ont abandonné le chronométrage.

Dans toutes les usines, qu'elles aient une méthode de travail ou non, tout le travail et la cadence de production sont axés sur le contremaître. Celui-ci est l'âme de l'usine (sur ce point il dépasse en importance le chef d'atelier). Il lui est recommandé d'avoir des contacts très cordiaux avec ses ouvriers, il ne doit jamais passer pour le « garde-chiourme ».

Dans de nombreux cas, c'est le contremaître dans une équipe, un ouvrier désigné par le syndicat dans une autre équipe, qui effectuent le travail avant que le temps définitif alloué pour une opération soit communiqué au personnel. Cette méthode évite les contestations de temps.

La collaboration entre les représentants syndicaux et les directions est très poussée (ce qui n'empêche pas les grèves : V. Western et R.C.A.). De prime abord cela étonne (choque même). En France, les délégués passeraient pour être achetés. Le vice-président du C.I.O. à qui j'en faisais la remarque m'a répondu que le syndicalisme américain était plus matérialiste.

Depuis 1939, la vie a augmenté de 3 fois, mais les salaires ayant suivi la courbe, les syndiqués se trouvent satisfaits de leurs représentants, leur pouvoir d'achat ne subissant pas d'atteinte. Pourtant aucune loi fédérale n'oblige les employeurs à instaurer l'échelle mobile, c'est seule l'action syndicale qui fait maintenir le même pouvoir d'achat. Incontestablement, ce pouvoir d'achat est nettement supérieur à celui de l'ouvrier français.

Salaires

De toutes les enquêtes que j'ai pu mener près des représentants syndicaux (même en dehors de la mission), il ressort que le salaire horaire le plus bas est dans les villes de 1 dollar. D'autre part, une tonne de charbon coûte 8 à 11 dollars, une paire de chaussures : 8 à 12 dollars, un costume : 45 à 50 dollars, etc. Ces quelques exemples prouvent qu'un ouvrier au salaire le plus bas peut acheter avec une journée de travail : une tonne de charbon ou une paire de chaussures; avec à peine une semaine de salaire : un costume. Il n'est pas rare de voir chez l'ouvrier américain une garde-robe composée de 8 à 10 costumes et de 5 à 6 paires de chaussures.

L'éventail des salaires est peu ouvert : 1 à 3,5 (manœuvre : indice 1; ingénieur : indice 3,5).

Aucune propagande syndicale n'est faite pour l'obtention de primes à ajouter au salaire (boni au travail excepté). Il faut entendre par primes ce qui existe en France : prime de transport, caisse de compensation, avance sur augmentation, prime de vie chère, etc. L'ouvrier américain exige un salaire net en rapport avec l'augmentation du coût de la vie. Les primes sont considérées comme de la charité. Il préfère prendre ses dispositions lui-même pour ce qui intéresse son avenir. De là, la grande importance et la prospérité des compagnies d'assurances : maladie, vieillesse, retraites, chômage, etc.

Lois sociales

De ce fait, les lois sociales sont moins développées qu'en France. Ainsi il n'existe aucune loi fédérale rendant obligatoire les congés payés ; la

(1) Même chose pour le bobinage, toujours automatique, où une seule femme conduit simultanément 2 tours bobinant chacun 4 et 6 bobines à la fois, chaque couche de fil étant isolée par un coupage automatique de papier huilé ou tout autre isolant.

retraite de l'Etat pour les vieux travailleurs est récente et minime : 68 dollars par mois. L'indemnité de chômage est importante, mais n'est versée qu'une fois. Le chômeur touche 26 dollars par semaine, pendant 26 semaines, il ne peut toucher de nouveaux secours que s'il prouve qu'il a travaillé de nouveau pendant plusieurs mois. Cela évite le chômeur professionnel, mais peut être dangereux pour l'ouvrier réellement sincère, qui du fait de l'âge ou d'une infirmité quelconque ne trouve plus de travail. Pour toutes ces raisons les ouvriers américains cherchent à se garantir de l'avenir ; ils contractent, nombreux, une assurance sur la vie, le chômage, les accidents. Toutes ces assurances et les impositions fiscales (les impôts sont retenus chaque quinzaine par l'employeur) font que les retenues sur la paie atteignent 20 à 22 %. Le marché du travail étant très ouvert, certains employeurs acceptent dans les conventions passées avec le syndicat de payer une partie des primes d'assurances, accaparant par ce moyen la main-d'œuvre qualifiée qui dans certaines régions fait défaut.

Maternité La femme en état de grossesse ne touche plus de salaire, dès l'arrêt de son travail, qui peut se produire à partir du cinquième mois ; c'est l'état physique de la future mère qui décide l'employeur à lui faire cesser le travail. Pendant un an, dans quelques usines l'absence est tolérée deux ans ; l'ouvrière garde tous ses droits et l'employeur est dans l'obligation de la reprendre dès qu'elle demande à revenir à l'usine. Il n'existe aucune loi fédérale concernant des indemnités quelconques à verser aux femmes en couches. Les caisses de compensation sont inconnues.

Budget ouvrier Les dernières statistiques du ministère du Travail américain de 1949, publiées en 1950, donnent les chiffres suivants pour un montant de 100 dollars (Washington) : nourriture, 42,5 %; loyer, 24 %; habillement, 8,5 %; transports, 3,5 %; soins médicaux, 5,5 %; frais de ménage, mobilier, 7,5 %; divers : lectures, tabac, distractions, éducation, etc., 8,5 %.

Les loyers avec toutes les commodités d'intérieur sont élevés, mais le bien-être qui en découle empêche de comparer ces prix avec ceux pratiqués en France.

Législation du travail Elle est moins importante qu'en France, surtout plus récente.

Trois textes principaux en sont la base :

1) la loi Wagner, du 5 juillet 1935, première loi régissant les relations entre patrons et ouvriers, et votée sous l'influence du mouvement ouvrier ;

2) la loi Taft-Hartley, de juin 1947, modifiant profondément la précédente, votée malgré l'opposition du président des Etats-Unis et des deux centrales syndicales ;

3) le Fair Labour Standards de juin 1938 modifié en 1949, et traitant des conditions de travail.

En dehors de ces trois lois fédérales, il existe des lois particulières à chaque Etat, mais ces dernières ne peuvent aller dans leurs dispositions à l'encontre des lois fédérales en vigueur.

La loi Wagner, la plus importante, définit les droits des ouvriers et les devoirs des patrons. Elle organise le règlement des conflits de travail suivant une procédure spéciale. Elle prévoit les conventions collectives et reconnaît la nécessité absolue pour les salariés du droit d'association. Un comité national composé de trois membres est chargé de faire appliquer la loi, d'empêcher l'employeur de s'opposer à l'exercice des droits acquis par les travailleurs, de mettre à pied un employé qui aurait déposé une plainte au comité, etc.

Cette loi a été violemment combattue par les industriels qui réussirent en 1947 à faire voter la loi Taft-Hartley, qui, entre autres, limite le droit de grève et diminue les moyens d'action du syndicat. Elle est violemment combattue par les deux centrales syndicales.

Le Fair Labour Standards concerne l'amélioration des conditions de travail. Une division spéciale (créée au sein du ministère du Travail) est chargée d'enquêter sur l'application des lois (comparable aux inspections du travail en France).

Centrales syndicales Face à cette législation du travail, deux centrales syndicales : l'A.F.L. (8 millions de travailleurs), le C.I.O. (6 millions), ainsi que des syndicats indépendants (près de 2 millions), soit 16 millions de syndiqués.

Les mots d'ordre des centrales syndicales sont suivis par l'ensemble de leurs adhérents ; la solidarité ouvrière est très développée. Il arrive fréquemment qu'une corporation en grève dans un Etat est alimentée pécuniairement par des versements ouvriers provenant de syndiqués de la même corporation, de la même centrale, résidant dans un autre Etat.

Les syndicats font un très gros effort pour élever le niveau intellectuel et professionnel de leurs adhérents. Il faut reconnaître que l'ouvrier américain est plus assidu aux cours du soir que l'ouvrier français. Nombreux sont les cours ou les écoles fréquentés par des hommes de 25 à 40 ans.

Mentalité générale L'ouvrier américain ne donne pas l'impression d'attacher la même importance à la vie familiale que l'ouvrier français; il apparait moins sasanier, s'évadant plus facilement de son intérieur pour fréquenter les cours de perfectionnement ou les stades (peut-être aussi du fait qu'il termine tôt sa journée de travail; en moyenne entre 16 heures 30 et 17 heures).

A l'encontre de l'ouvrier français, il apparaît aussi plus matérialiste qu'idéaliste. Son goût, sa persévérance à s'éduquer intellectuellement et professionnellement semblent déterminés par le fait qu'il sait que son éducation une fois acquise il aura la possibilité d'avoir un niveau social supérieur.

Le patronat américain le comprend facilement et nombreuses sont les firmes qui attachent une très grosse importance à la formation des cadres pris le plus possible parmi de simples ouvriers, dont les capacités ont été reconnues et décelées au moyen de différents tests.

On ne peut en six semaines recueillir assez de preuves pour pouvoir généraliser, mais au cours de différents entretiens avec des représentants patronaux ou syndicaux, de nombreux cas d'ouvriers arrivés à des situations de directeurs m'ont été signalés.

Aux U.S.A. tout effort est reconnu et encouragé en vue du profit du capitalisme, c'est évident, mais l'ouvrier qui y participe en tire lui aussi un avantage certain.

Cela est-il possible en France ? Actuellement on peut conclure par la négative. Pourquoi ? A la base, en tant que délégué ouvrier, je crois que le patronat français n'a pas sur la question des valeurs individuelles et des salaires la compréhension et la largeur de vues du patronat américain; c'est tellement vrai, qu'un membre de la mission, directeur d'usine, a pu constater un travail identique à celui effectué dans ses usines à Paris et payé **trois fois plus cher à New-York.**

« Créer le besoin » et permettre la dépense

Une des raisons de la réussite de l'industrie américaine et de la productivité générale des U.S.A. c'est d'avoir dans tous les domaines le même slogan : « créer le besoin ». C'est-à-dire : mettre sur le marché toutes les fabrications utiles à la grande masse et cela à des prix abordables à tous : auto, radio, télévision, téléphone, appareils ménagers, etc.

Comment l'industrie américaine y arrive-t-elle ?

1) Avant toute nouvelle fabrication, une étude plus approfondie qu'en France pour la mise au point des appareils prévus.

2) Un service de vente extrêmement plus développé que dans les maisons françaises, véritable organisation que chaque firme importante se targue de posséder. Les hommes qui la composent connaissent à fond les appareils ou les articles qu'ils ont à diffuser.

Voilà les remarques objectives et impartiales d'un délégué ouvrier métallurgiste après six semaines passées aux U.S.A.

PRUDHOMME.

Chine et Etats-Unis

REPONSE A UPTON SINCLAIR

Upton Sinclair fait à la **R.P.** l'honneur de lui écrire. Nous y sommes très sensibles.

Sinclair dit n'avoir jamais lu l'idée que j'ai exprimée en décembre. Eh bien ! voyez-vous, camarade Sinclair, c'est là l'avantage qu'il y a à lire la **R.P.** ! On y trouve quelquefois, bien que trop rarement à mon gré, des idées qu'on ne trouve pas ailleurs ! S'il arrive que ces idées ne soient pas « fantastiques », ou fantaisistes, le lecteur n'est pas volé.

L'idée que j'ai exprimée en automne sous le titre « **La clé de l'énigme ?** » était moins une affirmation qu'un coup de sonde : une idée livrée aux camarades pour que nous observions ensemble si les événements suivants la confirmeraient ou non. Eh bien ! les événements qui ont suivi pendant les cinq derniers mois ne l'ont pas infirmée. L'idée n'avait pas de nom fin novembre ; mais tout le monde doit aujourd'hui convenir que ce qu'on pourrait appeler le **macarthurisme** est un phénomène possible aux Etats-Unis.

Pour mieux faire comprendre mon idée de novembre, je poserai deux questions :

1. — L'Etat américain a-t-il, oui ou non, tout fait pour arriver à combattre et détruire l'Etat japonais ?

2. — Une fois l'Etat japonais détruit, l'Etat américain peut-il voir avec indifférence surgir, à la place de celui-ci, un Etat chinois qui sera, en puissance et impérialisme, un Japon multiplié par dix ?

Si j'avais pensé qu'il faille répondre **oui** à cette dernière question, j'aurais intitulé mon article « **Le suicide de l'Amérique** ».

Sinclair nous dit qu'aux U.S.A. on aime bien la Chine. Bien sûr, on y aime la Chine pour son pittoresque et sa cuisine amusante, comme on aime l'Italie pour son soleil. Mais cela n'a rien à voir avec le fait d'aimer l'**Etat chinois**. (Un Etat chinois qui sera un cochon comme tous les autres Etats.) Et Sinclair confirme le point : « **La politique de la porte ouverte en Chine a été l'un des principes directeurs de notre diplomatie depuis plus d'un demi-siècle.** » C'est dire que l'Etat américain ne désire pas qu'il y ait en Chine un Etat assez fort pour ouvrir ou fermer sa porte à son gré. Encore moins désire-t-il qu'il y ait un Etat chinois capable d'embêter ses voisins.

Le deuxième point de la lettre de Sinclair est celui-ci : « **Dire, comme le dit votre collaborateur, que l'anticomunisme n'a rien à voir avec la lutte que nous menons en Corée est complètement absurde.** »

J'avoue que je dois être un drôle de type, car il y a deux points qui sont admis à peu près par tout le monde, mais que je n'arrive pas à prendre au sérieux. Ce sont l'anticolonialisme américain et l'anticommunisme américain.

Ces deux tendances existent en Amérique, bien sûr ; mais ce ne sont pas des **motifs d'action** pour l'Etat américain. L'Etat américain n'engagera pas une action locale pour libérer, mettons, les Malgaches. Il ne déclenchera pas non plus une guerre générale pour libérer les Polonais. Le jour où la guerre générale entrera dans sa phase ouverte (en fait, nous y sommes déjà, dans la guerre générale, mais ça ne se voit pas), ce Jour J, la libération des Polonais entrera dans la propagande américaine, mais il est impossible de croire que ce point aura été déterminant.

Je me suis trouvé en Amérique pendant l'été et l'automne 43. Je n'ai pas vu d'anticommunisme, mais au contraire une Amérique extraordinairement pro-russe et pro-stalinienne : sur tous les écrans l'horrible « **Mission to Moscow** » et, dans les conversations des « **Uncle Joe** » pleins d'affection, accompagnés de « **we are so much alike** » (nous sommes tellement les mêmes, nous, Américains et Russes !). Ce n'était pas là seulement opinions d'hommes de la rue, puisque, au même moment, à Téhéran, Roosevelt livrait à Staline la moitié de l'Europe — et je lisais, sur le journal lumineux du **Sun**, à Baltimore, que c'était là un **tremendous success**, un « succès extraordinaire ».

Le communisme existe à la surface de la terre depuis maintenant 34 ans. Durant ces trente-quatre ans, il est arrivé à l'Etat américain de se porter au secours du communisme quand celui-ci a été en péril de mort. Il ne lui est pas arrivé de le combattre.

A qui fera-t-on croire que l'Etat américain de 1945 n'avait pas les moyens de battre les communistes chinois ? Loin de les combattre, il a tout fait pour qu'ils partagent la Chine avec Tchang Kaï-chek.

L'Etat américain n'a commencé à s'occuper du « communisme » chinois qu'à partir du moment où celui-ci s'est incarné dans un **Etat chinois**. Est-ce que cela ne doit pas donner à réfléchir ?

Le fond des choses est celui-ci : l'Etat chinois, un Etat chinois véritable, c'est-à-dire doté de puissance et d'impérialisme, naitra-t-il, ou non ? Je pense que ni Sinclair ni moi ne pouvons répondre à la question. Le temps apportera la réponse.

Si la réponse est « oui », mon article aura donné **la clé** de la politique américaine dans la période proche. Si la réponse est « non », Sinclair aura eu raison de dire mon petit article fantastique et absurde.

J. PERA.

Un voyage à travers l'Utopie

Les pages qui suivent sont détachées et traduites d'un livre récemment paru en Angleterre, pour le compte du Memorial Committee Marie-Louise Berneri (1).

Il s'agit, en effet, d'une œuvre posthume, laissée par une jeune femme de trente et un ans, qui fut l'animatrice des milieux libertaires de Grande-Bretagne de 1936 *à* 1949.

Marie-Louise était la fille aînée de Camille Berneri, penseur et combattant anarchiste, mort à Barcelone le 5 *mai* 1937, *sous les balles des tueurs à la solde de Staline. Mariée à un camarade anglais, M.-L. B. fonda le journal hebdomadaire* Spain and the World *qui défendit jusqu'en* 1939 *la cause de la liberté en Espagne, et qui devint ensuite le* War Commentary for Anarchism *du temps de guerre avec une position d'internationalisme intransigeant. En* 1944, *cet organe devint* Freedom, *centre d'une remarquable activité intellectuelle et éditoriale qui rallia d'excellents artistes, poètes, écrivains, sociologues et journalistes.*

C'est en s'adonnant sans réserve à la coordination et à la réalisation de cet effort collectif que notre amie contracta la maladie qui devait rapidement l'emporter.

Le Voyage à travers l'Utopie *est le seul livre de M.-L. B., à côté de nombreux articles et brochures et d'une volumineuse correspondance. Mais il permet de mesurer la vaste culture et la maturité d'un esprit à qui rien d'humain n'était étranger.*

Il ne s'agit point, cela va sans dire, d'une histoire ou bibliographie complète des utopies, terme d'une extension presque indéfinie, et qui peut s'appliquer à d'innombrables constructions descriptives, idéales, idylliques ou satiriques (les « anti-utopies ») *de la vie humaine ou du monde : réalités simplifiées, renversées ou stylisées par l'imagination au cours de cette immense* exploration des possibles *qui est l'œuvre par excellence de l'esprit humain.*

Mais, dans sa prise d'échantillons empruntés à toutes les époques et à tous les pays de la civilisation occidentale, depuis Platon jusqu'à Orwell, l'auteur a été particulièrement bien inspirée, allant droit à l'essentiel, et goûtant chaque chose avec l'intelligence et la compréhension humaine la plus aiguë, qualité faite du sens de l'histoire mais aussi de la capacité particulièrement précieuse de saisir l'actualité du passé.

Le « Voyage » *devait être à l'origine une simple anthologie, groupant des textes épuisés ou peu connus, précédés des notices indispensables. Mais bientôt, la nécessité de repenser, à la faveur de ces textes, les données fondamentales du socialisme, au sens le plus large du mot (révision et réaffirmation du pacte social), s'est imposée d'elle-même. Elle a fourni la trame d'un ouvrage attachant et aéré, où ne manquent ni les vastes perspectives, ni la finesse intuitive d'une femme, ni le sens de l'humour, ni l'ironie.*

A. PRUDHOMMEAUX.

A LA RECHERCHE DE L'ABSOLU

Notre âge est un âge de compromis, de demi-mesures, de recherche du « moindre mal ». Les visionnaires sont ridiculisés ou méprisés, et les « praticiens » gouvernent nos vies. Nous ne cherchons pas de solutions radicales aux maux de la société, mais des réformes; nous n'essayons plus d'abolir la guerre, mais de l'éviter pour quelques années encore; nous ne tentons plus de supprimer le crime, nous nous contentons de pallier ses effets; nous n'avons plus en vue de mettre un terme à la disette, nous organisons contre elle des œuvres mondiales de charité.

En ce temps où l'homme est obsédé par le souci de ce qui est faisable et susceptible d'immédiate réalisation, il peut être d'un salutaire exercice de se tourner vers des hommes qui ont pensé l'Utopie et qui en ont rejeté tout ce qui ne se pliait pas à leur idéal de perfection.

Nous nous sentons d'abord humiliés en présence de ces Etats et Cités imaginaires d'autrefois; nous mesurerons bientôt la modestie de nos exigences, la pauvreté de notre horizon : Zénon de Kittion préconise l'internationalisme intégral; Platon reconnaît l'égalité des sexes; Thomas Morus aperçoit clairement les rapports de cause à effet qui vont de la pauvreté au crime et que tels de nos contemporains refusent encore de voir. Au début du dix-septième siècle, Campanella proclame la journée de quatre heures et un érudit allemand, Valentin Andreae, veut rendre l'effort attrayant ; il fonde un système d'éducation qui peut rester un modèle aujourd'hui. Ici, nous trouvons la propriété privée condamnée ; là, tous usages d'argent et de salaire sont rejetés comme immoraux ou irrationnels ; plus loin, la solidarité humaine est admise comme un fait évident. Toutes les idées qui peuvent être considérées de nos jours comme audacieuses sont ainsi proposées, avec une confiance qui montre bien qu'elles sont déjà comprises, sinon généralement acceptées du public. A la fin du dix-septième siècle et au cours du dix-huitième, nous rencontrons des opinions encore plus surprenantes de hardiesse, touchant la religion, les relations sexuelles, la nature du gouvernement et de la loi. Et nous sommes si habitués à penser que la course au progrès commence au dix-neuvième siècle, que nous sommes tout surpris de constater qu'en vérité c'est la dégénérescence de la pensée utopique qui commence avec lui. Les vues d'avenir, dans l'ensemble, se font plus timides, l'institution de la propriété privée et celle de la monnaie sont souvent jugées nécessaires; les hommes se trouveraient satisfaits de ne peiner que huit heures par jour, et il est rarement question de rendre ce labeur agréable (2). Les femmes demeurent rivées à la tutelle du mari, les enfants à celle du père... Mais avant que les utopies ne soient contaminées par l'esprit « réaliste » de notre temps, nous les voyons fleurir avec une variété et une richesse qui nous font douter de la validité de nos prétentions modernes en matière d'idées neuves et de progrès social !

Cela ne veut pas dire que toutes les utopies aient été révolutionnaires et progressives : la majorité d'entre elles ne le furent que partiellement. Cependant on peut considérer comme une avant-garde les écrivains qui proclamaient *la communauté des biens* en un temps où la propriété privée était tenue pour sacrée; *le pain pour tous* quand les mendiants étaient pendus; *l'égalité des femmes* lorsqu'on ne les considérait guère que comme des esclaves ; *la dignité du travail manuel* alors qu'il était ravalé, dans l'opinion et en fait, à une occupation dégradante; et *le droit de tout enfant à une enfance heureuse* tandis que le bonheur était réservé aux fils des nobles et des riches. Tout cela a contribué à rendre le mot « utopie » synonyme de la vie parfaite et du bonheur social imaginé. L'Utopie, à cet égard, représente le rêve de félicité des hommes, leur secrète nostalgie de l'âge d'or, ou, comme d'autres l'ont vu, leur exil du paradis perdu.

LIBERTE ET AUTORITE

Mais ce rêve n'a pas que des lieux de lumière. Il y a des esclaves dans la *République* de Platon

(1) **Journey through Utopia** (Routledge et Kagan Paul, London, 1950) 340 p.
Les sous-titres ne figurent pas dans l'introduction originale que nous traduisons ici intégralement.

(2) On s'étonne de voir ici M.-L. B. faire bon marché de l'œuvre de Fourier (N. du T.).

et dans celle de Morus; il y a des ilotes massacrés dans la Sparte de Lycurgue. Des guerres, des exécutions, une discipline rigoureuse, le fanatisme religieux, voisinent souvent avec les institutions les plus éclairées. Ces aspects, qui ont souvent été négligés par les apologistes de bonne foi, résultent de la conception profondément autoritaire de nombreuses utopies, et ne disparaissent que dans celles qui prennent pour but l'intégrale liberté.

Deux courants majeurs se manifestent en effet dans la pensée utopique de tous les temps. Le premier cherche le bonheur de l'humanité moyennant la prospérité sociale, par la fusion de l'individualité humaine dans le groupe et la grandeur de l'Etat. Le second, tout en postulant un certain bien-être matériel, considère que le bonheur, comme résultat de la libre expression d'une personnalité humaine, ne doit être sacrifié ni à un code moral abstrait ni à une puissance collective. Ces deux tendances correspondent à différentes conceptions du progrès. Pour les utopistes antiautoritaires, il en est comme pour Herbert Read, qui déclare :

« *Le progrès est mesuré par le degré de différenciation à l'intérieur d'une société. Si l'individu n'est qu'une unité dans une masse compacte, sa vie est non seulement brutale et brève, mais morne et mécanique. Si l'individu est une unité en soi-même, disposant de l'espace et des moyens nécessaires à une action séparée, il est peut-être plus sujet aux accidents et aux hasards de la fortune, mais du moins peut-il s'étendre et s'exprimer. Il peut se développer, croître au seul vrai sens de ce mot, c'est-à-dire grandir en conscience de sa force, en vitalité et en joie.* »

Ainsi que Herbert Read le met d'autre part en évidence, telle n'a pas toujours été la définition du progrès :

« *Beaucoup de gens cherchent la sécurité dans le nombre, le bonheur dans l'anonymat, et la dignité dans la routine. Ils ne demandent rien de mieux que d'être moutons sous un berger, soldats sous un capitaine, serfs sous un tyran. Les quelques individus qui ressentent le besoin de l'expansion personnelle deviennent ainsi les bergers, les capitaines et les meneurs de ces volontaires de la servitude.* »

Les utopistes autoritaires voudraient donner au peuple les meilleurs des bergers, des capitaines et des tyrans, sous le nom de *gardiens, phylarques, samouraïs*, etc.

Ces utopies étaient progressives pour autant qu'elles tendaient à abolir les inégalités économiques; mais elles ne faisaient que remplacer le vieil esclavage économique par un esclavage nouveau. Les hommes cessaient d'être livrés à leurs maitres ou employeurs pour tomber sous le joug de la Nation et de l'Etat idéalisés. Cette puissance de l'Etat, nous la trouvons parfois fondée sur le pouvoir moral et militaire, comme dans la *République* de Platon ; sur la religion, comme dans la *Christianopolis* d'Andreae; ou bien sur la propriété des moyens de production et de distribution, comme dans la plupart des utopies du dix-neuvième siècle. Mais le résultat est toujours le même : l'individu est obligé de suivre un code de lois ou de mœurs artificiellement créé pour lui. Il n'est plus rien.

L'UTOPISTE, TYRAN MALGRE LUI

Les contradictions inhérentes à la plupart des utopies sont dues à cette manie législative qui est leur péché originel. Les constructeurs de cités imaginaires prétendent donner la liberté aux citoyens, mais la liberté que l'on octroie cesse d'être la liberté; Diderot est l'un des rares écrivains utopiques qui se soient refusé même le droit de décréter que « chacun fera ce que bon lui semble », car presque tous ses confrères entendent rester seuls maîtres de leurs républiques imaginaires. Ils promulguent « la liberté » sous la forme d'un règlement sans appel. Ils en sont les législateurs, les rois, les magistrats, les prêtres, les présidents d'assemblées nationales. Puis, ayant à leur guise édicté, codifié, ordonné les mariages, les emprisonnements et les exécutions, ils proclament que les gens sont libres de faire tout ce qui leur convient.

Il n'est que trop apparent que Campanella s'est glissé dans la peau du Grand Métaphysicien de sa *Cité du Soleil*, Bacon placé à la tête de sa Maison de Salomon, et Cabet investi de l'omniscience du bon Icar (le législateur d'*Icarie*). Quand un utopiste possède l'esprit de Thomas Morus, il est du moins capable d'exprimer ses secrètes aspirations avec humour :

« *Vous ne pouvez vous imaginer combien j'ai pris de carrure*, écrivait-il à son ami Erasme, *combien j'ai grandi et porte plus haut la tête ! Je me sens à merveille dans mon rôle de souverain de l'Utopie ! Déjà je crois marcher sous le manteau franciscain, couronne d'épis en tête, javelle en main en guise de sceptre, et suivi par un vaste cortège du peuple des Amaurotes.* »

Une autre contradiction fréquente chez les utopistes consiste à affirmer que les lois édictées par eux sont l'ordre même de la nature et non pas un code arbitrairement constitué. Ils en profitent pour déclarer inviolables leurs constitutions. Mais comment des lois naturelles inviolables seraient-elles constamment violées et méconnues et auraient-elles besoin d'être rétablies par l'autorité humaine ? C'est là ce que nul champion de « l'ordre naturel » n'a su expliquer.

En réalité, les utopistes ne s'occupent guère de rechercher laborieusement les « lois de la nature » par l'étude du monde tel qu'il s'offre à leurs yeux. Ils préfèrent les inventer; ou encore les exhumer des « archives de la sagesse antique »; pour certains d'entre eux, comme Mably et Morelly, le code de la nature était celui de Sparte !

MONDES EN UNIFORME

Loin de baser leurs projets sur des réalités vivantes et sur les hommes tels qu'ils les connaissent, presque tous les auteurs d'utopies construisent des forteresses d'abstractions. D'où l'atmosphère étouffante qui prévaut dans la plupart de ces mondes en uniforme : les mortels y sont tous taillés sur les mêmes patrons, pourvus de besoins et de réactions identiques, privés des passions et des émotions qui seraient une expression de leur individualité. Cette monotonie se reflète dans tous les aspects de la vie utopienne, des vêtements aux horaires quotidiens, des comportements moraux aux intérêts intellectuels. H. G. Wells l'a fort bien vu :

« *Dans presque toutes les utopies (à la seule exception, peut-être, des* Nouvelles de nulle part) *on voit des bâtiments réguliers, mais sans caractère, des cultures parfaites et symétriques, et une multitude de gens, sains, heureux, bien vêtus, mais sans rien qui les distingue les uns des autres. Trop souvent, l'ensemble s'apparente à ces schémas qui donnent la clé des grands tableaux de couronnements, de noces royales, de parlements, de conférences et de rassemblements — genre à la mode sous la reine Victoria. Chaque figurant, au lieu de visage, porte un ovale bien dessiné, avec son numéro d'ordre lisiblement écrit dessus.* »

Le décor n'est pas moins abstrait que les personnages. L'amour autoritaire de la symétrie conduit les utopistes à supprimer les montagnes et les fleuves, et même à imaginer des îles parfaitement rondes et des canaux parfaitement droits :

« *Dans l'Etat national utopien*, écrit Lewis Mumford, *il n'y pas de régions naturelles. D'où l'absence de ce groupement, également naturel, des populations en villes, en villages et cités, qui constitue le propre de l'homme, au dire d'Aristote. La citoyenneté dans le groupe, qui « distingue l'homme des autres animaux », n'est tolérée en utopie qu'au prix d'une fiction selon laquelle l'Etat lui-même concède au groupe une portion de son autorité omnipotente — de sa « souveraineté » — lui permettant ainsi d'exercer une activité propre. Le malheur, pour cet admirable mythe, construit à grands efforts par des générations de légistes et d'hommes politiques, c'est que les agglomérations humaines ont précédé de bien loin les Etats. Il y avait une Rome sur le Tibre longtemps avant qu'il y eût un* Imperium romanum ; *et la permission gracieuse du gouvernement n'a jamais été*

qu'un sceau formel, revêtant le fait accompli de l'existence collective.

» *...Au lieu de reconnaître des régions naturelles et des groupes naturels de population, l'utopie nationale trace à la chaîne d'arpenteur les frontières d'un certain territoire. Là-dedans, tous les habitants seront les membres d'un seul tout indivisible, la Nation, qui est supposée antérieure en droit et supérieure en puissance à tout autre groupe. Telle est la seule formation sociale qui soit officiellement reconnue dans l'utopie nationale. Ce qui est commun à tous les habitants du territoire est censé être de bien plus grande importance que tout ce qui lie spontanément les hommes entre eux sur le plan de la famille, de la cité ou du métier.* » (3)

PUISSANCE CONCENTRATIONNAIRE DE L'ETAT

L'uniformité utopique, liée à l'idée même de perfection, a presque nécessairement pour sanction le pouvoir de l'Etat idéalisé, qui repose à son tour sur le sentiment national. Quand la propriété privée est abolie en Utopie, ce n'est pas tant pour établir l'égalité des citoyens ou prévenir le pouvoir corrupteur des richesses, que pour anéantir un facteur d'indépendance menaçant l'indivisibilité de la Nation. L'attitude envers la famille est de même dictée par des considérations politiques.

Quand la famille est supprimée, c'est avec la propriété et pour les mêmes raisons. On découvre en elle un facteur d'égoïsme et de décentralisation, qui tend à dissoudre la plus grande communauté. Par contre, les partisans de la famille voient en elle la base et l'image de l'Etat national, sa cellule indispensable, le meilleur terrain de formation pour les vertus d'obéissance et de loyalisme. A leurs yeux, la famille autoritaire est loin de présenter un danger. Elle accoutume les enfants à respecter la majesté et la puissance paternelles. Plus tard, ils se plieront sans murmurer devant le prestige des gouvernants.

Car un Etat fort — même « égalitaire » — a besoin d'une classe ou caste dominante exerçant son autorité sur le reste des citoyens. On surprend ici l'inconséquence des bâtisseurs de communautés idéales. Ils prennent grand soin que la propriété ne puisse corrompre ou désunir les dirigeants, les distraire de leurs devoirs, les absorber dans leurs affaires privées. Mais ils n'aperçoivent point, en général, les menaces que l'amour du pouvoir fait peser sur la cité en dressant les chefs les uns contre les autres, et en livrant le commun peuple à leur arbitraire. C'est la grande erreur de Platon, dont les « gardiens » sont investis d'un pouvoir sans limite, alors que Plutarque se rend bien compte des abus qui peuvent naître de l'autorité, mais n'offre à ce sujet aucun remède. Thomas Morus met en avant une conception nouvelle : celle d'un Etat représentant tous les citoyens, à l'exception d'un petit nombre d'esclaves. Son régime est ce que nous appelons démocratique, c'est-à-dire que le pouvoir est exercé par les représentants du peuple. Mais ceux-ci ne font guère qu'*exécuter* les lois, dont les principales ont été *données* au pays par un législateur souverain. Le pays est donc, là encore, administré selon un code qui lui vient du dehors.

En fait, l'existence de l'Etat entraîne celle de deux codes de comportement moral, car il divise le peuple en classes et l'humanité en nations. Le loyalisme gouvernemental constitue ainsi la négation des sentiments de solidarité et d'entraide qui existent naturellement entre tous les hommes. L'Etat impose certaines normes de conduite envers les citoyens actifs et d'autres à l'égard des étrangers à la nation, « suspects », « esclaves » et « barbares ». Tout ce qui est interdit dans les rapports entre égaux est permis envers ces êtres considérés comme inférieurs. L'utopien classique est obligeant et courtois envers ses pairs, mais impitoyable envers les sous-hommes ; il est pacifique dans son pays, mais porte à l'extérieur la guerre la plus cruelle. Toutes les utopies qui suivent les traces de Platon admettent cette double morale, et cette duplicité de l'homme. Il est vrai qu'elle est partout dans la société telle que nous la connaissons ; mais il semble étrange qu'on n'ait pas songé à l'éliminer d'une « société parfaite ». L'idéal universaliste de Zénon qui, dans sa *République*, proclamait la fraternité des peuples, n'a trouvé que peu d'imitateurs. La plupart des utopies admettent la guerre comme partie intégrante de leur système. A vrai dire, il ne pouvait en être autrement, car l'existence de l'Etat national engendre immanquablement la guerre.

EXIL DE LA POESIE

Les utopies autoritaires ne tolèrent point l'existence de personnalités assez fortes et indépendantes pour concevoir quelque idée de réforme ou de révolte.

L'écrasement de la personnalité y revêt souvent un caractère vraiment totalitaire. Le législateur ou le gouvernement dresse les plans des villes et des maisons ; ces plans peuvent bien refléter les principes les plus rationnels et les meilleures connaissances techniques ; mais ils ne sont pas l'expression organique d'un besoin. Une demeure, comme une cité, quoique faite de matériaux sans vie, n'en incarne pas moins, dans sa diversité vivante, l'esprit de ceux qui l'ont édifiée. La froide raison exclut cette poésie spontanée.

L'Etat utopien est particulièrement féroce dans l'anéantissement de la liberté chez l'artiste. L'écrivain, le peintre, le sculpteur doivent tous devenir les serviteurs et les agents de propagande de l'Etat. Sous des prétextes esthétiques ou moraux, toute expansion personnelle leur est interdite, c'est-à-dire, en fait, toute explosion créatrice de liberté. La position d'un régime devant l'art et la poésie est un *test* que bien peu d'utopies seraient en état de soutenir, et dont Herbert Read a reconnu la grande importance.

« *Platon, comme on l'a rappelé trop souvent et avec trop de complaisance, chassait le poète de sa République. Cette République était un modèle trompeur de perfection, modèle sans doute réalisable par quelque dictateur, mais qui ne pourrait fonctionner que comme fonctionne une machine — mécaniquement. Et si les machines fonctionnent mécaniquement, c'est parce qu'elles sont faites de matériaux inorganiques et morts. Pour exprimer la différence entre une société capable de développement organique et un régime totalitaire immobile, vous n'avez besoin que d'un mot : le mot « art ». Ce n'est que dans des conditions ouvertes, et telles que l'artiste puisse œuvrer librement, que la société elle-même pourra incarner les idées de liberté et de progrès intellectuel qui sont, pour la plupart d'entre nous, les seules vraies sanctions de la vie.* »

***

Les utopies qui admettent l'*existence de l'art* sont celles qui opposent à la conception étatique et centralisatrice l'idée d'une fédération de communautés libres ; celles où l'individu peut exprimer sa personnalité sans être soumis à la censure d'un code artificiel ; celles où l'autonomie n'est pas un terme abstrait, mais se manifeste concrètement dans l'œuvre, que ce soit celle du peintre ou celle du maçon. Ces utopies ne concernent point la structure morte des institutions sociales, mais les valeurs idéales sur lesquelles repose une existence meilleure. Les utopies antiautoritaires sont les moins nombreuses, et les moins influentes sur le public, parce qu'elles ne présentent point de plans tout faits, mais des idées audacieuses et subversives ; parce qu'elles demandent à chacun de nous d'être un « unique », et non pas un numéro parmi beaucoup d'autres ; parce qu'elles ne satisfont pas la paresse d'esprit et le besoin d'irresponsabilité.

Lorsque l'utopie indique le *chemin* d'une vie idéale sans devenir un *plan* (c'est-à-dire une machine morte appliquée à la matière vivante), alors elle est vraiment une force de progrès.

Marie-Louise BERNERI.

---

(3) Lewis Mumford, **The Story of Utopias**, New York, 1922.

HERMAN GORTER
REVOLUTIONNAIRE ET POETE

Cher Monatte,

Vous me demandez d'écrire sur Herman Gorter, le socialiste révolutionnaire hollandais, qui a joué, à son heure, un certain rôle dans le mouvement communiste international et qui, comme je vous le racontais, à votre grande surprise d'ailleurs, est le plus grand poète de notre pays.

Vous me demandez de placer le poète à côté du révolutionnaire, peut-être (ajoutez-vous prudemment) au cœur de celui-ci. Il faut bien vous désobéir, car je crois qu'au contraire le révolutionnaire doit être placé au cœur du poète, Gorter étant beaucoup plus (et surtout, beaucoup mieux) poète que révolutionnaire.

Le Gorter que vous avez connu, et qui, à côté de Henriette Roland-Holst, militait à l'aile gauche du Komintern des premières années, avait déjà une assez longue carrière politique. Il avait été un des meilleurs propagandistes du jeune mouvement social-démocrate hollandais, où, avec Wijnkoop et Roland-Holst, il animait un groupe de socialistes de gauche. Ce groupe, très idéaliste, très « principiel », assez dogmatique, défendait les conceptions marxistes contre le réformisme naissant qui, en Hollande, trouvait un leader de classe en Troelstra. Cette lutte aboutit, en 1908, à une scission : l'aile gauche, écœurée de la politique et des procédés du groupe Troelstra, quitta le SDAP et forma le SDP, petit groupe frénétiquement radical, mais qui n'avait pour ainsi dire aucune prise sur les masses. C'est ce petit parti qui, en 1918, heureux de rompre son isolement sur le plan international, rejoignit de tout cœur l'Internationale communiste.

La suite de la vie de ce parti appartient autant à l'histoire du socialisme international qu'à celle du socialisme néerlandais. En fait, le Parti communiste hollandais (CPN) était si faible, si insignifiant dans notre vie politique, que son rôle international possède de plus d'intérêt que son rôle national. Sur le plan international le CPN défendit tout de suite les conceptions les plus intransigeantes, celles qui avaient toujours formé le contenu de sa politique nationale. Herman Gorter exposa ces conceptions dans une brochure qui suscita la formidable réponse de Lénine : « La Maladie infantile du Communisme ». La lutte commença. Assez rapidement, Henriette Roland-Holst quittait l'opposition, gagnée par les arguments de Trotski. Wijnkoop, qui n'était au fond rien d'autre qu'un petit Troelstra, arrêta lui-même toute opposition quand il comprit que Lénine était le plus fort.

Alors, Gorter quitta le parti communiste et forma un groupe, encore beaucoup plus sectaire, et qui ne dépassa jamais quelques centaines de membres. Il put y prêcher à son aise le communisme intégral, tel qu'il le concevait. C'était la lutte de classe mondiale du prolétariat monolithique chauffé à blanc par la doctrine marxiste, pur de tout opportunisme, capable de transformer le monde d'un seul coup, de réaliser un univers de vrais Soviets. Tout le mouvement, les partis et les syndicats devraient être cent pour cent révolutionnaires. La force de la propagande ce serait l'exemple; le travail à l'intérieur des partis ou des syndicats « impurs » n'était pas seulement inutile, il était interdit.

***

Au fond, Gorter revenait à ses conceptions poétiques du monde. Car Gorter, quand il devint socialiste, avait déjà une carrière poétique derrière lui.

Issu d'une famille aisée, il fit les études classiques. La Hollande, après un siècle de sommeil, était en pleine renaissance, économique, sociale et culturelle. Parmi ses camarades, Gorter se distinguait déjà par son idéalisme : il était républicain, progressif, dynamique. La vague qui souleva la Hollande entraîna l'un après l'autre les différents milieux spirituels. A ce moment-là, vers 1880, c'était le tour du milieu littéraire. Gorter consacra son énergie militante d'abord à la littérature, et son talent se manifesta surtout dans la poésie. Mais, à cette époque déjà, il apportait plus d'intérêt que ses amis aux problèmes d'ordre social.

Gorter avait un talent éminemment lyrique; il débuta avec une épopée qui est plutôt un long chant sur la nature, habillé de quelques réminiscences allégoriques, empruntées à la littérature classique, sur les traces de Keats. Ce poème, intitulé « Mai », selon la figure centrale, la fille, qui représente le mois de mai, mois le plus délicieux en Hollande, est tout de suite devenu classique. C'est un poème de deux cents pages de chacune vingt-quatre vers, d'une fraîcheur et d'une originalité étonnantes, fourmillant de beautés lyriques et de descriptions enchanteresses, d'une inspiration toujours vivante et presque sans défaillance. C'est un véritable monument littéraire élevé à la beauté des Pays-Bas. Et les Pays-Bas sont beaux !

Après cela, vint une série de poèmes et de sonnets, d'un caractère hyper-individualiste et sensitiviste. Ces poèmes, connus sous le nom de « poèmes sensitivistes », se caractérisent déjà par l'effort de vouloir exprimer tout, même l'indicible. Ils gardent avec cela leur totale originalité. Cet effort, si caractéristique pour Gorter, de vouloir aller jusqu'au bout, même s'il était obligé de violenter la langue et soi-même, nous a donné des poèmes dont quelques-uns sont presque incompréhensibles et d'autres d'une force d'expression et d'une véracité qui éblouissent et, je dirais presque, qui crèvent le cœur.

Au fond, ce qui se montre dans ces poèmes c'est la tragédie de l'homme qui a éperdument besoin d'amour, mais qui, par sa mentalité monolithique et dépourvue de toute nuance, et par la force de ses propres passions, est incapable d'atteindre ses semblables. Dans les poèmes sensitivistes il fait un terrible effort pour accaparer par la violence cet amour (d'abord dans sa forme sexuelle, qu'il chante d'une façon saine et irrésistible). Mais l'amour ne se force pas; il se gagne; tout l'effort de Gorter — d'ailleurs fait par un processus d'introspection — n'aboutit qu'à une crise psychologique qui menaça de détruire son talent.

C'est après cette crise qu'il devint socialiste. Passée une période courte mais significative de spinozisme, il découvrit le marxisme : ce fut pour lui comme la religion libératrice. Voilà la théorie de la fraternisation ! Je dirais presque : une logique du bonheur universel.

Il devint militant et propagandiste avec la même fureur qu'il avait montrée dans la littérature et dans le sport. Car il fut un des premiers propagandistes du sport moderne en Hollande et un grand sportif lui-même. Enfin ! Il était heureux, libéré de son cauchemar ; il l'est longtemps resté. Les désillusions de la vie, surtout l'effroyable déception causée par la défaite de la révolution mondiale après la première guerre l'ont fait chanceler; elles ne l'ont pas changé dans son fond.

Jusqu'aux derniers moments de sa vie il faisait sur tous ceux qui avaient le bonheur de le rencontrer la même impression : celle d'une indestructible jeunesse, d'une camaraderie vraie, d'une bonne foi et d'une bonne volonté absolument sans arrière-pensée. Tout le monde employait le même mot pour le caractériser: il rayonnait. L'homme futur qu'il chantait dans ses poèmes, l'homme pur né dans une société sans oppression il l'était un peu lui-même.

On peut si l'on veut diviser les hommes en deux catégories : ceux qui ont une sensibilité particulière pour les formes, les couleurs, les phénomènes physiques, la nature; ceux qui ont une sensibilité particulière pour les sentiments, les phénomènes psychiques, la société et les hommes.

Gorter appartenait sans aucun doute à la première catégorie, comme toutes les figures lyriques. Mais les lyriques sont rarement de bons psychologues. Ce qu'ils savent des sentiments, ce sont leurs propres passions, et généralement ils les connaissent même assez mal. Car leur besoin lyrique, leur besoin d'idéaliser leurs passions vitales, les presse plutôt d'en témoigner, de jouir de sa beauté, que d'en faire l'analyse. Mais sans connaissance de soi-même point de connaissance des autres !

Toutes ces qualités ont fait de Gorter un grand poète et un merveilleux propagandiste ; mais elles en firent aussi un assez mauvais politique.

Il connaissait l'amour, l'héroïsme ; il ne connaissait pas, il n'admettait pas la faiblesse. Tenir compte de la faiblesse humaine, c'était, pour lui, devenir opportuniste. Un compromis était de la trahison. Tout ce que l'aile ultra-gauche pensait et surtout sentait, Gorter l'écrivait avec une rare rigueur qui ne craignait aucune conséquence. Par cela, il devint une proie facile pour Lénine, comme il l'avait été pour Troelstra. N'en rions pas. Rappelons-nous plutôt que, si Lénine avait cent fois raison sur le plan tactique, lui, Gorter, avait raison quand il prétendait que la révolution russe marchait à sa perte, vers un nouvel esclavage. Cela, il ne pouvait pas l'analyser ; il n'avait pas assez de talent politique ni d'assez profondes connaissances sociales pour l'exprimer ; mais il le sentait avec son cœur de poète.

Il a eu le courage de ses convictions ; il en a payé le prix. Entouré d'un petit groupe d'admirateurs, il cherchait de plus en plus la solitude.

C'est la dernière période de son travail poétique. Il avait déjà écrit les « Poèmes socialistes », dans le premier temps de sa conversion au socialisme, poèmes dans lesquels il chantait la lutte de classe, l'amitié entre socialistes, la « grande annonce faite au prolétariat. »

Plus tard, il écrit « Pan », poème monstre, de presque cinq cents pages de trente-quatre vers. C'est un poème symbolique. « Pan », qui paraissait déjà dans « Mai », et était là l'esprit de la musique, est ici l'âme du monde. Il y a d'autres symboles : la fille d'or, etc. Le poème donne une description toute symbolique de la lutte pour le socialisme : la guerre, la défaite des ouvriers, le triomphe final ; le socialisme lui-même.

Il y a travaillé de 1907 à 1917. Travail énorme, dont l'inspiration fut souvent interrompue et à qui manque la perfection de « Mai ». Il contient tout de même de nombreuses pages d'une beauté exquise, d'une grande force d'imagination. Comme dans les poèmes sensitivistes il y a l'effort de dire l'indicible, le bonheur collectif suprême, il y a des chutes, des bégaiements, mais il y a aussi des hauteurs presque vertigineuses.

Et ce poème — comme disait très justement l'essayiste hollandais de Kadt, dans sa plaquette « Gorter, non et oui », — est absolument unique dans la littérature mondiale. C'est la première fois qu'un poète, avec ses moyens de poète, tâche de nous plonger dans l'avenir, chante avec conviction la société socialiste, la conception eschatologique du socialisme, le socialisme non pas comme lutte, comme négation, mais comme synthèse triomphale, comme fin de l'Histoire, comme âge d'or.

Tous les dangers qui menacent une telle entreprise il les a courus, tous les défaites possibles il les a subies. Mais il y a tout de même quelque chose d'étonnant dans « Pan », et qui emplit le lecteur toujours de respect, souvent d'admiration, quelquefois d'enthousiasme. Les plus belles lignes sur le socialisme qui furent jamais écrites se trouvent dans « Pan ». Si Gorter ne s'était pas enfermé dans la cage de la langue hollandaise, il serait aujourd'hui une figure mondiale, comme Milton, Whitman, Elliott, Baudelaire.

Sa position dans les Pays-Bas, comment l'expliquer? Imaginez une littérature qui a connu quelques Coppée, une demi-douzaine de Sully Prudhomme et un Corneille. Au milieu de tout cela apparait soudain un Rimbaud. On n'en est pas encore revenu chez nous.

S. TAS.

Boulanger le fusilleur

Voici comment, dans une pétition datée du 22 janvier 1872, le dernier élu de la Seine exposait ses titres :

« Le 22 mai, entrée dans Paris. Le colonel Boulanger commande une des colonnes d'attaque (cité dans le rapport général du maréchal de Mac-Mahon). Prise de la gare Montparnasse, de l'église Saint-Pierre de Montrouge, des barricades de la Chaussée du Maine, du boulevard d'Enfer et du boulevard Arago. Le 24, en faisant le mouvement tournant qui a déterminé la prise du Panthéon, le colonel est blessé à la tête de son régiment d'un coup de feu au coude gauche, à l'angle des rues Rateau, Lhomond et du Pot-de-Saint-Marcel. »

Ouvrez la *Semaine de Mai* : si vous n'y trouvez pas le nom de M. Boulanger, vous y trouverez son itinéraire marqué par une traînée de sang. A Montrouge, tout ce qu'on a pris, fusillé ; à l'église Saint-Pierre, des malheureux montés dans le clocher pour sonner le tocsin, arrachés de là et passés par les armes ; aux environs, huit fourgons bondés portant aux fosses béantes du cimetière du Sud, quelques-uns des cadavres de M. Boulanger ; gare Montparnasse, point de quartier, des exécutions de femmes ; autour du Panthéon, un massacre... il n'a eu que deux jours, mais il les a employés en conscience.

Il entendait bien n'avoir pas travaillé pour le roi de Prusse. D'autres, si implacables qu'ils aient été dans le combat, se sentaient assez de fierté pour ne point vouloir ramasser de récompense dans ces tristes victoires des guerres civiles. On doit rendre cette justice à M. de Gallifet, il a refusé. M. Boulanger n'a pas seulement obtenu la croix de commandeur le lendemain, M. Boulanger n'a pas seulement accepté de porter à la boutonnière une goutte du sang français, du sang des exécutions, il exigea aussi le grade de colonel. On le lui disputait, il ne se contint plus. Réclamation signée de lui, à la Commission des grades. Pétition signée de lui, à l'Assemblée nationale. Il crie qu'on lui voie son bien, et sur quel ton ! « *Je ne me permettrai pas,* écrit-il à la Commission, *de discuter devant vous cette doctrine socialiste qui permet de dévaliser le voisin.* » — Le voisin, c'est lui. On le dévalise. Il faut qu'on lui paye les hommes fusillés. Il faut qu'on lui compte de l'avancement pour les huit fourgons de cadavres.

Camille PELLETAN,
Préface de la deuxième édition
de la « Semaine de Mai » (1889).

Notes d'économie et de politique

MAC ARTHUR

Au moment où j'écris, l'offensive sino-coréenne bat son plein, et son issue comportera sans doute des conséquences décisives pour le déroulement des événements prochains. Il n'est peut-être pas, cependant, sans intérêt d'examiner la signification de l'autre événement qui l'a précédée : la réception triomphale de Mac Arthur, après son limogeage, à Washington et à New-York.

Deux facteurs me semblent avoir joué en cette circonstance.

D'une part, le fait que l'Amérique a toujours été tournée vers l'Ouest, et continue à être tournée vers l'Ouest. Dès le début de la colonisation des territoires de l'Amérique du Nord, c'est en direction de l'Ouest, vers les plaines du Mississipi d'abord, puis vers celles d'au delà du Mississipi, puis vers la côte du Pacifique, qu'a progressé l'occupation américaine. Aujourd'hui, les Américains continuent à être portés dans le même sens. Les territoires qu'ils espèrent maintenant coloniser sont ceux de l'outre-Pacifique, c'est-à-dire cette partie de l'Asie qui, pour nous, est l'Extrême-Orient et qui, pour eux, est l'Occident. Le Japon et la Chine sont les deux grands pays qui les intéressent, non seulement du fait qu'ils représentent des ennemis potentiels, et de grande envergure, mais aussi et surtout parce qu'ils offrent au génie américain un champ d'activité immense et profitable. Infiniment plus que la vieille Europe, qui ne peut rien donner de pareil à l'Amérique, qui n'est pour elle qu'une parente âgée et pauvre, réclamant des soins et du soutien.

Le seul intérêt que l'Europe présente pour l'Amérique, c'est qu'elle couvre ses arrières. Tout ce que l'Amérique y fait, ce ne sont donc que des opérations d'arrière-garde, et chacun sait que les opérations d'arrière-garde ne sont jamais très excitantes. Ce ne sont que ceux qui en ont directement la responsabilité qui s'en préoccupent ; les autres n'ont d'yeux que pour l'énivrante marche en avant.

C'est pourquoi Roosevelt, malgré tout le désir qu'il en eut dès le début, ne put entrer en guerre contre Hitler que par le détour du Japon. Au moyen de toute une série de provocations délibérées, il accula le Japon à la guerre, et put ainsi rallier, en un clin d'œil, toute l'Amérique, toute l'Amérique « isolationniste », en faveur d'une guerre totale.

Et c'est pourquoi aujourd'hui, du fait qu'il personnifie la marche vers l'Ouest, la marche vers l'Asie, Mac Arthur, qui est pour les Américains le « grand général » parce qu'il est le général du Pacifique, a reçu son accueil triomphal.

C'est pourquoi aussi le parti républicain, qui avait remporté ses succès électoraux de l'an dernier à cause de sa plate-forme néo-isolationniste, opposée à toute intervention armée en Europe, est devenu, du jour au lendemain, le parti de la guerre... puisqu'il s'agit de la guerre en Asie.

Mais pourquoi Truman, Dean Acheson, et, d'une façon générale, tous les éléments de « gauche » des Etats-Unis, ne suivent-ils pas, avec Mac Arthur et le parti républicain, la politique consistant à foncer tête baissée sur la Chine ?

Ce n'est pas seulement pour des raisons militaires, ce n'est pas seulement parce qu'ils considèrent que le danger principal est sur leurs arrières et qu'il serait imprudent de s'engager plus à l'Ouest tant que la menace à l'Est n'a pas été écartée, c'est aussi pour une raison plus haute.

A la différence de la droite américaine, composée de « trublions », d'esprit aussi borné que les jingoës anglais et les nationalistes français de naguère, la gauche américaine a compris que l'Amérique, dans la situation présente du monde, a à accomplir une œuvre d'une tout autre portée que celle qui consisterait dans une politique d'expansion et de conquête à la vieille mode: elle a à faire **l'unité du monde.**

Ce n'est qu'elle qui peut résoudre, autrement que selon le mode asiatique, le problème que l'histoire pose aujourd'hui devant les hommes. Monde unifié dont elle sera l'animatrice, après en avoir été la fondatrice, dont elle constituera le centre de gravité, tant moral que politique, tant technique qu'économique.

Or un tel but ne peut être atteint par la simple brutalité, à la manière d'une conquête coloniale. Comme dans toute grande œuvre, la Force, qu'on le veuille ou non, demeure l'élément déterminant. On ne pourra se passer de l' « accoucheuse des sociétés en travail ». Mais, pas la Force nue. Pas la Force à la manière des soudards, pas celle qui, à tout moment, pose ses bottes sur la table.

Lorsqu'on cherche à unifier le monde, il faut savoir user de ménagements. En l'espèce, de ménagements tant à l'égard de l'Europe qu'à l'égard de l'Asie. L'Amérique ne doit ni apparaître à l'Asie comme la continuatrice de l'exploitation coloniale suivie à son égard par les Puissances européennes durant les siècles passés ni laisser croire à l'Europe qu'elle est prête à l'abandonner, ne fût-ce que momentanément, aux hordes russes.

Ce sont ces ménagements que, ni les têtes carrées des Américains de droite, qui ne comprennent rien, ni les foules impulsives, trop heureuses de s'abandonner à leur passion, ne peuvent admettre, de sorte que c'est un Congrès et une rue presque unanimes qui ont acclamé Mac Arthur.

Mais n'y a-t-il pas à ces acclamations un autre motif ? Un motif qui, lui, agit sur la totalité des Américains ?

Je pense que si. Cet autre motif provient de ce qu'on ne peut pas vivre indéfiniment dans la peur, dans une peur croissante. Voici déjà quatre ans que, envisageant le jour où les Russes posséderaient, eux aussi, la bombe atomique, j'écrivais que les Américains ne pourraient accepter de vivre continuellement dans la crainte des bombes russes. Il semble bien qu'aujourd'hui, maintenant que les Américains estiment à près d'une centaine le nombre de bombes possédées par la Russie, cette crainte soit près d'arriver au point où elle ne pourra plus être supportée. Couplée avec l'intensification de la guerre « froide », de la guerre de nerfs qui, du simple blocus de Berlin est passée à la guerre ouverte en Corée, puis à l'intervention chinoise, la crainte de la bombe atomique a amené les Américains au point où l'on aspire à ce que l'orage éclate, afin de ne plus avoir à le redouter. « Tant pis ! il arrivera ce qu'il arrivera, mais qu'on en finisse ! »

Or précisément, étant donné qu'elle amènerait presque certainement l'intervention de la Russie, l'extension à la Mandchourie des opérations de Corée permettrait de faire une guerre « préventive », une guerre qui mettrait fin à la peur de la guerre (en admettant qu'on puisse encore parler de guerre « préventive » lorsque les Russes possèdent cent bombes atomiques), sans en avoir l'air.

Car il faut, certes, que les Russes commencent, tout comme il fallait en 41 que ce soit les Japonais qui commencent; or le bombardement aérien de la Mandchourie — infiniment plus justifiable d'ailleurs que le blocus du Japon, il y a dix ans, puisque, alors, les Japonais n'avaient aucun soldat, « volontaire » ou autre, engagé dans des opérations contre les Amé-

ricains — peut avoir le même effet que celui qu'eut le blocus du Japon. La politique préconisée par Mac Arthur présente donc aux Américains, en raison même du danger qu'elle constitue, l'avantage de pouvoir les faire échapper à la peur du danger, en les lançant dans le danger.

Mais, sur ce point encore, il apparaît que la politique mac-arthurienne rencontre une grosse opposition, de caractère non plus politique cette fois, mais militaire. Il semble bien, en effet, que l'état-major américain, sans doute opposé à une telle politique en principe, pense que le moment de la faire n'est pas encore venu à cause de l'insuffisante préparation militaire des Etats-Unis. Marshall, Bradley et leurs collègues paraissent considérer que la force militaire américaine augmentera, dans les mois qui viennent, dans une proportion plus grande que n'augmentera la force de la Russie du fait des bombes atomiques qu'elle fabriquera dans le même temps.

Mais la guerre ne se déclenche pas plus aux moments voulus par les généraux qu'à ceux prévus par les chefs d'Etat. Ce sont les événements, c'est-à-dire les actions et réactions des deux adversaires, qui, à un moment donné, la rendent inévitable. C'est pourquoi l'actuelle bataille de Corée est appelée à jouer, quant à la date à laquelle éclatera la guerre, un rôle décisif. Selon que la fortune penchera d'un côté ou de l'autre, elle produira l'étincelle qui, dans notre atmosphère saturée d'électricité, provoquera la grande et universelle décharge, ou, bien au contraire, elle chargera simplement encore davantage d'électricité l'atmosphère. Ce qui, en tout cas, apparaît comme à peu près certain, c'est que nous ne sommes plus bien loin, d'une manière ou d'une autre, du point de rupture.

BEVAN

Il n'y a pas que l'Amérique qui s'énerve. Il en est de même de l'Angleterre, bien qu'à un moindre degré du fait qu'elle n'est point la meneuse du jeu.

Il existe deux manières d'échapper à la peur du danger, quand ce danger est la guerre. La première est de s'y précipiter, comme le font les suiveurs de Mac Arthur ; la seconde est de... se rendre. Se rendre tout de suite, avant que les hostilités éclatent. C'est le goût pour une semblable solution qui explique la démission de Bevan et celle de Wilson.

En donnant comme raison de sa démission, non plus les lunettes et les fausses dents, mais le réarmement britannique, Bevan a traduit l'état de tension extrême auquel est parvenue la population britannique, tout comme la population américaine.

Voilà plus d'une demi-décade que la guerre est finie, et cependant, pour les Anglais, les privations dues à la dernière guerre ne sont pas encore terminées, elles n'ont même jamais été aussi grandes pour certaines denrées, et voici que l'on annonce que des privations encore plus grandes vont être rendues nécessaires, non plus, cette fois, pour réparer les dommages de la guerre précédente, mais pour préparer la prochaine guerre. Vous avouerez qu'il y a vraiment de quoi perdre son flegme, même pour un Britannique !

Les privations sont l'aspect sous lequel les Anglais voient la guerre, tout comme les Américains la voient sous l'aspect de la bombe atomique. S'éviter la hantise des privations accrues en se refusant à armer, c'est échapper à la crainte du danger, du danger des privations. « N'armons pas, de façon à ne pas avoir à craindre de voir notre ration diminuer. Quant aux suites du non-réarmement, acceptons-les d'avance, ou plutôt, n'y pensons pas ! »

La démission de Bevan, qui a trop le souci de son avenir politique pour faire cavalier seul, montre que ce sentiment est devenu pour le moins celui d'une importante fraction du peuple britannique.

En Angleterre, comme en Amérique, la guerre froide a donc porté ses fruits. Ici comme là, les nerfs sont tendus à l'extrême. Cette tension ne peut plus très longtemps durer. Ou la détente du muscle, ou son relâchement.

RECONSTITUTION DU CARTEL DE L'ACIER

Entre les deux guerres, une entente entre les métallurgistes allemands de la Ruhr et les métallurgistes français de Lorraine fonctionna presque continuellement sous le nom de « cartel européen de l'acier » (Voir **R.P.** de cette époque.)

Ce n'est rien d'autre que ce cartel qui vient d'être reconstitué sous l'appellation de « plan Schuman », avec, bien entendu, des modifications correspondant à celles de l'évolution générale de l'industrie.

D'une part, le nouveau cartel a plus d'ampleur que l'ancien, étant donné qu'il ne comprend plus seulement les entreprises productrices de fonte et d'acier, mais celles qui extraient leurs deux matières premières, les charbonnages et les mines de fer.

D'autre part, en corrélation avec l'intervention de plus en plus grande de l'Etat dans le domaine de la production et de l'économie, le nouveau cartel n'a pas été constitué directement par les entreprises intéressées, mais par les Etats.

Par contre, il est à remarquer, que comme son prédécesseur, le cartel Schuman ne comprend que les entreprises de l'Europe occidentale continentale, et non l'Angleterre.

On applaudira ou on sifflera, lorsque, après sa ratification par les Parlements, le « plan » entrera en application, selon que l'on est partisan des monopoles et de l'étatisme, ou qu'au contraire, l'on tient pour la libre concurrence.

R. LOUZON.

P.-S. — Dans le dernier numéro de la R.P., au **Parmi nos lettres,** on m'accuse, une fois de plus, d'être « paradoxal ». Je commence à y être habitué. Je sais très bien maintenant que si l'on ne se contente point de répéter les slogans à la mode, que si, au lieu de cela, on examine les faits et qu'on essaie d'en tirer des conclusions, on est « paradoxal ». Ce mot magnifiquement commode, qui permet d'écraser l'adversaire sans avoir besoin de discuter ses arguments !

Donc, c'est entendu, je suis un maniaque du paradoxe. N'en parlons plus !

Mais on m'accuse aussi d'être « inconséquent ». Cela est plus grave. Voyons donc ce qu'il en est.

Il est vrai que je me gausse d'institutions comme l'O.N.U., ou la S.D.N., lorsqu'elles se refusent à agir pour faire ce pour quoi précisément elles ont été fondées, et qu'en revanche, je les félicite lorsqu'elles le font.

Mais où est, là, l'inconséquence ?

Il est vrai que je ne confonds point des choses différentes, même lorsqu'elles portent la même étiquette. Il est exact que je pense que, très certainement hier et peut-être encore aujourd'hui, la Chine « communiste » n'est pas la même chose que la Russie « communiste », ni que Mao Tse-tung n'est Staline. Entre une Chine « communiste » qui, durant vingt ans, a fait la guerre à un régime corrompu de banquiers véreux et de propriétaires rapaces et a distribué la terre à ceux qui la travaillent, et une Russie « communiste » qui, depuis près de trente ans, fait la guerre, elle, aux ouvriers et aux paysans et enlève la terre à ces derniers, il y a toute la différence qu'il y a entre la révolution et la contre-révolution ; toute la différence qu'il y a entre la Russie de 17 et la Russie de 50. Entre le capitalisme d'Etat du néo-czarisme russe et un régime

qui pratique au moins pour la seconde moitié (la première moitié restant indécise) la vieille formule de la Fédération jurassienne : « Ouvrier, prends la machine ; prends la terre, paysan ! », il n'y a de commun que l'étiquette passe-partout qu'ils se sont collée à eux-mêmes, et qui est aussi fausse pour l'un que pour l'autre.

J'ai dit aussi que cette situation ne durerait sans doute pas éternellement et que si l'on continue à l'égard de la Chine « communiste » la politique d'ostracisme et de boycottage pratiquée par l'Amérique, au lieu de la politique de collaboration préconisée par l'Angleterre, on jetterait fatalement Pékin dans les bras de Moscou et que les deux régimes pourraient bien alors, en effet, s'identifier.

Où y a-t-il, là, inconséquence ?

Je suis contre les « rouges » de Corée et pour les « rouges » du Viet-Minh ? C'est tout à fait exact. Mais c'est qu'ici encore, je n'accepte pas d'être la dupe des étiquettes, d'étiquettes que, cette fois, les gouvernement hostiles ont collées sur le dos de leurs adversaires pour les besoins de leur propagande, en défi ouvert à la vérité.

Non seulement la guerre de la Corée du Nord n'a rien de semblable à la guerre du Viet-Minh, mais elle en est l'exact opposé. La Corée du Nord est un Etat **dépendant** de la Russie, un Etat « satellite », comme on dit aujourd'hui, c'est-à-dire, pour parler plus exactement, une **colonie**. Le Viet-Minh est, tout au contraire, un mouvement ayant pour but de faire que l'Indochine **ne soit plus** une colonie. C'est le dernier épisode de la longue lutte soutenue par les Annamites depuis les débuts de l'occupation française, le précédent étant constitué par toute cette série d'événements des années 30, qui ont fait l'objet de nombreux articles dans la « R.P. », et de la brochure « Un fleuve de sang », auxquels ceux de nos lecteurs qui veulent comprendre quelque chose aux mouvements coloniaux feraient bien de se reporter. Adversaire de la colonisation, je suis donc contre les « rouges » coréens, car ce sont des agents de la colonisation russe, et pour les « rouges » du Viet-Minh, car ils sont les soldats de l'indépendance de leur peuple.

Où y a-t-il, là, inconséquence ?

Je suis pour l'unification du monde et je suis pour les mouvements nationaux du Maroc et d'ailleurs ? C'est une chose parfaitement exacte.

L'unification du monde par l'institution d'un Etat mondial, la création d' « Etats-Unis du Monde », implique que tous les participants de cet Etat devront jouir des mêmes droits. Le fondement d'un Etat mondial est l'égalité, même si certaines régions du monde doivent, pour des raisons géographico-économiques ou autres, peser d'un poids plus lourd que d'autres dans la direction de cet Etat, ainsi que le fit, par exemple, si longtemps Paris, pour la France.

Or entre une métropole et ses colonies, la situation est toute contraire. Loin que les colonisateurs et les colonisés jouissent des mêmes droits, les premiers n'en ont aucun, tandis que les seconds les ont tous. Le régime colonial est le type le plus poussé, le plus parfait et le plus hideux de la domination de l'homme sur l'homme. Par conséquent, non seulement le régime colonial est l'antithèse même de l'Etat mondial, mais sa disparition est une condition nécessaire à la réalisation de celui-ci, car l'égalité ne saurait comprendre dans son sein l'inégalité.

Où y a-t-il, là, inconséquence ?

On me fait remarquer également qu'il y a parmi les dirigeants du mouvement national marocain un « prolétaire » comme le président de la Chambre de commerce. Mais je n'ai jamais dit, ou laissé supposer, que les mouvements d'indépendance des peuples coloniaux étaient des mouvements exclusivement prolétariens. Ils ne sont pas plus exclusivement prolétariens qu'ils ne sont exclusivement bourgeois. Ce sont des mouvements « nationaux », c'est-à-dire des mouvements analogues à ceux que nous avons connus en France en 1789, en 1830, en 1848, lorsque la « nation », c'est-à-dire les bourgeois et les prolétaires réunis luttaient côte à côte contre une domination et une exploitation, dont ils avaient à souffrir les uns comme les autres, et qui apparaissaient à l'époque, aux uns et aux autres, comme les plus intolérables. En Afrique du Nord, aujourd'hui, la domination et l'exploitation les plus intolérables sont, non plus comme dans la France d'il y a cent ou cent cinquante ans, celles du Trône et de l'Autel, mais celles de l'Etat français. C'est pourquoi, de même que la redingote et la blouse se trouvaient mêlées sur les barricades parisiennes aux temps héroïques de la France, de même, en ces temps héroïques que sont pour les peuples coloniaux les temps présents, prolétaires musulmans et bourgeois musulmans sont au coude-à-coude dans leur lutte pour l'indépendance.

Où y a-t-il là, pour les mouvements coloniaux eux-mêmes, une inconséquence ?

Insistons cependant sur ce point que, s'il est bien certain que les bourgeois arabes jouent un grand rôle dans la lutte pour l'indépendance, le rôle qu'y jouent les prolétaires n'est pas moindre.

Faut-il, en effet, rappeler qu'en Tunisie l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (U.G.T.T.), qui est étroitement liée, idéologiquement du moins, avec les organisations nationalistes du Destour, groupe un nombre considérable de travailleurs musulmans, une bien plus grande proportion certainement que la proportion des travailleurs français que groupe en France F.O., et même la C.G.T. ?

Faut-il rappeler que cette organisation syndicale soutient, presque sans discontinuer, des grèves héroïques (5 tués et 15 blessés, il y a six mois, à Enfidaville) ? Dans l'effroyable tableau des massacres perpétrés par la France en Tunisie qu'a dressé Finidori dans la « R.P. » de décembre dernier, on voit que sur les onze tueries qui ont eu lieu de 1937 à 1950, deux seulement n'ont pas eu des grèves pour cause.

Faut-il également rappeler qu'en Algérie, l'un des deux grands mouvements nationaux, le Parti du Peuple Algérien (P.P.A.), de Messali Hadj, tire son origine de l'Etoile Nord-Africaine, l'organisation fondée en France parmi ces travailleurs musulmans importés dont Collinet nous décrivait récemment la vie misérable ?

Faut-il faire remarquer enfin, qu'au Maroc même, l'un des points les plus importants à propos desquels le sultan résiste à l'agitateur de sabres est celui du droit syndical, le sultan réclamant pour les travailleurs musulmans une liberté syndicale complète, comme celle de France, alors que le représentant de la République **(sic !)** française entend, au contraire, empêcher les syndicats musulmans de choisir les représentants qu'ils veulent ?

Les mouvements nationaux des colonies ne sont donc pas, c'est bien certain, des mouvements de classe ; ils comprennent, à la fois, des bourgeois et des prolétaires, c'est-à-dire les deux classes fondamentales et antagonistes du régime capitaliste, mais ma thèse est que ce n'est que lorsque ces deux classes se seront débarrassées de leur ennemi commun, celui dont l'une et l'autre ont présentement le plus à souffrir, la domination coloniale, que l'antagonisme entre elles, la lutte de classes, pourra prendre tout son essor, tout comme la lutte de classes ne s'est dévelopée en France qu'après que, par leur effort commun, bourgeois et prolétaires eussent détruit l'Ancien Régime.

Et qu'en conséquence, il y a là une raison supplémentaire pour que nous soutenions les mouvements d'indépendance des peuples coloniaux.

Où y a-t-il, là, inconséquence ?

Dois-je répéter aussi, une fois de plus, que je n'envoie personne au casse-pipe ? Ce n'est pas moi qui serai la cause de la guerre ; je me contente de la prévoir. Et de me demander quelle conduite il conviendra d'avoir à son égard.

Ce que j'ai dit là-dessus se résume en deux points.

D'abord une constatation : à savoir que de l'issue du conflit, qui menace aujourd'hui le monde, dépendra la nature de la société de demain. C'est l'issue de ce conflit et, subsidiairement, les conditions dans lesquelles il se déroulera, qui fixeront, certainement pour des décades, et peut-être bien pour des siècles, l'état social dans lequel devra vivre l'humanité, et tout particulièrement les conditions dans lesquelles les travailleurs auront à lutter — s'ils le peuvent encore — pour conquérir leur émancipation. Qui, en effet, pourrait bien oser prétendre que la société de demain sera la même, selon que ç'aura été la Russie ou l'Amérique qui aura triomphé ?

De cette constatation, j'ai tiré cette question : les hommes qui ne se préoccupent pas seulement de leur devenir personnel, tous ceux qui ont consacré ou qui consacrent une part, petite ou grande, de leurs préoccupations et de leur activité à ce qu'on appelle la « question sociale », peuvent-ils se désintéresser d'une lutte dont le résultat pèsera infiniment plus sur le régime social du monde que toutes celles auxquelles ils ont pu jusqu'ici participer ? Or s'ils ne peuvent s'en désintéresser, si son résultat leur importe infiniment, comment pourraient-ils ne point y participer ?

Où y a-t-il, là, inconséquence ?

L'inconséquence n'est-elle pas plutôt à chercher du côté de ces pacifistes intégraux et paraît-il « antitotalitaires » dont parle notre correspondant, collaborant à des journaux d'Hitler ?

Enfin ! je serais inconséquent parce que je serais pour le dictateur Tito, contre le dictateur Staline. Ici, il y a erreur de fait. Qu'il y ait là une inconséquence, je ne dis pas non, mais je ne vois vraiment pas ce que j'ai pu écrire qui ait pu faire supposer que j'étais tant soit peu en faveur de la dictature de Tito et de son capitalisme d'Etat, même atténué en Nep. J'ai tout de même assez de mes péchés, camarade Nénert, ne m'attribuez pas encore ceux des autres !

Mais à quoi bon insister ! Résignons-nous ! Il est désormais entendu que ne pas se contenter de sloganer et de sentimentaliser, mais tenter d'analyser et de raisonner, est, non seulement du paradoxe, mais de l'inconséquence.

C'est, en effet, très certainement une inconséquence pour qui cherche les applaudissements.

R. L.

VERMOREL

Boulevard Voltaire

Nous causions un jour, Avrial et moi, de la sanglante journée du jeudi 25 mai qui vit tomber Vermorel et Delescluze. La veille, les otages avaient été fusillés à la Roquette. La troupe occupait la caserne du Château-d'Eau. Derrière les pavés écroulés, les derniers défenseurs de la formidable barricade qui barrait l'entrée du boulevard Voltaire répondaient encore au feu terrible qui plongeait sur eux.

Longtemps, la table sur laquelle fut étendu Vermorel, à la mairie du onzième arrondissement, resta tachée de sang.

Nous partîmes de la mairie du onzième vers quatre heures — me dit Avrial — **Vermorel, Theisz et moi. Nous prîmes par la rue Oberkampf et la rue Amelot. Au coin de cette dernière rue et du boulevard, la barricade était abandonnée. Le feu des Versaillais était effrayant.**

Tout à coup, à dix pas de nous, Lisbonne, en uniforme de colonel, fléchit et s'affaisse.

— Lisbonne... Lisbonne blessé ! s'écrie Vermorel...

Vermorel n'a pas achevé, que je sens son bras s'appuyer sur mon épaule. Il chancelle, pâlit. Une balle l'a frappé au haut de la cuisse, tout près de l'aine, trouant l'écharpe rouge. Theisz et moi le soutenons pendant que des fédérés qui se sont approchés vont chercher un matelas dans une maison voisine de la rue Amelot.

Nous croisons bientôt Delescluze.

— Vermorel est blessé, lui crions-nous.

Delescluze s'approche, prend la main de son collègue.

— Ah ! pauvre ami.

— N'allez pas plus loin ! dis-je à Delescluze. Les barricades sont abandonnées, ou à peu près. La mitraille balaie nos positions. Lisbonne vient d'être atteint. C'est vouloir marcher à la mort... Retournez avec nous...

— Non, non, répond Delescluze. Laissez-moi. Je ne crains pas la mort. Vous êtes jeunes, vous. Mais moi, ma vie est finie...

Nous laissâmes Delescluze continuer sa route vers le Château-d'Eau. Je ne devais plus le revoir.

Arrivés à la mairie, nous étendîmes Vermorel sur la table de la salle où siégeaient les membres de la Commune encore présents. Ferré entra. Il courut vers le blessé, serra ses mains déjà brûlantes de fièvre.

— C'est vous, Ferré, dit doucement Vermorel. Vous voyez, cher ami, que la minorité (1) sait aussi se faire tuer...

Nous conduisîmes Vermorel dans un asile où déjà se cachait un ami, Olivier Pain (2), blessé dans la matinée. Je remontai ensuite à Belleville, pensant aller revoir Vermorel le lendemain. Mais le lendemain, la place du Trône était occupée par les troupes de Vinoy, et je dus renoncer à prendre des nouvelles de mon malheureux ami.

Pris dans une perquisition, Vermorel fut conduit à Versailles, où il mourut peu après — le 20 juin — de sa blessure.

Vermorel vécut et mourut pauvre.

Il existe, à la Bibliothèque nationale, un opuscule de quatre pages, catalogué LB57 2924, qui est l'annonce de la vente du mobilier et des livres de Vermorel, le 17 novembre 1871, en son domicile, rue des Carrières, 13, près de la grande rue des Batignolles. Mille volumes : Michelet, Condorcet, Bastiat, Rossi, Villemain, Thiers, Girardin, des revues, des rapports parlementaires, les annales du Corps législatifs, une centaine de bouquins brochés. Un maigre mobilier en acajou.

La vente dut produire quelques centaines de francs.

Maxime **VUILLAUME.**

« Mes Cahiers Rouges »

« IV. Quelques-uns de la Commune ».

(1) Par une déclaration, en date du 15 mai, vingt-deux membres de la Commune avaient décidé de ne plus se présenter à l'assemblée et de se retirer dans leurs arrondissements. La Commune se trouva dès lors partagée en **minorité** (les vingt-deux membres) et **majorité.** Vermorel appartenait à la minorité, Ferré à la majorité.

(2) Pain (Olivier), journaliste, rédacteur de **l'Affranchi,** secrétaire général du délégué aux relations extérieures (Paschal Grousset). Condamné à la déportation enceinte fortifiée. S'évada avec Rochefort de la Nouvelle-Calédonie.

EN RÉPONSE A LOUZON

La **R.P.** a publié, dans son numéro de mars, la conférence de Louzon aux cercles d'études syndicalistes de Lyon et de Saint-Etienne.

Dans les données actuelles, en l'absence d'un mouvement ouvrier international (et internationaliste) puissant, il est fort possible que Louzon ait raison : le nouvel ordre politique mondial sortira de la guerre. Mais que sera ce nouvel ordre politique mondial ? despotique ? libéral ? l'ordre par l'anarchie ? Louzon ne peut le prophétiser. Nous ne le lui demandons du reste pas.

Mais ce qui nous intéresse c'est quel rôle doit jouer le mouvement ouvrier pour que ce nouvel ordre ne soit pas despotique.

Louzon nous donne une règle d'or : être toujours avec les opprimés contre les oppresseurs, toujours avec le droit contre l'arbitraire; être avec les Coréens qui ne veulent pas devenir esclaves russes, avec les Annamites qui veulent cesser d'être des esclaves français, avec l'O.N.U. quand elle aide les Coréens à résister à l'invasion russe, contre l'O.N.U. quand elle refuse d'admettre la Chine dans son sein.

D'accord, mais nettement insuffisant et par là même dangereux.

Par ailleurs, Louzon donne dans la **R.P.** un certain nombre de conseils à l'Amérique qui apparaissent assez fondés : Donnez des armes à Mao Tsé-toung, laissez tomber Tchang Kai-chek et Bao Daï. Axez-vous sur les principes. Faites que les gens aient quelque chose à défendre, etc., en un mot faites le plus souvent à peu près le contraire de ce que vous faites, et je vous assure moi, Louzon, que vous aurez la victoire, que vous sauverez la civilisation occidentale, c'est-à-dire la démocratie face au totalitarisme russe.

Malheureusement les dirigeants américains, qui ne lisent probablement pas la **R.P.**, ne suivent pas du tout les conseils de Louzon. Ils proclament bien les principes, mais la plupart du temps ils les bafouent. Ils ont une certaine Amérique à défendre, celle du capitalisme, et pour défendre l'Amérique capitaliste, ils trouvent la méthode capitaliste préférable à celle de Louzon et tout cela au nom de « la Liberté ».

OR QUELLES SONT LES TENDANCES DU CAPITALISME AMERICAIN ?

Il est de plus en plus en évolution vers une économie dirigée, une économie d'Etat. La loi Taft-Hartley marque son évolution également vers le contrôle étatique du mouvement ouvrier, vers la répression des luttes ouvrières. **Il accuse donc une orientation très nette vers un néo-fascisme. Seule l'intervention du mouvement ouvrier freine cette orientation.** C'est parce que les travailleurs américains luttent qu'ils maintiennent un certain nombre de libertés démocratiques.

QUELLES CONCLUSIONS POUVONS-NOUS TIRER ET DE TES ETUDES ET DE NOS CRITIQUES ?

Il manque à notre sens, nous l'avons dit, pour éviter la guerre, un puissant mouvement ouvrier international (et internationaliste). Un tel mouvement, en accord avec tous les opprimés, pourrait faire craquer violemment la superstructure nationaliste et réaliser l'unité mondiale.

Nous ne nous dissimulons pas les difficultés énormes qui s'opposent à une telle réalisation.

C'est cependant dans cette voie que nous devons nous orienter.

Un tel mouvement ne peut s'amorcer que dans les pays où les travailleurs, par leurs luttes incessantes, imposent un minimum de démocratie. Ce n'est pas le cas des pays totalitaires.

Le stalinisme se développe, gagne des adeptes dans les pays dits « démocratiques » en partie grâce à la pourriture du capitalisme engendrant la misère et le désespoir ouvriers et grâce aussi à son aspect « anticapitaliste ».

Notre façon à nous, travailleurs, de lutter contre le stalinisme c'est d'arracher sans cesse au capitalisme, dans la mesure de nos forces, des avantages pour la classe ouvrière ; c'est parallèlement à cette action, et dans cette action, **notre souci constant de dénoncer la mystification stalinienne.**

C'est la voie que nous tracent les syndicalistes américains. Si donc nous voulons que l'Amérique suive « les conseils de Louzon », **c'est sur la lutte des ouvriers américains qu'il faut nous appuyer, sur les luttes des travailleurs du monde,** sur les petites luttes que nous pouvons mener à notre échelle, et également sur les luttes de tous les opprimés.

D'autre part, il faut tenir compte que des millions de travailleurs **font effectivement** l'expérience de **l'exploitation** de la bureaucratie stalinienne. Cette masse peut être un appui pour une lutte révolutionnaire de demain.

NOUS NE NOUS FAISONS PAS D'ILLUSIONS

Il y a de grandes chances pour que le mouvement ouvrier international n'ait pas réalisé à temps son organisation pour empêcher la guerre. Toutefois, c'est dans la mesure où, dès maintenant, nous prenons une telle orientation que nous pouvons donner un espoir aux esclaves russes, gémissant sous le totalitarisme stalinien, que nous sapons dans une certaine mesure dans les pays « démocratiques » le développement du stalinisme, que nous jetons les bases d'une force autonome de la classe ouvrière.

N'aurons-nous pu empêcher la guerre, il s'agira alors de construire au travers de la guerre cette force ouvrière, pour l'emporter au lendemain.

Demain, quand nous lutterons contre l'oppression du totalitarisme stalinien (pire que le fascisme), nous nous trouverons, que nous le voulions ou non, du côté américain.

Si nous prenons aujourd'hui l'orientation que nous préconisons, nous pourrons alors **tenter d'organiser la résistance autonome de la classe ouvrière.** C'est à cette condition que nous aurons des chances de ne pas faire un marché de dupes comme dans la dernière résistance, de ne pas être victimes d'un néo-fascisme américain.

Ainsi, **nous appuyant sur les luttes ouvrières,** constatant que les syndicalistes américains imposent un minimum de démocratie en Amérique par leurs luttes continuelles, appliquant cette méthode, **nous aurons des chances de faire que le nouvel ordre politique mondial qui naitra de la guerre soit libéral et non despotique ; nous aurons des chances de nous orienter vers l'émancipation des travailleurs et de tous les opprimés.**

Félix **RIVIERE.**

P.-S. — Nous sommes reconnaissants à Louzon d'avoir posé brutalement, à sa manière, le problème dans la **R.P.** Tu nous as ainsi, Louzon, obligés à empoigner le problème face à face. Tu nous as permis d'y voir clair **et de ne pas perdre les pédales de la lutte de classes.**

Comment lutter pour la paix

D'abord une question préalable. Lutter pour la paix, mais quelle paix ?

Une remarque : de 1815 à 1914, c'est-à-dire pendant un siècle, il n'y a pas eu de guerres ; j'entends des guerres comme autrefois, guerre de Cent ans, guerres d'Italie, guerre de Trente ans, guerre des siècles de Louis XIV et de Louis XV, guerres de la Révolution et de l'Empire, et plus près de nous les deux guerres mondiales. En ce siècle de paix presque absolue, y a-t-il eu des mouvements pacifistes ? Pas que l'on sache.

Pourquoi donc ce siècle de paix ? Pour des syndicalistes marxistes, dont je suis, la réponse est on ne peut plus simple. Il est dû à un système économique mondial qui permettait aux biens et aux personnes de circuler à peu près librement sur toute la planète. Le capitalisme était internationaliste et comme tel ne supportait ou n'aurait supporté aucune guerre généralisée qui aurait gêné ses affaires ou entravé son développement. Une seule guerre, contre laquelle il s'élevait avec férocité, troublait ses opérations : c'était la guerre des exploités contre leurs exploiteurs.

Cette situation explique l'esprit internationaliste qui animait le mouvement prolétarien ; elle était éminemment favorable à la devise adoptée dans le siècle passé : **Les prolétaires n'ont pas de patrie.** Les capitalistes non plus n'avaient pas de patrie. Mais tout a changé quand les Etats-Nations sont devenus nationalistes, quand ils ont adopté les systèmes économiques protectionnistes, quand ils ont cru que leur économie nationale, leur culture nationale devaient s'isoler grâce à de solides barrières et à toutes autres mesures contrôlant l'entrée et la sortie des biens, des personnes et des idées.

C'est à ce moment et à ce moment-là seulement que la parole de Jaurès était juste : **Le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage.** Alors la guerre était possible, la guerre devenait fatale. La lutte n'était plus entre individus ou groupes se disputant les marchés, mais entre nations se disputant la maîtrise économique du monde. L'ère de l'impérialisme était née.

A ce stade, vers 1900, il est compréhensible que soient nés les mouvements pacifistes, les campagnes organisées contre la guerre. D'instinct, les travailleurs sentent bien que pour eux la guerre c'est le massacre, la ruine et la misère, mais de là à voir exactement la conduite à suivre pour éviter la catastrophe, il y avait un fossé qu'ils n'ont jamais pu combler. Les prolétaires d'aujourd'hui sont plus que leurs maîtres les bourgeois attachés à leurs traditions nationales : ils sont Français, Belges, Italiens, Anglais, Allemands, Russes, Américains, Chinois, etc., avant d'être hommes, avant d'être prolétaires. Ils sont ainsi pour la guerre, sans le savoir. D'autre part, ils ont oublié, ce que leurs ancêtres révolutionnaires savaient très bien, que ce n'est pas l'opinion qu'on a sur l'histoire qui change son cours.

Le résultat, c'est que les plus ardents pacifistes ne sont en réalité que d'ardents bellicistes. Ne croyez pas que ce soit là un paradoxe.

En 1914, 99 % des pacifistes ont trahi leur serment, ou leurs sentiments, persuadés que leur devoir était de défendre la France qui, parait-il, était attaquée, et dans ce cas un pacifiste devait faire son devoir ! Or, c'était totalement faux : la vérité, c'est que les dirigeants capitalistes, Français et Anglo-Saxons, ont fait la guerre aux Allemands parce que ceux-ci produisaient à meilleur marché et menaçaient ainsi leur hégémonie économique sur les marchés mondiaux. La deuxième guerre mondiale n'a au fond pas eu d'autre cause. Pour la faire accepter par les travailleurs, elle a été camouflée de guerre au fascisme. Et 99 % des pacifistes ont marché comme en 1914. Comment ne voient-ils pas aujourd'hui qu'on les a trompés puisque Anglo-Franco-Américains limitent la production des Allemands, les condamnent au chômage, les empêchent de construire des bateaux, de fabriquer de l'acier et quantité d'autres produits manufacturés. Les Russes, eux, les font travailler en esclaves.

Aujourd'hui, la situation est la même. Je parle bien entendu du mouvement contre la guerre, du mouvement pacifiste. Il existe cependant une petite différence. Il y a deux sortes de pacifistes : ceux qui sont pour la paix russe et ceux qui sont pour la paix américaine. Que demain la guerre éclate ! 99 % des pacifistes, participant à ces mouvements officiels, marcheront, les uns contre les Occidentaux, les autres contre les Russes avec le même enthousiasme, ou le même silence que leurs devanciers de 1914 et de 1939. Et ceux qui prétendent être pour la paix tout court feront comme les uns et les autres. Ayant vécu activement ces temps maudits de mensonge et de comédie je dis : **Assez ! je ne marche plus. A bas le pacifisme !**

Est-ce à dire qu'il ne faut rien faire contre la guerre, ou pour établir la paix sur la terre. Nullement. Mais il faut bien se persuader que ce n'est pas en protestant contre la guerre par des réunions, des manifestations, des ordres du jour, des signatures ou même des grèves que l'on influencera le cours des événements. Ça fait à peu près autant d'effet que les bulles du pape et les prières des chrétiens. Nous aurons la paix — j'entends la paix entre les peuples — quand il n'y aura plus de frontières économiques, quand biens, personnes, idées pourront circuler librement partout comme les piétons et les véhicules sur les routes ; quand un ouvrier italien, polonais, allemand, pourra venir travailler à Paris sans risquer d'être molesté par des ouvriers français ; quand les oranges d'Espagne, le beurre danois, les casseroles allemandes, les tissus japonais, les vins français, etc., pourront librement se vendre sur tous les marchés du monde ; quand un homme quelconque pourra se déplacer, aller à Paris, à Moscou, à Londres, à Chicago, à Pampelune, sans passeport, comme on va d'un village à l'autre, sans qu'on farfouille dans ses valises, dans ses poches et sans qu'on lui demande s'il croit en Dieu, en Staline ou en Truman, etc., etc. Voilà les conditions à créer, la lutte à conduire pour que règne la paix entre les peuples. **Pour des syndicalistes qui veulent lutter pour la paix, existe-t-il un plus beau programme !**

Or, si je me base sur les sentiments et les opinions qui courent le monde, où sont les gens (syndiqués de toutes obédiences compris) qui réfléchissent à ces vérités élémentaires ? En faisant la bonne mesure, la proportion est-elle de **un pour cent** ! Alors que l'on ne casse pas les pieds aux camarades comme Louzon, qu'on accuse d'être pour la guerre, et qui seuls voient et posent la question comme elle doit être vue et posée.

J. FONTAINE.

* Intervention de J. Fontaine à une réunion du Cercle syndicaliste de Lyon.

VERS L'ABSURDE

Les trois derniers numéros de la *R.P.* sont particulièrement riches de substance et propres à susciter des *réflexions utiles*. J'entends réflexions utiles dans le sens opposé à l'idée de polémique. La grande liberté d'expression que nous laisse la *R.P.*, et qui est tout à son honneur, nous fait une obligation en effet de mesurer nos termes, d'exposer courtoisement nos vues sur toutes choses, de nous méfier de cette tendance fâcheuse à voir des imbéciles ou des crétins en ceux qui n'acceptent pas telle explication du monde, ou quelque chose de *monstrueux* dans un exposé de vérités désagréables. On devine tout de suite où je veux en venir, c'est aux réactions provoquées par l'article de Louzon : *La paix sera le produit de la force*. A cet article, Nénert, que je ne connais pas, répond par une sorte d'ultimatum : *...si vous désirez éviter la rupture avec les pacifistes purs, c'est à vous de désavouer sans équivoque les monstrueuses théories de Louzon. Je souhaite que vous ayez enfin ce courage et cette clairvoyance.*

Tout doux, camarades ! Permettez à un bonhomme de 76 ans de s'immiscer dans cette querelle en montrant philosophiquement comment deux controversistes de bonne foi peuvent avoir également tort et également raison du fait que, dans cette question *de la paix ou de la guerre*, l'évolution rapide des techniques a modifié les aspects du problème, ses données matérielles et l'ensemble des idées morales qui s'y attachaient. C'est maintenant, et à proprement parler, un problème insoluble. Insoluble devant la conscience humaine alors qu'il l'était encore, théoriquement s'entend, il y a une douzaine d'années. Je m'expliquerai le plus clairement possible avec le souci de ménager des camarades également sincères. Mais d'abord que je redise à Louzon que le monde n'est pas modelé, orienté, dominé uniquement par le matérialisme qui, selon lui, expliquerait l'évolution des civilisations et déterminerait les grands courants qui les ont poussés vers telle ou telle conquête. J'ai appelé « croyances » tout cet ensemble de sentiments, de mysticisme irrationnel, d'illusion, d'imaginations *dont est fait cet entrelacement des actions humaines* et d'où sortent les formes nouvelles de la vie et également les erreurs fécondes (Benedetto Croce *dixit*).

J'extrais cela du livre de Dommanget, cité par Jacquet. Les croyances ne viennent pas de la lune, m'a-t-on déjà objecté. Mais si, elles viennent de la lune, en ce sens qu'elles viennent d'un tréfonds humain sur lequel la Raison, la Vérité, l'Evidence même n'ont aucune prise. Plus d'un million de jeunes communistes (je ne parle pas des roublards « engagés » qui exploitent leur crédulité) sont de ces croyants que rien ne démonte, des religieux qui s'ignorent. Et vous auriez beau, Louzon, leur opposer toutes les dialectiques les plus convaincantes, vous ne les convaincriez pas qu'ils sont trompés ou qu'ils s'illusionnent eux-mêmes. C'est une *croyance* qui soutient leur enthousiasme. Pour eux, le Bonheur est en Russie, Staline est un sage ou un Dieu, la Justice règne en U.R.S.S. La vérité est là-bas, le socialisme est là-bas, rien n'y cloche ; et tout ce qui contredit ces affirmations est l'œuvre d'hérétiques abominables bons à liquider pour que s'étende sur le monde l'œuvre paradisiaque née dans cette prestigieuse patrie idéale. A tous les âges de l'histoire des croyances diverses mais de cette même nature psychologique ont déterminé les actions humaines autant que les intérêts matériels. En histoire, en philosophie, en sociologie, en politique, *un système* est toujours une réduction arbitraire de la complexité des choses. Dès qu'on utilise le système les choses débordent de toutes parts.

Eh bien ! il y a un « pacifisme pur » qui est également *une croyance*. Il est une défense sentimentale, une réprobation de la conscience contre la guerre et ses horreurs. Mais lui aussi est irrationnel. Vous ne pouvez pas lui répondre efficacement par vos raisons tirées de faits et d'exemples évidents. Ces arguments n'ont aucune prise sur des croyances.

Que sont ces évidences, ces arguments tirés des faits ? Louzon les a fort bien mis en lumière dans son article : *La paix sera le produit de la force*. Tout ce qu'il a écrit serait pertinent et inattaquable... si cela avait été écrit avant les découvertes modernes des possibilités offertes à la guerre par les réalisations scientifiques que l'on sait. Jusqu'à notre époque toute récente une guerre mondiale pouvait encore apparaître comme le heurt violent et sanglant de forces antagonistes, à la suite duquel il restait un vainqueur. Le vaincu n'était jamais détruit, anéanti. La mesure des guerres du passé ne devint jamais telle que ce vaincu n'ait pu se relever, continuer d'exister, voire de prospérer, souvent par la grâce, ou la volonté raisonnable et intéressée du vainqueur. Il faut bien reconnaître que dans ces temps encore proches, la paix ne fut jamais conquise ou assurée que par la force.

Louzon a eu le courage de mettre en lumière cette vérité qui crève les yeux de tout homme dont l'esprit débarrassé des ténèbres mensongères s'est penché sur l'histoire pour y scruter inexorablement les causes et leurs enchaînements. Personnellement, je me plais à rendre hommage à la lucidité avec laquelle Louzon nous a montré cette vérité crue qui nous déplaît mais qui est la vérité. S'il était besoin de venir en aide à Louzon pour appuyer son point de vue je me ferais fort d'y apporter de solides renforts. Oui, il est parfaitement exact que dans d'autres temps on pouvait arrêter un agresseur par la force combinée des peuples pacifiques décidés à cette mesure de police. On ne faisait que transposer dans le domaine international et sur un plan beaucoup plus vaste la conception policière de l'Ordre admise dans toutes les nations du monde. Ici le malfaiteur est appréhendé ou tué ou réduit à merci. Et la paix reparait. Et l'ordre est rétabli.

Après avoir jusqu'à la limite du bon sens et de l'esprit pacifique défendu le rapprochement franco-allemand, j'ai dû me révolter à la dernière heure contre la mauvaise foi, la fourberie de Hitler et sa volonté avérée de conquérir la suprématie en Europe et *d'organiser le monde pour mille ans* (à l'allemande bien entendu). Moi aussi, Louzon, je me suis fait engueuler par les pacifistes purs, intégrants qui ne se doutaient pas que quelques mois après Munich ils auraient non seulement la servitude qu'ils préféraient à la guerre mais les deux : la guerre et la servitude. Aujourd'hui qui ne conviendrait que si l'Europe, y compris la Russie, avait dit : Non ! au moment de Munich ; que si la Société des Nations avait été organisée de telle sorte qu'elle pût opposer ses forces conjuguées à l'agresseur il y avait quatre-vingt-dix chances sur cent pour que Hitler renonçât à ses entreprises conquérantes ? La réplique d'une police internationale armée a manqué à l'ancienne Société des Nations. Et l'on peut tenir pour constant qu'en toutes circonstances le fou, l'ambitieux ou l'aveugle intoxiqué d'esprit de guerre ne se soucie jamais des exhortations parénétiques, il ne recule que devant la force :

tout ce qui est faiblesse ou lâcheté excite et favorise son dessein. C'est vieux comme le monde.

Mais maintenant ?...

Je me retourne vers le camarade Nénert et je lui reprocherais, moi, de n'avoir pas servi à Louzon un argument de poids, qui aurait beaucoup plus de portée que cette sorte d'ultimatum dont j'ai parlé et qui s'accompagne du reproche de soutenir des *théories monstrueuses* alors que Louzon ne soutient aucue théorie mais expose ce que sont en fait les vraies réalités depuis toujours.

Et cet argument de poids, le voici :

Est-il possible dans l'état actuel de la science (utilisation de l'énergie nucléaire) de concevoir encore une guerre classique, une guerre dans laquelle il y aurait un vaincu et un vainqueur survivants et établissant entre eux un traité de paix ? C'est là l'angoissante question. Si c'est encore possible, Louzon a toujours raison : il faut opposer la force des nations pacifiques unies à l'agresseur. Mais je réitère avec la même incertitude anxieuse : Est-ce encore possible ? La Russie, comme l'Amérique, possède ou possédera promptement non seulement la bombe atomique mais d'autres engins plus destructeurs encore. En cas de guerre généralisée — toute neutralité étant impossible, comme le montre fort bien Louzon — il ne s'agira plus du tout de ces luttes grandioses quoique effroyables déjà que nous avons connues naguère ; il s'agira d'un anéantissement total de civilisations et de vie humaine sur de vastes continents. Il ne restera même plus personne peut-être pour signer des traités quelconques. Et la paix ne sera plus la paix dans la conception d'autrefois, mais la paix des déserts et de la mort.

Voilà ce que l'on peut envisager et qui peut justifier non seulement la réaction de ces croyants naïfs que sont les pacifistes purs, mais celle aussi de tous les hommes de bon sens qui admettaient comme efficace et raisonnable l'intervention de la force contre un agresseur éventuel quel qu'il soit. Si la guerre future doit anéantir le gendarme et le voleur, il devient alors parfaitement absurde au voleur de braver le gendarme et au gendarme de songer à arrêter le voleur.

Alors, quelle conclusion tirez-vous de vos propres remarques, me dira-t-on ? Quelles solution ou attitudes conseillez-vous ? Hélas ! je ne suis pas plus magicien ni devin que Louzon. Lui semble croire que l'ère de la bombe atomique ou à hydrogène n'a rien changé et que son raisonnement valable pour l'époque passée vaut encore pour l'époque à venir. Il doit probablement en être aussi assuré qu'il l'est de la valeur durable du matérialisme historique de Marx. Tant mieux pour lui ! Ça lui permet de nous offrir une perspective bien sombre mais encourageante tout de même : celle d'une guerre d'extermination de laquelle sortirait enfin la vraie paix ! Mais je vois que les camarades regimbent un peu de tous les côtés et qu'ils n'ont pas l'air très convaincus.

Je conclurai donc, moi, par quelques vues bien modestes et que voici : Il faut préconiser sans cesse la conciliation, la négociation, et pousser jusqu'à l'extrême la bonne volonté de trouver une entente sur les problèmes qui divisent le monde. Il ne faut même pas reculer devant des concessions pénibles qui peut-être sont dures à l'amour-propre, mais qui sauvegardent tout de même l'honneur et la vie des nations. Donc, reculer jusqu'aux bornes les plus lointaines la limite de la patience et de la magnanimité. Et puis, ma foi, si l'on se trouve en face d'un Picrochole dont l'attitude « *est tant hors les metes de raison, tant abhorrente de sens commun, que à peine peut elle estre par humain entendement conceue,* les hommes fiers doivent faire comme le bonhomme Grandgousier de Rabelais, c'est-à-dire *se résigner à ceste fatale destinée de se defendre et guarder contre les furieuses entreprinses non tolerables à personnes libères.*

Mais alors, tout en osant regarder en face cette extrémité, n'est-il pas permis de penser que, même en face de la supériorité militaire de la Russie, il eût été plus convenable de créer d'abord l'Europe et de la fortifier économiquement, politiquement et moralement avant que de l'armer ? Ainsi de la paix pouvait naître la paix par l'usure de la peur. Car la guerre risque toujours de surgir de la peur que l'on a et du désir de faire peur aux autres. Il me paraît illogique de parler d'abord d'armer une Europe inexistante. Il valait mieux, je crois, s'employer à la faire. D'autant que, se bâtissant petit à petit, elle organisait ses forces de sécurité en même temps. On a mis la charrue devant les bœufs sous l'impulsion de la peur et dans le grand désarroi qui règne sur le monde. Je veux bien n'être qu'un pauvre couillon. Mais il me semble qu'il y a plus de sagesse dans mes propos et mes écrits que dans la tête de ceux qui mènent le monde à notre triste époque. Où sont les orgueilleux ? Eux ou moi ?...

VALLET-SANGLIER.

FÉROCITÉ BOURGEOISE

...La scène s'est passée en omnibus.

La voiture avait été arrêtée par un convoi de prisonniers escortés de soldats et d'une forte escouade de policiers.

Ce spectacle fut naturellement un sujet de conversation dans l'omnibus et remit sur le tapis les prétendus « crimes » des fédérés.

C'était contre ceux-ci un tolle général.

Cependant, quelques paroles de pitié pour les malheureux qui venaient de passer s'échappèrent des lèvres d'un voyageur.

Alors une vieille dame à l'air vénérable, placée en face de ma femme, se met de la partie :

— Le beau malheur ! dit-elle d'un ton calme et méprisant ; on aurait dû les fusiller tous et leurs enfants avec.

Puis, comme on se récriait :

— Mais vous ne comprenez donc pas que lorsque les enfants auront vingt ans, ils voudront venger leurs pères : ce sera à recommencer...

Gustave LEFRANÇAIS
« Souvenirs d'un révolutionnaire »
(pp. 591-592)

La renaissance du syndicalisme

DÉVIATION, ET NON FAILLITE

Claveyrolas a posé le problème en ne voyant qu'un des aspects de l'évolution technique et économique de la société depuis 1910. Mil neuf cent dix, date approximative pour marquer la fin de la prééminence du capitalisme libéral. Il a été frappé par l'étude de Simone Weil : « Allons-nous vers une révolution prolétarienne ? » et en a développé les conclusions. Une étude de Louzon, le Burnham, n'ont fait que préciser la même idée, que la technique du XX° siècle détourne l'ouvrier de la prise de conscience de son sort et des possibilités de son émancipation, et qu'une nouvelle classe, celle qui dirige effectivement et coordonne la vie économique, est appelée à prendre la direction politique.

Ce caractère du monde actuel est indiscutable.

Mais ce n'est qu'un des caractères du monde actuel.

L'abrutissement des ouvriers dû au machinisme, à leur asservissement à la machine ? Ça existe. Mais combien d'ouvriers sur les neuf à dix millions qui sont en France subissent vraiment cet asservissement ? Le travail à la chaîne occupe combien d'ouvriers en France ? Voyons un centre industriel, Roche-la-Molière par exemple. Quatre mille mineurs. Quelques centaines de mineurs réels, hommes de métier. Des hommes abrutis par le travail, détournés de la nécessité de défendre leurs droits et devenus incapables de penser à leur émancipation parce que le travail, le mode de travail les a écrasés ? Allons donc ! Laissons dire ça aux intellectuels qui veulent tout comprendre et appliquer les règles de la logique à des domaines qui ont une logique qui ne cadre pas avec celle des manuels de philo ou les axiomes de ceux qui pensent **pour** la classe ouvrière.

Quant aux trois mille et quelques autres, ils ont des tâches qui ne les écrasent pas. De même que le boiseur ou le piqueur sont appelés à tout instant à faire preuve d'initiative, l'ouvrier de l'extérieur ne se sent pas enchaîné au point de se considérer comme un rouage inconscient d'une énorme machine. Poètes et intellectuels leur ont souvent inculqué des « états de conscience » qu'ils n'ont pas ressentis ou qu'ils ont parfois — superficiellement du moins — fini par considérer comme des réalités.

Allons au Chambon, centre métallurgique. Pas de grande boite qui happe l'ouvrier au portail et l'entraîne, l'emporte malgré lui dans des tâches qui le prennent sans qu'il ait la possibilité de réagir et d'éprouver même la sensation qu'il a fait de lui-même quelque chose. Et, en majorité, de « petites boites » où l'ouvrier évolue dans un milieu familier, où il vit par bien des manières.

La fatigue physique, l'écrasement pur et simple provoqué par une grosse dépense d'énergie ? C'est un fait. Ça n'explique pas le renoncement à la prise de conscience de la réalité et des possibilités de travailler à un avenir meilleur.

Et puis, il faut tenir compte de l'évolution sociale considérée dans les diverses branches d'activité. Ainsi que le souligne Fourastié, l'activité secondaire (industrielle) dans nos sociétés modernes tend à décroître au profit des activités tertiaires. Le prolétariat industriel ne constitue plus qu'une minorité dans la population active. Ce prolétariat est dispersé dans des entreprises aux dimensions les plus variables et aux méthodes de travail les plus diverses.

L'attrait du « tertiaire », où l'on a un mois assuré et une retraite, ou un bénéfice très appréciable garanti, est devenu la porte de sortie pour beaucoup d'ouvriers, pour une grande partie des militants d'abord, pour les fils d'ouvriers ensuite.

L'instabilité, la crainte du chômage ou du renvoi, l'insécurité... voilà ce qui pèse, voilà le fardeau qu'on cherche à éviter et qu'on veut épargner à ses enfants. Et la porte de sortie est là, dans cette société qui a besoin de plus en plus de fonctionnaires, de dentistes, de commerçants, de journalistes, d'employés de bureau.

Dans l'immédiat, on songe à gagner la croûte, à maintenir ou à améliorer le menu. D'où l'intérêt du côté revendicatif des syndicats.

L'évasion ? On la voit, on la sent dans l'évolution de la société où l'on se meut. Et l'on n'éprouve pas le besoin de briser les cadres de cette société.

L'activité des partis dits ouvriers et celle des syndicats ont, d'autre part, orienté les hommes vers des transformations de structure qui n'exigeraient aucun effort. Le capitalisme est la cause de tous les maux, il faut le supprimer. Ça ne se discute plus. Ça s'est fait en Russie. Ici des tas de gens s'offrent pour réaliser l'opération. Il n'y a qu'à pousser à la roue. On n'a rien à y perdre. On se doute bien que de nouveaux dirigeants, c'est-à-dire les anciens flanqués de « révolutionnaires », profiteront de l'opération. Mais on s'y résigne. Il y aura tout de même quelque chose de changé !

...J'essaie d'exprimer un peu l'état d'esprit de l'ouvrier... que traduisent les intellectuels qui ont dégagé de grandes lois... et proposé des solutions qui font leur affaire, la leur.

Ces ouvriers qui subissent leur milieu, que cent ans de parlementarisme et des décades de socialisme d'Etat ont détournés de la voie qui conduit à leur libération, ne sont plus syndicalistes, ne croient plus aux vertus d'un syndicalisme révolutionnaire. Ils vont au syndicat parce qu'ils en ont besoin parfois, qu'il est là quand le patron exagère, qu'il parle pour eux... Ils ne cotisent même pas s'il n'y a pas un collecteur tenace, toujours présent à la paye. La belle excuse : la division...

Quand on regarde en arrière, on voit une évolution, très lente d'abord, puis plus rapide, dans les conditions de vie. A la base se trouvent les techniques nouvelles. Mais les hommes ne se plient pas automatiquement aux nouvelles conditions de travail et de vie. Les institutions du stade dépassé et les traditions subsistent, qui freinent, freinent tellement qu'un choc est parfois nécessaire, qui pousse plus loin que les possibilités du moment et oblige à des retours en arrière, à des mises au point.

Mais à chaque étape, caractérisée par un mode de production déterminé, l'action des producteurs constitue l'élément de progrès, celui qui fait bénéficier l'ensemble de la société des bienfaits du nouveau mode de production, que les dirigeants des techniques nouvelles tendent à orienter vers leur seul profit.

Le prolétariat d'après 1830 a obligé les patrons à améliorer les conditions de travail et de vie des ouvriers, à y penser même. Son action a été surtout efficace lorsqu'elle a été spontanée, orientée vers des buts précis, sentis et voulus par l'ensemble, lorsqu'elle a été coordonnée et dirigée en toute indépendance. Un point subsiste de l'Histoire des cent dernières années, et qu'on oublie ! C'est l'efficacité de la lutte ouvrière lorsqu'elle reste sur le terrain économique et qu'elle s'exerce en toute indépendance contre le patronat et l'Etat.

Un autre point encore. C'est que cette action a laissé entrevoir la libération des exploités, une libération que les exploités eux-mêmes réalisaient par leur participation réelle au fonctionnement de l'entreprise et à la répartition des produits du travail.

Et ça, ces deux points, c'est le socialisme ouvrier de la Première Internationale, des Bourses du Travail, de la C.G.T. naissante, c'est le syndicalisme révolutionnaire.

Il n'a touché qu'une minorité. On a cru qu'il pouvait gagner l'ensemble, que la conscience de la force ouvrière devait gagner l'ensemble, qu'on pouvait y arriver par l'éducation des « masses » (mot qui est en contradiction avec l'idée d'éducation et de prise de conscience).

On s'est trompé. Et cela n'est pas dû aux techniques nouvelles. C'est parce que les hommes sont des hommes. C'est-à-dire qu'ils sont pris par leur milieu, absorbés par les conditions de vie qui leur sont faites, qu'ils ont des besoins d'évasion quelle que soit leur situation, mais qu'ils ont une tendance naturelle à ne pas s'accrocher aux problèmes généraux, une tendance naturelle à suivre les courants qui traduisent un besoin plus ou moins précis de changement...

Et, pendant qu'on continuait à répandre ces idées de transformation sociale par les producteurs associés, se sont développés la grande entreprise et l'Etat. L'ouvrier s'est parfois senti isolé, impuissant, et l'Etat est devenu le grand arbitre des conflits, le grand soutien de toutes les victimes de l'ordre social ; le seul capable d'intervenir dans la vie des grandes entreprises et de limiter, voire de supprimer le pouvoir de leurs possesseurs.

Ere nouvelle ? Non. Nouvelle phase de l'exploitation capitaliste. Un grand, un colossal patron s'est installé à côté de la multitude des moyens et petits patrons. Ses services se sont multipliés, le nombre des fonctionnaires s'est accru démesurément — et celui des emplois stables. Et le mouvement syndical a été envahi par ces nouveaux travailleurs ; une solidarité s'est imposée entre employés de l'Etat — utiles ou non — et ouvriers. Et bientôt il n'y a plus eu de mouvement syndical ouvrier.

La centralisation a gagné le mouvement syndical, qui a surtout cherché à agir sur l'Etat ; les revendications ouvrières se sont trouvées encastrées dans un ensemble qui permet encore les réactions à la base, mais finalement les enraye.

Ajoutons à cela la confusion créée par les aspirants au pouvoir... et nous nous trouvons dans cette situation : Plus de mouvement ouvrier distinct avec ses buts et ses moyens d'action propres.

Pour n'avoir pas voulu m'associer aux conclusions de Claveyrolas, j'en suis tout de même revenu à expliquer la déviation du mouvement syndical par la prédominance de l'étatisme et du dirigisme que le capitalisme de grandes unités a provoquée.

Mais je dis : Déviation.

Je ne dis pas : Faillite.

Le mouvement syndical s'est trouvé engagé dans une voie qui n'est pas la sienne. Il a été victime des faiseurs de systèmes, des intellectuels du socialisme. Mais le syndicalisme n'a pas fait faillite.

Le problème de la défense ouvrière reste posé, de même que celui de l'émancipation ouvrière. Ils restent posés tous les deux, mais face à deux forces d'oppression et d'exploitation : le patronat et l'Etat, qui ont tous deux intérêt à domestiquer la base qui produit.

Et lorsqu'on veut revenir au syndicalisme, on s'aperçoit qu'il faut recréer complètement le mouvement, le reconstruire avec les seuls producteurs, producteurs de marchandises ou de services utiles. Problème de structure, d'abord, car les intérêts ouvriers ne sont pas ceux de quantité de fonctionnaires ou de travailleurs des services publics ; ils ne sont pas ceux des « coordinateurs » ou dirigeants qui se sont substitués aux anciens propriétaires des moyens de production.

La force ouvrière reste une force distincte. Une force qui doit avoir conscience de sa place à côté des autres forces sociales. Conscience de ses possibilités. Une force qui doit rester indépendante, garder ses propres moyens d'action, une force qui doit conserver sa volonté de libération par son effort à elle.

Cette force doit donc se manifester et dégager ses moyens d'action d'une analyse objective de la situation économique et non d'axiomes établis par des penseurs d'il y a cent ans, ou par de grands logiciens acquis au planisme, ou par des fonctionnaires bien établis.

Elle doit s'affirmer sans concessions aux théoriciens du socialisme organisé. Examiner les problèmes tels qu'ils se posent, et non en fonction de systèmes préétablis. Habituer les ouvriers à voir la situation telle qu'elle est.

C'est le retour au syndicalisme d'action directe et au socialisme ouvrier, considéré comme le résultat normal d'une action continue contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Si un tel syndicalisme reprenait vie, il ne tarderait pas, dans la confusion actuelle, à devenir une force prédominante.

Que trouverait-il en face de lui ?

Des profiteurs du pouvoir ou des aspirants profiteurs du pouvoir. Des conservateurs incapables de s'adapter aux nécessités des conditions nouvelles de vie. C'est peu.

Partant de la réalité, d'une réalité qu'il connaît bien, il s'imposerait d'abord aux ouvriers qu'il dégagerait de la mystique de l'étatisme et chez qui il ferait renaître une vraie conscience de classe, synonyme de conscience de la fonction ouvrière et de la situation économique, et il s'élèverait à l'internationalisme par la pratique de l'action. L'idéal syndicaliste prend forme par l'action.

Pas nécessaire que tous les ouvriers pensent en même temps les mêmes problèmes. Mais qu'ils vivent leur entreprise et qu'ils voient le monde sans œillères. Le bon sens ouvrier existe. C'est des appels au bon sens qu'il faut, plus que des théories.

Il y a démocratie, non quand chaque membre de la société voit dans le détail tous les problèmes qui se posent à la collectivité, mais lorsque tous ont la possibilité de juger. Il faut simplement rendre aux ouvriers cette possibilité de juger, par l'habitude d'examiner objectivement les faits. Et ça, ça pose le problème de l'éducation ouvrière sous un angle nouveau : Revenir à la réalité, à l'entreprise, à la compréhension de la vie économique. Et non partir de théories pour y plier la réalité.

U. THEVENON

DIX-NEUF JOURS DE GREVE A LA R. A. T. P.

Pour bien comprendre l'ardeur du personnel de la R.A.T.P. à défendre ses revendications et son union dans la lutte, il est nécessaire de rappeler le passé.

La R.A.T.P. est née de la fusion de la Compagnie du Métropolitain et de la S.T.C.R.P. ; le personnel de ces deux compagnies avait lutté pendant de nombreuses années pour obtenir l'assimilation au personnel de la Préfecture de la Seine.

Assimilé pendant dix-sept ans, il cessa de l'être lorsque fut créée la R.A.T.P. par la loi du 21 mars 1948. Cette loi, qui fut votée au Parlement et au Conseil de la République n'apportait pas la possibilité d'une gestion saine.

En 1948 fut décidé un reclassement qui n'était plus cette fois basé sur l'assimilation, mais plutôt sur des salaires comparables à ceux de la S.N.C.F. Dès la promulgation de ce reclassement le syndicat Force Ouvrière (maîtrise et cadres) entamait une action sur son illégalité, les organisations syndicales n'ayant pas été consultées avant sa promulgation. Depuis, le personnel n'a cessé de réclamer des salaires équivalents à ceux qu'il aurait conservés s'il était resté assimilé.

Dans le passé, le point d'accrochage a toujours été l'ouvrier qualifié de la Préfecture qui avait un salaire en parité avec celui des agents des anciennes compagnies. Nous avons donc, depuis longtemps, réclamé, que tout en conservant nos parités internes, d'échelles et d'échelons, nous obtenions, pour l'ouvrier qualifié, base de nos catégories, un salaire comparable à celui de la Préfecture.

Le syndicat Force Ouvrière, fidèle représentant de ses mandants, était intervenu auprès de la direction des pouvoirs de tutelle pour obtenir cette modification du reclassement. Nous avons, au cours de ces audiences multiples, largement informé les responsables de l'état d'esprit du personnel particulièrement monté contre les injustices dont il était la victime. Je ne citerai pour mémoire que deux exemples bien caractéristiques :

1) le salaire d'un machiniste d'autobus est inférieur de plus de 6.000 francs à celui d'un conducteur de benne à ordures ;

2) un chef de train du réseau ferré gagne 7.000 francs de moins qu'un bûcheron élagueur de la Préfecture de la Seine, profession à laquelle il était assimilé avant la guerre.

Pour l'ouvrier hautement qualifié, la différence est encore plus grande. C'est pourquoi, dans l'attente de cette modification, nous avons réclamé une augmentation uniforme de 6.000 francs par mois et pour tous.

Ne pouvant obtenir satisfaction, le syndicat Force Ouvrière adressa le 4 janvier une lettre à toutes les organisations syndicales leur demandant de se réunir de façon à examiner en commun un cahier revendicatif dont le premier point était le respect intégral de la loi de péréquation, loi violée plusieurs fois déjà, ce qui privait nos retraités de sommes importantes.

Le deuxième point était l'obtention immédiate de 6.000 francs par mois pour tous, en attendant une revalorisation des salaires des agents de la R.A.T.P. sur la base des traitements des agents des services publics de la région parisienne.

Les syndicats se réunirent le 8 janvier et émirent ce jour-là des avis différents sur l'action à mener.

Devant cette position, le syndicat général Force Ouvrière, réuni en assemblée générale le 12 janvier, donnait mandat à son bureau de proposer aux organisations syndicales une grève illimitée, si besoin en était, pour obtenir la satisfaction de ses légitimes revendications.

Nouvelle réunion le 18 janvier. Ce jour-là le syndicat autonome traction commença à montrer ses exigences ; il demandait, en effet, avant tout engagement, la signature par les autres syndicats d'un papier déclarant que ces derniers défendraient pour la catégorie « conducteurs » un écart constant de 55 points avec les autres catégories. Les indépendants étaient pour une grève limitée, la C.F.T.C. et la C.G.T. pensaient que le mois de janvier n'était pas propice pour engager une grève longue et difficile.

Il fut néanmoins décidé qu'ils adresseraient en commun une lettre au président du Conseil, M. Pleven, pour lui demander un entretien.

Le 19 janvier, le conseil d'administration de la Régie décidait de répartir une somme de 600 millions avec minimum de 1.250 francs pour le petit personnel.

Devant cette position, le syndicat Force Ouvrière demandait, devant l'insuffisance du crédit, la répartition intégrale au petit personnel. Cette proposition fut rejetée et nous apprenions le 22 janvier que M. Pleven recevrait les organisations syndicales le 26 du même mois.

Le syndicat autonome traction continuant toujours ses manœuvres, nous jugions nécessaire de convoquer tous les conducteurs à une assemblée générale le 24 janvier. Ce jour-là, les syndicats unanimes indiquèrent aux conducteurs qu'ils étaient d'accord pour défendre leurs avantages acquis, mais se refusaient, par contre, à empêcher d'autres catégories d'obtenir les mêmes avantages.

Le 26 janvier, nous étions reçus chez le président Pleven qui écouta avec beaucoup d'attention l'exposé de nos revendications. Il nous répondit que sur le respect de la péréquation notre position était solide et qu'il désirait nous donner satisfaction. Que sur le deuxième point, il était nécessaire qu'il se renseigne, et qu'il nous donnerait sa réponse à son retour d'Amérique.

Le 3 février nous étions convoqués chez le président du conseil d'administration de la Régie qui nous indiquait qu'il n'avait pas encore reçu de réponse du président Pleven, sauf sur un projet de retenue pour retraite à partir du 1er janvier 1951, ce qui n'était pas là encore le respect de la péréquation.

A la suite de cette audience, la C.G.T. proposa une assemblée générale de tout le personnel, la constitution d'un comité de grève. Accepté par la C.F.T.C., mais refusé par les indépendants qui préconisaient un referendum contrôlé par l'Inspecteur du Travail ; refusé également par le syndicat autonome traction et par le syndicat autonome ferré, le syndicat général Force ouvrière fit savoir qu'il n'accepterait le comité de grève que lorsque la grève serait effectivement décidée. Il rappelait, d'autre part, que mandaté par son assemblée générale, il était prêt depuis le 12 janvier à partir dans une grève illimitée.

Décidé à aller jusqu'au bout des négociations, le syndicat général Force Ouvrière demandait à son bureau confédéral d'intervenir auprès de M. Pleven. Celui-ci fit connaître sa réponse : il accordait 80

millions de plus, soit 200 francs par mois pour les basses échelles. Mais là encore ces sommes n'étaient pas soumises à retenue pour retraite.

Devant cette position intransigeante des pouvoirs de tutelle, et la nervosité chaque jour plus grande du personnel, le syndicat F.O. proposa la grève illimitée, la constitution immédiate d'un comité central de grève sur la base des bureaux syndicaux.

La C.G.T., par contre, réclamait la constitution de comités de grève de base, et l'élection par ceux-ci du comité central de grève. Devant la fermeté de notre position la C.G.T., la C.F.T.C. s'y rallièrent, par contre le S.A.T. et les indépendants s'y opposèrent.

Les syndicats décidèrent une grève d'avertissement de 24 heures qui eut lieu le 26 février et qui prouva la combativité et l'union dans l'action de tout le personnel.

La crise ministérielle retarda la grève illimitée. Nous avons toutefois, pendant cet interrègne adressé des demandes d'audience aux présidents du conseil désignés ou investis. Nous ne reçûmes, il faut bien le signaler, aucune réponse.

M. Queuille, qui forma le gouvernement, savait que les organisations syndicales désiraient l'entretenir de leurs revendications, étant donné qu'une demande d'audience lui avait été faite alors qu'il n'était que président du Conseil désigné. N'obtenant aucune réponse, le comité central de grève décida de passer à l'action et décréta la grève pour le vendredi 16 mars.

On nous a souvent reproché de ne pas avoir attendu le lundi, jour choisi par M. Queuille pour nous recevoir. A cela nous pouvons répondre, très franchement, comme nous l'avons fait au président lui-même : la grève est une bataille sociale, il faut donc, quand on s'y engage, avoir le plus d'atouts possibles. C'est pourquoi, alors que la grève était décrétée pour le vendredi, nous ne pouvions la reculer, étant donné que pendant ce retard, le gouvernement aurait eu la possibilité d'amener à pied-d'œuvre ses camions militaires, qui auraient tenté de briser notre mouvement à son départ. Il y avait aussi, à tenir compte de l'ouverture de la période des congés annuels.

D'autre part, pouvions-nous espérer, en toute logique obtenir quelque chose de plus de M. Queuille que de M. Pleven ? Là encore, nous ne le pensons pas ; seule l'action pouvait faire plier le gouvernement, mal renseigné sur l'état d'esprit du personnel de la R.A.T.P., et par ce fait même, décidé à ne pas lui donner satisfaction.

En toute objectivité, on peut poser la question au gouvernement responsable : Combien a coûté à l'Etat cette grève que l'on pouvait éviter, avec un peu plus de psychologie et de connaissance du monde du travail ?

Il reste maintenant à exposer aussi rapidement que possible l'état d'esprit et le comportement du personnel dans cette dure lutte de 19 jours.

Chaque jour, de nombreuses réunions avaient lieu, elles rassemblaient, au coude-à-coude, le personnel du réseau ferré et celui du réseau routier, magnifique résultat déjà, car ces deux personnels se connaissaient peu et, il faut bien le dire, se regardaient souvent en chiens de faïence.

Pendant ces 19 jours, ils rivalisèrent l'un et l'autre d'activité, trouvant leur force dans la cohésion totale de leur mouvement. Des observateurs impartiaux ont pu juger ces assemblées, pleines de dignité et de combativité, où seules des questions professionnelles étaient évoquées. Si par hasard, quelques cellulards parlaient par habitude de mots d'ordre politiques, ils étaient vertement rappelés à l'ordre, même par leurs propres amis, car chacun comprenait la nécessité de laisser à ce mouvement sa pureté revendicative. Il se dégagea de cette grève que la classe ouvrière n'est vraiment forte que lorsqu'elle est unie. Combien sont coupables ceux qui l'ont divisée en portant dans son sein le virus d'une politique partisane et totalitaire !

Après avoir parlé de l'état d'esprit, il faut maintenant venir aux résultats obtenus. Il est indiscutable, et même les plus malintentionnés le reconnaissent, que ce mouvement a provoqué la réunion immédiate de la commission supérieure des Conventions collectives, d'où une augmentation générale de 12,5 %. Ceux qui protestaient contre le manque de transports auront, il faut l'espérer, à bénéficier de l'augmentation due à la combativité des travailleurs de la R.A.T.P.

Nous avons obtenu aussi une amélioration quant à la péréquation, je dis amélioration car la loi n'est pas encore respectée dans son intégralité. Nos camarades retraités auront bénéficié de l'action des « actifs », ce qui est d'ailleurs absolument normal.

Le résultat le plus important obtenu par nous est la discussion rapide d'une grille de salaires en conformité avec point d'accrochage, comme nous l'avions réclamé, sur le salaire de l'ouvrier qualifié de la Préfecture de la Seine. Je sais bien que l'on a cru, là encore, nous faire de vaines promesses, mais quand on a avec soi ces magnifiques combattants que sont les employés de la R.A.T.P. on est sûr qu'un jour ou l'autre on obtiendra satisfaction.

Avant de terminer, une question importante se pose : L'unité d'action continuera-t-elle dans les jours qui suivent ? Il est indispensable à ce sujet de rappeler qu'il n'y a pas eu *Unité d'action*, mais *Union dans l'action*, chaque organisation ayant gardé son libre arbitre. Nous n'avions signé un protocole que pour donner confiance à nos camarades, ce protocole a été respecté par chacun loyalement. La grève étant terminée le comité central de grève a vécu, ce qui ne veut pas dire que les organisations syndicales ne doivent pas demeurer en contact pour défendre en commun les revendications générales.

Dans les dépôts et terminus, il ne s'agit pas pour faire plaisir à une propagande tapageuse de laisser subsister des comités de grève de base qui s'appelleraient maintenant « *comités d'unité d'action à la base* ». A cela nous répondons : NON ! Par contre, nous jugeons indispensable et souhaitable que des commissions paritaires existent dans chaque dépôt et dans chaque terminus ; ces commissions pourraient travailler utilement en défendant les revendications locales et en maintenant la cohésion du personnel pour des actions futures, si celles-ci s'avéraient indispensables.

Voilà notre position, elle est claire et honnête, nous ne nous sommes pas résolus en 1947, à une scission souvent douloureuse pour retomber dans une situation qui conduirait aux mêmes errements. Force Ouvrière nous sommes, Force Ouvrière nous resterons, mais fidèles aux directives de notre congrès confédéral, nous espérons, pour des jours hélas ! trop lointains, l'unification du mouvement ouvrier.

Quels sont les premiers résultats sur notre recrutement à la suite de notre action ? Il est encore bien tôt pour en parler, quoique déjà les premiers résultats soient plus qu'encourageants. De partout nous arrivent des adhésions nouvelles, bien souvent d'inorganisés, souvent aussi de camarades égarés dans les organisations autonomes et catégorielles qui sont, il faut bien le dire, des organisations qui portent un coup terrible à l'esprit du syndicalisme.

Nous pensons avoir accompli notre devoir de militants. L'avenir nous jugera.

Yves **BOURGOIN.**

AU COMITE GENERAL DE L'UNION DES SYNDICATS F.O. DE LA REGION PARISIENNE

Pour désarmer le stalinisme !...

Le Comité général de l'Union des syndicats Force Ouvrière de la Région parisienne s'est réuni le samedi 21 avril 1951.

On pouvait espérer ou craindre, au cours de débats auxquels ont participé les représentants des principales industries privées et des principaux services publics, une discussion assez passionnée autour des grèves de mars et particulièrement des grèves de la R.A.T.P. et des Cheminots. Nous ne reviendrons pas sur la première. On a compris en général l'attitude de nos amis de la R.A.T.P., on l'a même approuvée. Mais on n'est pas revenu sur la condamnation de toute collusion permanente et organique avec les syndicats politisés. Il est nettement apparu, d'autre part, que la Fédération F.O. des Cheminots a assumé seule toute la responsabilité du mouvement et des négociations. C'est bien l'introduction des mœurs électorales sur le plan corporatif et syndical — c'est-à-dire la prime accordée à l'irresponsabilité au sommet et la passivité à la base — qui explique le succès des chrétiens et le maintien des positions stalino-cégétistes, lors de la dernière consultation du personnel... Ce sont bien les camarades F.O. qui représentent ici l'esprit syndicaliste.

Dans la motion qui a clos ces débats, le Comité général a mis l'accent sur l'augmentation de la production (qui devrait normalement accroître la part globale des salaires), sur l'échelle mobile (moyen imparfait et temporaire), sur la révision de l'assiette des allocations familiales dont il a réclamé la « proportionnalité » se substituant à l'absurde « progressivité », sur la réforme fiscale fixant l'abattement à la base à la hauteur du salaire minimum interprofessionnel, sur la revalorisation des retraites et pensions, sur la réforme des nationalisations.

On nous excusera cependant d'insister surtout sur la motion votée à l'issue du débat sur les questions internationales. Nous la publions intégralement, en guise de préface au Comité confédéral national et au prochain congrès international. Et aussi parce qu'elle apporte une utile constitution à la discussion engagée dans les colonnes de la « R.P. ».

Notons-en simplement les idées essentielles.

Il s'agit de définir en termes concrets une politique internationale exclusivement ouvrière. La référence aux motions précédentes de l'Union et à la résolution du congrès confédéral implique la condamnation préalable des méthodes totalitaires. Il ne s'agit pas d'un choix entre deux idéologies ou deux blocs impérialistes. Il s'agit d'affirmer notre solidarité avec les syndicalistes de l'Europe orientale et centrale, exilés, proscrits, emprisonnés ou... liquidés.

De l'autre côté, nous nous adressons non aux hommes du « Big Business », aux partisans de Mac Arthur aux juges racistes de Virginie... mais aux représentants d'organisations syndicales qui combattent sur le même front que nous, même lorsqu'ils n'adoptent pas notre idéologie et nos méthodes. L'un d'entre eux : Walter Reuther a proposé un plan de paix que la « R. P. » a publié (n° de mars 1950). On doit le discuter. Il pose sur le plan ouvrier le problème de « l'aide aux pays économiquement arriérés ». Il veut substituer aux gouvernements une autorité internationale — que les organisations ouvrières pourraient contrôler — Est-ce possible ? Je le crois. Est-ce pratiquement réalisable ? Cela dépend de notre force. Ce qui est essentiel, c'est que dans tous les pays, aux entreprises d'un « capitalisme progressiste » — dont la couleur n'a d'importance que pour les chauvins attardés dans notre mouvement — corresponde le développement, dans tous les pays, d'un syndicalisme libre. La C.I.S.L., justifiera son existence, aussi bien par la discussion d'un programme général établi sur cette base et conçu dans cet esprit, que par l'examen de la situation particulière de chaque peuple menacé dans son existence ou dans sa liberté, ou placé à l'un des points névralgiques du monde.

Il est facile de condamner dans l'abstrait le totalitarisme, le colonialisme, le racisme. Mais les mots ont perdu toute valeur et l'idée la plus claire sert de drapeau aux volontés les plus ténébreuses et aux opérations les plus dangereuses. Pour prendre cinq exemples précis. En Corée, la volonté d'agression stalinienne n'est pas plus discutable que ne l'était celle de Mussolini contre l'Ethiopie, de Hitler contre la Tchécoslovaquie. On notera, simplement, qu'une offensive chinoise se produit toujours en corrélation avec les manœuvres des pires impérialistes américains : à la veille des élections aux U.S.A., au lendemain du limogeage de Mac Arthur. Mais la libération du peuple coréen, c'est aussi la disparition de Syngman Rhee. En Chine, même si Mao Tse-toung n'est plus que le vassal de Staline, la Chine populaire existe et doit évoluer normalement. En Afrique du Nord, la fin du colonialisme, c'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes — et il faut saluer l'adhésion à la C.I.S.L. de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens. Aux Philippines, il convient de réaliser le programme d'émancipation des travailleurs indigènes, présenté par l'A.F.L.

Et quelles mesures envisage-t-on pour arracher la Yougoslavie à la hantise de la menace stalinienne ?

Connaître son devoir de classe et l'accomplir, c'est la tâche urgente de la C.I.S.L. Mais si l'on veut vraiment — autrement que par des vœux, des imprécations ou des affirmations doctrinales — maintenir les dernières chances de paix, il est indispensable et urgent de réagir contre la résignation et la propagande stalinienne qui l'une et l'autre créent le climat favorable aux opérations du tsar rouge. L'Union lance à nouveau l'idée d'un rassemblement des syndicalistes et pacifistes libres. Sera-t-elle entendue cette fois, au sein de la C.G.T.F.O. et hors de la C.G.T.F.O. ? Elle persévère malgré ses insuccès de l'an dernier. Elle voudrait encore espérer pour entreprendre. — **R. H.**

DÉFENSE DE LA PAIX

Une résolution de l'U.D. de la R.P.

Le Comité général de l'Union des Syndicats confédérés F.O. de la région parisienne, réuni le 21 avril 1951, au siège de l'U.D., 81, rue Mademoiselle,

Mandate ses délégués au Comité national confédéral pour que celui-ci soit appelé à discuter largement et complètement sur l'ordre du jour du prochain congrès de la Confédération Internationale des Syndicats Libres.

Il rappelle, à ce sujet, les motions, résolutions et appels votés par l'Union des Syndicats au cours de l'année 1950 et la motion votée par le Congrès confédéral de la CGT-FO. Il juge que la besogne la plus urgente est de définir, en des termes suffisamment clairs, une politique internationale exclusivement ouvrière, absolument indépendante de celles de tous les gouvernements quels qu'ils soient.

Il indique qu'une telle politique doit avoir pour principal objectif de lutter contre le stali-

nisme sur le plan économique et social, en assurant à tous les peuples du monde d'abord un « minimum vital » international, ensuite une élévation constante du niveau de vie,

Il précise que le congrès international serait heureusement inspiré en acceptant, pour l'élaboration d'une telle politique comme base de discussion, le programme de paix proposé par Walter Reuther, président de l'Union des travailleurs de l'automobile aux U.S.A.

Il précise, en outre, que le congrès devra, après un examen sérieux et approfondi, se prononcer avec netteté sur les sujets qui apparaissent aujourd'hui comme les plus lourds de misères, de souffrances et de conflits :

1) Sur la fin de la guerre de Corée, où la résistance nécessaire à l'agression devra aboutir à la liquidation du régime réactionnaire de Syngman Rhee ;
2) Sur la situation exacte de la Chine populaire ;
3) Sur la fin rapide de la guerre en Indochine ;
4) Sur la fin du régime colonial en Afrique du Nord, l'adhésion de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens à la C.I.S.L. apparaissant comme un événement particulièrement significatif ;
5) Sur l'aide immédiate aux peuples de l'Inde, menacés par la famine ;
6) Sur la normalisation du régime des Philippines ;
7) Sur le boycottage du régime fasciste de Franco ;
8) Sur l'aide à apporter au peuple yougoslave afin que son indépendance soit garantie contre les menaces staliniennes ;
9) Sur la reconnaissance des droits du peuple allemand ;
10) Sur tous les problèmes litigieux en Amérique (particulièrement en Amérique latine), en Asie (Iran), en Afrique (Afrique française et anglaise), dont la solution doit être recherchée dans l'intérêt primordial des travailleurs indigènes de ces différentes contrées.

Le congrès international devra intensifier la lutte, déjà menacée par les organisations syndicales libres nationales, contre :

— Le totalitarisme, le système de travail forcé et les camps de concentration ;

— La colonisation sous toutes ses formes ;

— Le racisme et la discrimination religieuse ou raciale.

Il devra établir un programme précis de désarmement général, simultané et contrôlé, sur lequel les gouvernements totalitaires seront appelés à se prononcer d'urgence, afin que tout effort de résistance organisée à l'agression totalitaire dépende de leurs réponses et soit subordonné à la diffusion mondiale de ce programme dont l'application imposera le lever du « rideau de fer » et la libre circulation par delà les frontières, des informations, des idées et des hommes.

Il est indispensable que l'Internationale prévoie de fréquents contacts entre les militants syndicalistes de base, de tous les pays.

***

Afin de préparer le congrès international et de créer le climat nécessaire au succès d'une défense efficace de la paix et de la liberté, la C.G.T.F.O. provoquera, sur la base des idées exprimées en cette motion, un rassemblement national des syndicalistes et pacifistes libres.

Elle lancera un appel public à toutes les organisations syndicales libres, sans aucune exception, à la Fédération autonome de l'Education nationale, à la Ligue des droits de l'homme, au Groupe des partisans de la paix, à la Confédération pacifiste, etc. Le rassemblement ainsi constitué ne comprendra aucune formation de caractère purement politique.

Une réalisation syndicaliste de la Loire

Amis du journal l'« Unité » à la « Révolution prolétarienne », comme nous sommes amis de la « Révolution prolétarienne » au journal l'« Unité », nous pensons utile de signaler à tous les syndicalistes unitaires lecteurs de cette revue ce que nos camarades ont réussi à réaliser après un an de travail au *comité de liaison* dont la « R.P. » avait déjà publié le protocole d'accord.

Ce nouvel organisme aux possibilités de travail et de rayonnement élargies nous semble un bon exemple de ce qu'on peut faire en partant plus de ce qui est que de ce qu'on souhaite. Il est aussi une base de travail et de rassemblement pour nombre de tendances et de militants dispersés.

Il va sans dire que le caractère que sauront donner au mouvement unitaire en marche les militants syndicalistes indépendants, de toutes obédiences, sur le *plan national* et à tous les échelons géographiques du pays, en faisant taire leurs obscures querelles, sans devenir pour cela des monolithes syndicaux, comme ont su le faire les militants de notre département, déterminera la nature des rapports entre l'organisme créé dans la Loire et le mouvement unitaire général comme le prévoit le paragraphe IV de notre accord (nous pensons particulièrement aux actuelles possibilités de la « Révolution prolétarienne » et du journal l'« Unité »).

FRANC, DUPERRAY.

COMITE D'ETUDES SYNDICALISTES DE LA LOIRE

I. CONSTITUTION. — Le Comité de Liaison Intersyndical de la Loire groupant l'**UD CGT-FO**, l'**UD CFTC**, l'**UL St-Etienne CNT** et les sections départementales de la **FEN** et du **SNI**, d'une part,
Le Cercle d'Etudes Syndicalistes groupant des militants et individualités, d'autre part,
ont constitué un **Comité d'Etudes Syndicalistes.**

II. COMPOSITION. — Désireux de regrouper dans les conférences ou discussions, en même temps que les diverses tendances syndicales, les amis dispersés des publications et revues sociales ou culturelles, le **Comité d'Etudes Syndicalistes de la Loire** s'adresse sans exclusive à tous les syndiqués **FO**, **CGT**, **CFTC**, **CNT**, **Autonomes** ainsi qu'aux inorganisés.

III. PENSEES DIRECTRICES, BUTS :

1. — Le Comité d'Etudes Syndicalistes de la Loire, parallèle au mouvement syndical, ne peut se substituer ni au mouvement syndical proprement dit, ni au Comité de Liaison Intersyndical de la Loire. Le Comité étudie, à l'occasion propose. Le mouvement syndical dispose.

2. — Le Comité ne s'interdit **a priori** aucun domaine d'investigation syndical, social, économique, scientifique ou artistique. Les organismes administratifs ou exécutifs font leurs les principes syndicalistes de l'indépendance, du fédéralisme et de la démocratie.

3. — Le Comité peut, à toute occasion, décider de l'opportunité de donner à son activité un caractère privé ou largement public.

IV. LIAISONS EXTERIEURES. — Tout en gardant intégralement son autonomie, le Comité d'Etudes Syndicalistes de la Loire est prêt à assurer toute liaison utile avec des groupements similaires.

V. FONCTIONNEMENT. — Les conférences organisées par le Comité d'Etudes Syndicalistes de la Loire auront le caractère d'une « Tribune Libre », restant ainsi une occasion précieuse d'information et de large échange de vues entre syndicalistes libres.

Ces conférences n'empêcheront pas d'ailleurs que chaque organisation ou groupe de pensée poursuive la formation et l'information particulières de ses adhérents, par les moyens qui lui sont propres.

Pour le Comité de Liaison Intersyndical :
UD CGT-FO : Tony PEYRE, PETIT ;
UD CFTC : René MATHEVET, M. GONIN ;
UL St-Etienne CNT : MEILLER ;
FEN et **SNI** : GIRY, FRANC, DUPERRAY.

Pour le Cercle d'Etudes Syndicalistes :
THEVENON, Cl. RAVACHOL.

Discuter les questions essentielles

Le compte rendu de la Conférence de l'Unité qui s'était tenue le 25 février (voir *R. P.* avril) a entraîné une réponse à caractère trop personnel du camarade Joyeux (*l'Unité*, 15 avril).

Parce que des militants comme Lambert et Dellac donnent de la scission de 1947 une interprétation qui me paraît absolument fausse, j'ai émis la crainte que la notion d'indépendance du syndicalisme vis-à-vis de tous les partis qui fut affirmée dans les conclusions de la conférence ne l'ait été que par habitude, ou conformité à la mode du jour et, en fin de compte, sans que les divers participants aient examiné ce que les uns ou les autres mettaient dans cette formule.

La très grande majorité de l'assistance vota une résolution protestant contre la dissolution de la F.S.M. Cela me parut significatif et résultant logiquement d'une opinion très largement représentée selon laquelle l'unité la plus large était possible. Je comprends fort bien qu'on la souhaite et elle reste un idéal auquel il est légitime d'aspirer : encore faut-il bien préciser que l'existence du fait stalinien en compromet fondamentalement la réalisation. J'ai noté une phrase où Michel Morin opposait les travailleurs russes, émancipés du capitalisme, à ceux qui sont encore sous le joug capitaliste. Il faut redire encore qu'une question essentielle est de discuter si le régime stalinien est une émancipation ou un asservissement. Le second terme nous paraît justifié par mille preuves.

On avancerait peut-être vers une situation plus claire du prolétariat de ce pays en discutant ces problèmes essentiels. Point n'est besoin de rapetisser le débat. — **G. W.**

P.S. — Joyeux m'excusera de ne pas répondre aux attaques purement personnelles auxquelles il associa Hagnauer pour des raisons de lui seul connues. Je relève seulement qu'il ne m'a pas jugé qualifié pour demander, au sujet des journaux et des organisations, des comptes publics. S'il lisait la *R.P.* jusqu'à la page de la couverture, il comprendrait peut-être qu'ici nous avons le droit de poser une telle question. Prétend-il qu'à F.O. je suis moins exigeant ? Qu'il le prouve. Sinon il n'aura convaincu personne.

DE PELLOUTIER... A L'AMERIQUE !

Maurice Joyeux se plaint dans l'*Unité* du compte rendu de Walusinski sur la Conférence d'unité. C'est son droit. Mais pourquoi diable me mettre en cause ? Pourquoi défendre contre nous la mémoire de Pelloutier ? Pourquoi nous accuser de découvrir l'Amérique ?

Nous n'avons pas le monopole de la fidélité à la mémoire de Pelloutier. Nous serions même très heureux que d'autres nous aident à conserver et à transmettre l'héritage du meilleur artisan du syndicalisme. Et si je n'ai pas attendu 1950, pour découvrir le syndicalisme américain, j'ai été heureux de rencontrer là-bas des militants décidés à détruire le complexe d'infériorité de la classe ouvrière — comme Pelloutier voulait enseigner aux ouvriers *la science de leur malheur*. Est-ce donc trahir la pensée de celui-ci que de s'affirmer plus près d'un « réformiste » (! ?) animé par une telle ambition que d'un révolutionnaire de bibliothèque ?

C'est parce que j'apprécie justement en Maurice Joyeux un militant dont les idées se traduisent en actes, que je regrette une hostilité, que des divergences tactiques ne justifient pas. Mon choix délibéré sur le plan syndical ne gêne pas ma liberté de jugement sur les hommes. Par exemple, ce n'est pas parce que Fontenis milite à la C.N.T., que j'hésite à lui exprimer ici ma fraternelle sympathie pour son geste courageux de solidarité concrète à l'égard des révolutionnaires espagnols. — **R. H.**

PETITES NOTES

LES INSTITUTEURS RUSSES MAL PAYES

Pour le dossier de l'instituteur stalinien Clauzet :

« Il existe en Russie certaines classes sacrifiées, et, comme dans beaucoup d'autres pays, *les instituteurs sont mal payés*. J'ai eu entre les mains le barème officiel des salaires du corps enseignant. Il a paru en 1949 au Bulletin officiel des lois et décrets qui était alors vendu sans restriction. (Depuis 1950, on refuse l'abonnement aux étrangers : le *Journal officiel* est secret...)

» Les traitements s'échelonnaient de 400 roubles — au cours officiel, le rouble vaut 87 fr. 26, mais ce cours est purement arbitraire. La valeur du rouble comme pouvoir d'achat pourrait être évaluée à 20 ou 30 fr. — pour la jeune institutrice d'une école de campagne, à 1.500 roubles pour un directeur d'école secondaire de Moscou après 25 ans de carrière. Un exemple moyen est celui du *professeur de russe de ma femme* qui, enseignant à Moscou, *ne gagnait que* 700 *roubles* par mois. Ses leçons particulières lui permettaient cependant d'améliorer sensiblement son état. »

Serge de Gunzburg : *La vie quotidienne en Russie, Figaro*, 6 avril 51.

L'ECOLE RUSSE

Un autre document pour le dossier de Clauzet :

Ce passage (p. 333) des *Mémoires d'un révolutionnaire*, de Victor Serge, sur l'école d'Orenbourg, fréquentée par son fils Vladi.

Témoignage déjà vieux ? Evidemment, puisqu'il évoque les années 30. Pas sans valeur cependant. Déjà on nous vantait l'école russe. On nous la vantait même en 1920, confondant les plans et leur réalisation.

« Mon fils devint à treize ans un skieur émérite qui n'avait pas de skis bien entendu, mais de vieilles planches aux pieds. Il allait à l'école, où l'on avait un livre d'études pour trois élèves, trois cahiers par écolier pour la saison ; où les petits cosaques se battaient au couteau et maraudaient au marché. Se battant bien (sans couteau) le petit *Frantzouz* (le Français) était estimé de tous. Fils d'un déporté, il inquiétait les directeurs communistes, qui allaient jusqu'à lui reprocher de ne pas se désolidariser de son père. Il fut un moment exclu de l'école pour avoir affirmé au cours de sociologie qu'en France les syndicats fonctionnaient librement. La direction de l'école me convoqua afin de m'entreprendre sur « l'état d'esprit antisoviétique » que j'entretenais chez mon garçon. « Mais, dis-je, c'est un fait que la liberté syndicale et même politique existe en France ; et cela n'a rien d'antisoviétique. — Il m'est difficile de vous croire, me répondit le directeur de l'école ; et nous devons en tous cas inculquer à nos enfants que la véritable liberté existe chez nous et non sous la dictature capitaliste des pays dits démocratiques. »

TOGLIATTI EN 51 MOLOTOV EN 48

Rentrant de Moscou, Togliatti déclare au gouvernement italien : « Renoncez au pacte atlantique, et nous renoncerons à notre opposition. »

La bonne blague !

Il y a trois ans, Molotov avait fait des déclarations analogues. Oh ! plus tranchantes. Ainsi qu'il se doit. Car Togliatti peut être brutal. Molotov se doit d'être menaçant. Grade oblige.

Ces déclarations à M. Bidault et à Bevin, nous en avions eu deux versions à l'époque.

Bevin les avait rapportées à la Chambre des Communes le 22 janvier 1948.

Selon le *Populaire* du 23-1, Molotov avait menacé la Grande-Bretagne et la France de « *grabuge* si

nos deux pays s'engageaient sur la voie du plan de reconstruction européenne ».

D'après le *Monde* daté du 24-1, Bevin aurait déclaré : « A Paris, M. Molotov nous a avertis que si nous continuions avec la France à poursuivre la réalisation du plan Marshall nous irions au-devant de l'*ouragan*. J'ai répondu que la Grande-Bretagne était habituée aux menaces et qu'elle y ferait face. »

Grabuge ou ouragan, au choix.

Le correspondant du *Popu*, Louis Lévy probablement, confondait grabuge et ouragan, pour ne pas peiner ses amis staliniens. On fait ce qu'on peut. Mais restait la menace.

L'ouragan est venu. Plusieurs même. Ils n'ont pas emporté le plan Marshall. Ils lui ont même sûrement fait moins de mal que la bêtise de nos grands fonctionnaires gouvernementaux.

MAUVAISES FREQUENTATIONS

Bringolf, le militant syndical suisse et député socialiste, dont nous avons reproduit de justes remarques sur le Maroc, récemment, a publié dans la *Revue Syndicale Suisse* de février un article sur la Tunisie qui ne mérite pas les mêmes compliments. Il dit avoir « tempéré » sa conception.

Sa documentation sur la Tunisie a été recueillie auprès de « personnalités qualifiées » et de membres importants de l'économie tunisienne. Lui-même nous l'apprend. Il est tout fier de citer en tout premier lieu « le résident général de France, M. Jean Mons, ancien militant de la Fédération française des fonctionnaires, ancien chef de cabinet du premier ministre Léon Blum ».

On peut avoir été militant des Fonctionnaires et avoir fait le jeu des communistes, comme Mons et Boursicot, puis être devenu résident général ou directeur de la Sûreté nationale, sans pour cela mériter plus de crédit aujourd'hui qu'hier.

Bringolf ne dit pas avoir vu de militants des syndicats tunisiens. Il en a vu certainement. N'appartenait-il pas à une délégation de la C.I.S.L. qui visitait l'Afrique du Nord ? A ses yeux sans doute, le témoignage de ceux qui devraient être ses camarades naturels n'a pas le même poids.

Du danger des mauvaises fréquentations.

Du danger aussi pour des délégués de la C.I.S.L. de voir trop d'officiels.

BON DIEU, QUELLES PROTECTIONS !

Savoureuse, cette histoire que vient de nous raconter un camarade métallurgiste de province :

« Chevalme ? Il est resté à la tête de la Fédération française des Métaux, parce que les bonzes du Secrétariat professionnel international des Métaux l'y ont maintenu. Il devait être désigné à ce Secrétariat international. Mais au dernier congrès, ayant vu comment il était secoué par de jeunes militants, avec l'approbation de nombreux délégués, les bonzes internationaux ont eu une crainte : Chevalme parti, la Fédération française des Métaux ne passerait-elle pas aux mains des révolutionnaires ? »

Tout, mais pas ça pour nos grands réformistes internationaux. Plutôt une Fédération condamnée à végéter, qu'une Fédération vivante, animée par des révolutionnaires. Des révolutionnaires non staliniens, bien entendu.

De la part d'Ilg, le secrétaire international, ce n'est pas surprenant. Le réformiste et social-démocrate Ilg, bête noire des révolutionnaires de Genève et de Suisse autrefois, ne s'est pas bonifié en vieillissant.

Assuré de la protection de Mathot, Jouhaux, Bothereau et Ilg, comment Chevalme ne se croirait-il pas tout permis ?

Regardez votre bande. Et, si elle indique que votre abonnement est terminé, Renouvelez sans attendre.

LE LIVRE EST LENT A COMPRENDRE

L'Imprimerie Française de mars publie les procès-verbaux des séances du Comité fédéral du 27 janvier et du 10 février. A la première de ces séances, l'expulsion de France de la F.S.M. occupa longtemps le tapis. A la seconde, une résolution de protestation fut adoptée à l'unanimité.

Ehni devait bien ça à son ami Saillant.

Les conseillers fédéraux non cocos n'avaient pas les mêmes raisons. Ils auraient pu, et même dû, refuser de lui emboiter le pas.

Ils n'ont pas voulu avoir l'air d'approuver une atteinte au droit d'opinion. C'est bien naturel.

Mais en l'occurrence s'agit-il du droit d'opinion ? Le Comité fédéral du Livre n'a-t-il pas montré là, une fois de plus, qu'il n'avait pas encore compris la gravité de la situation ? Il n'a toujours pas saisi les raisons profondes des grèves Molotov de 1947 et 1948, donc les causes de la scission confédérale hier et de l'expulsion de la F.S.M. aujourd'hui.

Quand la C.G.T. et la F.S.M. se font les instruments de la politique russe, elles sont mal venues à se réclamer de la liberté d'opinion. Quand elles prêtent la main à renouveler en France ce qui a si bien réussi en Tchécoslovaquie avec la collaboration et la complicité de la C.G.T. tchécoslovaque, elles pourraient s'éviter la comédie de pleurnicher et de se poser en pitoyables victimes. Surtout au moment où éclate l'affaire Clementis.

L'opposition du Livre, elle, depuis les vieux réformards à la Micheneau, jusqu'à nos camarades, pourrait tout de même avoir une autre attitude.

EHNI DANS SES PETITS SOULIERS

Dans la discussion au Comité du 21 janvier, le secrétaire fédéral Ehni s'est lamenté sur l'avenir qui se prépare :

« Ehni estime que la décision gouvernementale — l'expulsion de la F.S.M. — est un signe des temps que nous vivons et qu'elle présage des mesures plus graves qui pourraient atteindre les organisations ouvrières françaises. »

De quelles mesures plus graves peut-il bien s'agir ?

Evidemment de l'interdiction du parti dit communiste et par voie de conséquence de la C.G.T. qui reconnait et proclame le rôle dirigeant du parti.

C'est un coup terrible à prévoir. Particulièrement pour Ehni. La Fédération du Livre, avec son immeuble et ses services, ne peut disparaitre dans l'illégalité et se fondre dans la nature.

Que fera-t-elle alors ?

Que deviendra Ehni à ce moment-là ?

Un Secrétariat fédéral vaut bien un retournement de veste, et même deux. Cela lui sera-t-il possible ?

L'ENNEMI NUMERO 1

Dans l'*Ecole syndicaliste* de la Loire (mars-avril), R. Gardes, un instituteur de la tendance cégétiste, déclare que « Monatte avait clamé bien haut dans la *R.P.* d'août 1948 : « L'ennemi n° 1, c'est l'U.R.S.S., ce qui n'était pas parole de maniaque... »

Rien trouvé de tel dans la *R.P.* d'août 48.

Monatte, par contre, dans la « 2e Lettre d'un ancien », publiée dans le premier numéro de la nouvelle série de la *R.P.* (avril 47), disait ceci :

« *N'ayez pas peur de tomber dans l'anticommunisme en regardant le stalinisme comme l'ennemi n° 1. Notre soi-disant anticommunisme n'a rien à voir avec celui des bourgeois. Eux ont peur du communisme. Nous, nous l'appelons. Ce que nous reprochons aux partis communistes actuels et à leur Internationale, c'est précisément d'avoir renié le communisme, d'être infidèles à l'internationalisme et à la lutte de classes, c'est d'être des partis fascistes rouges et des instruments de l'impérialisme russe.* »

Nos staliniens ne peuvent se guérir de la manie de déformer les textes. Pour eux, il est vrai que le stalinisme et l'U.R.S.S. c'est la même chose.

Pour nous, il en va autrement.

LIVRES — REVUES

A. ROSSI : Les communistes français pendant la drôle de guerre. Ed. Les Iles d'or.

Ce volume de dimensions exceptionnelles ne saurait être cependant ni analysé ni résumé ; il serait impossible de le « condenser » ; on ne peut qu'en recommander la lecture à ceux qui veulent revivre cette période, ou la vivre s'ils ne l'ont pas connue, et l'acquisition à ceux qui veulent avoir sous la main les documents qui révèlent la duplicité des chefs staliniens, les acrobaties auxquelles ils se livrèrent pour expliquer les tournants et reniements que Staline leur imposa pour la défense de l'empire russe en ces temps critiques.

« Une page d'histoire », dit le titre et c'est bien vrai ; une page étudiée avec un souci d'historien, une minutie, et exposée avec une abondance de détails et de précisions comme bien peu l'ont jamais été : aucune affirmation qui ne soit appuyée d'une référence précise, et 56 planches incorporées dans le texte sont des reproductions photographiques de journaux ou de tracts originaux : pages des publications staliniennes donnant les consignes successives, tracts reproduisant manifestes et appels.

Le « coup de tonnerre » du pacte Staline-Hitler avait affolé sur l'heure les dirigeants staliniens de tous les pays qui, jusque-là, voulaient « mourir pour Dantzig ». C'est un complet désarroi à l'intérieur des partis et parmi les intellectuels antifascistes du front populaire. Quand ils auront accepté de défendre le pacte parce que « c'est la paix », mais qu'ils voudront encore se battre pour la Pologne, ignorant que les deux compères se la sont déjà partagée, il leur faudra encore se désavouer parce que le nouveau mot d'ordre, c'est que leur guerre antifasciste est une guerre impérialiste. Tout cela ne va pas sans remous profonds ni sans dommages, mais tout rentre dans l'ordre, au moins dans les hautes sphères, quand Molotov donne le ton en un discours prononcé le 31 octobre devant le Conseil suprême des soviets — alors que Staline et Hitler se sont déjà servis — que la propagande allemande se hâtera de répandre en France sous forme de tract. Selon lui, « trois faits importants ont modifié la situation mondiale ; le premier, c'est un changement complet des rapports entre l'Allemagne et la Russie soviétique, changement qui conduit à l'établissement d'une amitié durable entre ces deux Etats, les plus grands de l'Europe ». L'amitié germano-russe, avec tout ce qu'elle comporte : sabotages en France et livraisons russes, c'est désormais la base de la politique stalinienne qui durera jusqu'au 22 juin 1941, quand la guerre sera de nouveau antifasciste.

Sur ces événements décisifs, Rossi donne toute l'information qu'on peut souhaiter ; il a recueilli, rassemblé tous les textes, étudié avec une patience méritoire cette prose nauséabonde. Il peut même les compléter, grâce sans doute aux confidences d'anciens dirigeants staliniens qui ont tout de même manqué d'estomac pour avaler le pacte, et décrire ainsi ce qui se passa à l'intérieur de la direction, les rivalités et luttes de clans au cours de cette passe difficile.

Le dossier est complet, accablant. Mais justement pour cela, c'est une impression de tristesse, quasi de découragement qu'on éprouve lorsqu'on arrive aux dernières pages du livre. Car la question qui s'impose alors, celle qu'on ne peut pas ne pas se poser, c'est : comment cela est-il possible ? Comment un parti politique peut-il se déjuger soudain et à plusieurs reprises quand sa politique met en jeu la vie de millions d'hommes sans sortir de l'épreuve, unanimement méprisé ? Comment le prolétariat français — entre autres — qui a derrière lui une longue histoire, de multiples expériences, peut-il se laisser prendre à cette sinistre prestidigitation ? Quand, jadis, Hervé esquissa pour son propre compte un « tournant », une volte-face, et qu'après s'être livré à toutes sortes de violences verbales autour d'un nouveau socialisme « insurrectionnel », il prêcha le « désarmement des haines », entendant par là le reniement de son activité antérieure, il perdit aussitôt tout le crédit qu'il s'était acquis dans la classe ouvrière, et la réunion où il tenta de justifier son retournement ne fut qu'un long tumulte accompagné de violentes bagarres.

Dans un chapitre de conclusions, Rossi donne sa réponse à ces questions. La technique des régimes totalitaires est maintenant très perfectionnée — ils s'instruisent les uns les autres ; elle enseigne qu'il n'est pas si difficile de gouverner car on a fait beaucoup de progrès en ce domaine depuis que Frédéric II affirma que « le pouvoir absolu est à la portée de tous les imbéciles ». La base fondamentale de cette technique, c'est la « propagande », ce que, selon moi, Rossi ne souligne pas suffisamment. Jusqu'à l'époque de la démagogie totalitaire, propagande était un mot honnête comme la chose qu'il exprimait : c'était répandre, faire connaître, expliquer des conceptions pour leur gagner des adeptes. Sous Staline et Hitler, les deux s'entraidant, la propagande est devenue tout autre chose : camouflage, truquage, déformation, mensonge : l'art de faire prendre des vessies pour des lanternes. Il suffit pour la caractériser en termes moins vulgaires mais également expressifs de rappeler le titre initial de l'ouvrage de Koestler : « Darkness at noon » (Les Ténèbres en plein midi), voilà la tâche, le but idéal que se propose la « propagande », et, pour notre malheur, elle y réussit ; nous avons été et restons impuissants devant le gros mensonge, le mensonge déconcertant par son énormité.

Mais je suis surpris de constater que Rossi, qui a connu le communisme de 1920 le reconnaisse dans le stalinisme, qu'il soit disposé à abandonner communisme et marxisme à Staline ; ce n'est pas toujours très nettement exprimé, il semble bien cependant que ce soit le fond de sa pensée. Par exemple, il écrit : « Le principe de Marx, suivant lequel « la classe ouvrière ne pouvait se libérer qu'en libérant en même temps toutes les autres classes de la société » trouve sa tragique confirmation dans la réalité soviétique. » Comment peut-il prétendre que la présente société russe ait un rapport quelconque avec le principe formulé par Marx qui est le but même que le socialisme s'est toujours assigné ; comment peut-il considérer que cette société russe est une société sans classes, alors que ceux-là mêmes qui refusent encore de reconnaître que de nouvelles classes se sont déjà constituées, sont d'accord pour reconnaître que cette société russe repose désormais sur un régime de castes, avec privilèges héréditaires.

Ces remarques nous conduisent plus loin encore, à ce qui est, selon moi, l'explication fondamentale de la situation présente et que je veux ici indiquer, même si je ne dois le faire que trop brièvement. Il y a eu, à la fin de la première guerre mondiale, en 1918 et jusqu'en 1920, une situation qui, en Europe, appelait un dénouement révolutionnaire. Le régime qui venait de conduire au long, odieux et inutile massacre, était condamné : il n'avait plus de défenseurs. La bourgeoisie éprouvait un sentiment d'écrasement et d'impuissance devant les ruines, devant l'étendue de la saignée, devant l'immensité du chaos ; peut-être même éprouvait-elle un peu de honte en songeant à ses responsabilités car c'était là le couronnement de son règne. Une situation révolutionnaire comme il ne s'en présente qu'à de longs intervalles, quand tout est prêt pour un changement de régime. Que les révolutionnaires manquent alors à leur tâche et c'est un désastre aux multiples conséquences, immédiates et lointaines : une bourgeoisie qui a eu peur devient féroce. Les avertissements n'avaient pas manqué. C'est justement Rossi qui, dans son ouvrage remarquable, « La Naissance du fascisme », a rappelé celui que donna Malatesta. Il écrivait (p. 45) : « Malatesta pense qu'il faut faire la révolution au plus tôt, car, dit-il, si nous laissons passer le moment favorable, nous devrons ensuite payer par des larmes de sang la peur que nous faisons maintenant à la bourgeoisie. » On n'a pas voulu entendre l'avertissement de Malatesta, on a continué de jouer à la révolution, manquant d'audace devant les actes nécessaires. Et ce fut Mussolini et le fascisme ; en Allemagne, où l'on se prétendait, de haut, immunisé, on allait avoir pire avec Hitler ; en Russie, la révolution socialiste laissée seule dégénérait, se transformant progressivement, sous Staline, en une résurrection de l'empire russe, en un régime totalitaire qui n'a pas fini d'empoisonner le mouvement ouvrier de tous les pays. — **A. ROSMER.**

MANES SPERBER : Plus profond que l'abîme. Roman (Calmann-Lévy).

Plus profond que l'abîme fait suite à : **Et le buisson devint cendre,** dont Collinet rendit compte ici, l'an dernier.

Ces deux romans relatent la tragédie des intellectuels communistes d'Allemagne, plus exactement d'Europe centrale.

Le dernier prend Doïno Faber, son héros principal, à Vienne, en 1937, avant l'entrée des troupes d'Hitler et le conduit à Marseille, en 1940, où Doïno, engagé dans la pauvre armée française en décomposition, hésite entre le départ au loin et le suicide.

Le premier avait montré comment Doïno avait vécu le pourrissement de la Révolution russe, celui de la Révolution allemande et assisté à la montée de l'hitlérisme. Ses amis Vasso et Soennecke étaient morts, assassinés à Moscou. Son vieil ami, le professeur von Stetten, notait exactement sa température morale : « Vous abandonnez le Parti, mais vous restez volontairement prisonnier de la vérité partisane, bien que vous ayez reconnu que c'est une contre-vérité universelle. »

Pour Doïno, c'est-à-dire sans doute pour Sperber : « On ne sort de la révolution que par une seule porte, et elle ouvre sur le néant. » Réellement sommes-nous sortis de la révolution ? Alors pourquoi parler d'une porte de sortie ? Et surtout du néant ? Ne serait-il pas plus sage de parler d'aveuglement pour avoir vu clair seulement en 1937 et non quinze ans plus tôt ? De lâcheté — mettons de timidité — aussi pour n'avoir pas osé crier ce qu'on avait vu et compris ? C'est le calvaire des intellectuels d'Europe centrale qui avaient foi en la révolution. Il a été plus dur qu'aucun. Excepté celui de leurs frères russes. Tombés de plus haut. Parce que montés plus haut. Mais ayant jeté dans le monde une flambée de lumière et d'espoir. Tandis que leurs frères allemands n'ont su montrer derrière leur science que myopie et irrésolution. Vivant hier dans les idées du Parti, ils sont restés insouciants des souffrances de la classe ouvrière russe sous l'oppression de la caste sortie du Parti. Ils n'ont peut-être pas fini de gravir leur calvaire. Que réserve l'avenir ? Les raisons d'espérer et de tenir le coup ne sont pas épuisées. Peut-être ne sont-elles pas moindres aujourd'hui qu'il y a trente ans. Elles ont seulement une autre teinte. Moins d'éclat. Au moins pour nous. Comme le dit Doïno à Mara, la compagne de Vasso : « Rien n'a commencé avec nous, pourquoi l'espoir finirait-il avec nous ? »

Qu'est-ce qui manque au livre de Sperber pour être un très grand livre ? Je ne saurais le dire. C'est en tout cas un livre prenant où défilent les scènes et les tableaux les plus divers, d'une vérité certaine, vivante. Peut-être comprenons-nous mal Doïno. Mais nous vivons l'entrée des troupes d'Hitler à Vienne, Stetten brutalisé par les nazis, l'assassinat de Wolfan par les tueurs du Guépéou qui rappelle celui de Reiss, le désespoir de Milan Pétrovitch, échappé des camps russes, devant l'accueil qui lui est fait à Prague, Berlin, Paris, Oslo, et son suicide, l'incarnation en soldat français ridicule de Litwak, un des rares génies militaires de la révolution russe, les grands faits de 37 à 40, le pacte germano-russe, la seconde guerre mondiale dans sa première phase triomphale pour Hitler.

Si l'humanité compte une bonne proportion de ruminants, de lâches et de traîtres, Doïno peut se vanter d'avoir trouvé sur son chemin, dans sa vie, pas mal de belles figures d'hommes, depuis son maître Stetten jusqu'au Dr Meunier. De belles figures de femmes aussi : Mara et sa baronnesse de tante, Relly, même ses curieuses bonnes fortunes, Gusti et Gaby.

De ses contacts et discussions avec des ouvriers qu'a retenu Doïno ? Que trouve-t-il à répondre à l'ouvrier socialiste de Vienne qui le questionne ? — « Tu n'es pas fils d'ouvrier, tu n'as jamais été ouvrier toi-même, alors qu'est-ce qui t'a pris de te mêler de la révolution prolétarienne ? Tu n'es pas allé au communisme pour être maire, ou ministre, ou commissaire du peuple, ça se voit, tu n'es pas un type à ça. Alors pourquoi ? »

Il répond seulement : « Pour l'amour d'une idée, l'idée d'un univers tel qu'il devrait être, tel qu'il pourrait être. » C'est peu ; c'est beaucoup peut-être ; ce n'est tout de même pas assez. Surtout pour le soutenir, lui, et le maintenir debout.

Quelle réponse aussi à Lagrange, l'ouvrier communiste français, enfin désabusé, qui lui dit, au lendemain du pacte germano-russe : « Doucement, Faber, doucement ! Depuis le temps que tu marches avec les prolétaires, tu ne sais pas encore que nous n'aimons pas la hâte, qu'elle nous est suspecte?... Avant de partir, je dois savoir où aller après... Ne pas être seul est bien plus important encore. »

Sa réplique est ferme à celui qui lui demande s'il y a une si grande différence entre nos prisons et les camps de concentration russes: « Aussi grande qu'entre une taloche et une exécution capitale. »

Mais sommes-nous vraiment dans une période de sommeil hivernal de la conscience ? Sommes-nous « la première génération historiquement consciente, condamnée à vivre une catastrophe permanente, à côtoyer des précipices qui, en quelque sorte, se rejoignent pour n'en faire qu'un ? »

Sperber a laissé son héros, Doïno Faber, en 1940, sur la côte méditerranéenne, sauvé du suicide par l'appel au secours d'un enfant. Qu'est-il advenu de lui ? Manès Sperber nous le dira dans son troisième roman. En attendant, nos amis seront bien avisés de lire les deux premiers. — **P. MONATTE.**

FAITS et DOCUMENTS

Déclaration de Toni Sender sur la violation des droits syndicaux derrière le « Rideau de Fer »

Un débat orageux s'est déroulé au cours de la XIIe session du Conseil économique et social des Nations Unies, ouverte le 20 février, à Santiago du Chili. La déclaration de Toni Sender, au nom de la C.I.S.L., nous paraît particulièrement importante. Nous en reproduisons les parties essentielles d'après le Bulletin d'information de la C.I.S.L. du 14 mars :

L'existence de syndicats libres est le facteur essentiel de la prospérité d'une nation et a pour résultat final d'assurer la paix du monde. C'est pourquoi nous sommes particulièrement sensibles à l'absence d'organisations syndicales vraiment libres dans un pays aussi vaste que l'U.R.S.S.

Mais nous en savons maintenant beaucoup plus sur le fonctionnement des organisations ouvrières du monde soviétique qu'on appelle maintenant encore syndicats, en dépit du fait qu'il leur reste maintenant bien peu de choses de leurs fonctions syndicales véritables. Tous les faits qui sont rapportés dans le document E-1882, aux pages 6 et 11, ont été relevés dans des publications soviétiques et personne ne peut les nier sans manquer à la bonne foi. Il résulte de ces documents que les soi-disant syndicats de l'U.R.S.S. sont sous un strict contrôle du gouvernement, qui est en même temps le propriétaire de toutes les entreprises, qu'elles soient ou non industrielles. Pendant 17 ans il a été impossible aux syndicats soviétiques de convoquer un Congrès (de 1932 à 1949). Mais cela n'a pas du tout empêché que des décisions soient prises ; seulement c'est le gouvernement qui les prenait. Ainsi a-t-il été décidé en 1934 de mettre fin à la coutume déjà longue de fixer les taux de salaires et les conditions de travail par des négociations collectives.

Désormais, c'est le gouvernement qui les a déterminés unilatéralement. Après douze années durant lesquelles aucune négociation collective n'a été permise, des conventions collectives furent réintroduites en 1947, mais c'était d'une manière nominale seulement, car les conventions signées en Union Soviétique ne fixent ni les salaires ni les conditions de travail.

La constitution soviétique de 1936 reconnaît le monopole de fait du parti communiste soviétique et le définit comme « le noyau central de toutes les organisations populaires, gouvernementales ou indépendantes ».

Aux yeux de leur président V. V. Kutznetsov, la puissance des syndicats soviétiques ne se mesure pas à l'esprit de lutte de leurs adhérents, mais à leur

subordination au Parti communiste. Il le déclare expressément dans son « rapport moral » au Conseil central des syndicats soviétiques et dans le journal « Trud » du 20 avril 1949, il ajoute :

« La force des syndicats soviétiques repose sur la sage direction qui leur est donnée par le **parti communiste soviétique** et par le **camarade Staline.** »

Le secrétaire du Conseil central, **H. P. Osipov**, exprime bien le degré de soumission à la dictature dans une déclaration publiée dans « Trud », le 27 avril 1949 :

« La source de la puissance des syndicats et de leur autorité parmi les grandes masses de travailleurs manuels et d'employés, tient au fait que notre glorieux parti bolchévik dirige au jour le jour les syndicats... Les syndicats soviétiques sont heureux et fiers que toutes leurs activités soient dirigées au jour le jour par le parti communiste et par son sage leader et éducateur, le grand Staline. »

D'autres publications soviétiques vont nous révéler les conséquences de cette situation. Nos sources sont : « La loi soviétique du travail », publiée à Moscou en 1946 et « La législation du travail », publiée en 1947 par N. G. Aleksandrov et ses collaborateurs.

Suivant ces auteurs, les caractéristiques principales des syndicats soviétiques sont les suivantes :

« Les travailleurs n'ont pas le droit de choisir leur lieu de travail. Ils sont liés au lieu de travail qui leur a été assigné.

Les directions ont le pouvoir de transférer des travailleurs d'une usine dans une autre usine, n'importe où sur toute l'étendue du territoire, sans que le travailleur puisse seulement protester.

La toute-puissance des directions se révèle aussi dans le fait que tous les travailleurs sont obligés d'avoir un livret de travail qui contient tous les documents sur ses différents emplois et s'il a été renvoyé, sur les raisons de son renvoi; le livret reste entre les mains du conseil d'administration de son entreprise. »

C'est spécialement cette dernière coutume qui fait du travailleur russe un esclave à la merci des directeurs. Sa liberté, son moyen d'existence dépendent de la volonté de son employeur qui est l'Etat dominé par le parti communiste. Les travailleurs qui ne peuvent présenter un livret de travail tout à fait valide, ne peuvent être embauchés. C'est le contremaître qui est l'agent du gouvernement. Il a le droit d'imposer des pénalités disciplinaires à ceux qui violent la discipline du travail ou désorganisent la production. Le décret du 20 décembre 1936 donne un modèle de règlement décrivant les pénalités qui peuvent être appliquées à un travailleur qui arrive en retard au travail sans raison valable, ou qui quitte le travail trop tôt pour le déjeuner, ou qui revient en retard ou qui fainéante durant les heures de travail. La rigidité de ce système est facile à apercevoir. Il suffit de se souvenir que ces mesures s'appliquent seulement à ceux qui sont moins de 20 minutes en retard, puisque quiconque est en retard de plus de 20 minutes est passible de la justice criminelle.

Peut-on appeler syndicat une organisation qui n'a même pas le droit de dire son mot dans la fixation des salaires ? Le décret du gouvernement interdit longuement et explicitement tout accord sur les salaires obtenu à la suite de négociations collectives. Il stipule que les salaires doivent être établis d'une manière centralisée par le gouvernement soviétique suivant le mode réglementaire et non suivant le mode contractuel.

Il est expressément défendu d'inclure dans des conventions collectives quelque chose qui puisse ressembler à un système de rémunération, que ce soit pour les travailleurs manuels, les ingénieurs, les techniciens ou les employés, sans accord préalable du gouvernement.

On peut ajouter à cela que le système d'intensification du travail, introduit sous le nom de méthode stakhanoviste, a pour conséquence directe l'abaissement continuel des taux aux pièces et l'élévation progressive des normes de production. Le contremaître est dans l'obligation d'utiliser un stakhanoviste pour établir le rythme de travail et fixer les normes minima que trop souvent les travailleurs les moins résistants ne peuvent suivre.

Ces conditions s'appliquent aux femmes soviétiques aussi bien qu'aux hommes dans toute l'Union soviétique. Mais leur champ d'application est en train de s'étendre à tous les pays qui gravitent dans l'orbite soviétique. Les syndicats y sont partout affectés par la même terrible situation. Tous les rapports qui nous parviennent des pays dominés par les communistes insistent sur ce fait.

On peut prétendre que dans une société socialiste, où tout est planifié, il faut bien réglementer aussi la main-d'œuvre humaine dans l'intérêt de la production. Mais on peut facilement répliquer que le but d'une société socialiste ne devrait pas être seulement matériel mais tendre au bien-être du corps et de l'âme. En fait des nations telles que les pays scandinaves, les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et nombre d'autres, ont atteint un haut degré de productivité. Elles donnent au travailleur une part relativement élevée dans le revenu national et des conditions de vie très supérieures. Elles sont parvenues à une situation semblable sans se servir de la contrainte par une simple discipline volontaire et sans appliquer de sévères pénalités. C'est en maintenant les libertés essentielles, que les sociétés démocratiques ont réalisé leurs plus grands progrès.

Comme à l'habitude je serai attaquée par les délégués qui n'acceptent pas que la vérité soit diffusée et dans un vocabulaire que je refuse d'employer. Je veux cependant déclarer que pour savoir où est la vérité il suffit d'obtenir que le Rideau de fer soit levé pour permettre le passage d'une commission d'enquête.

Je voudrais encore insister sur un autre point : Nous ne voulons en aucune manière nous limiter à une enquête sur les pays de l'Est. Toutes les enquêtes dans tous les pays du monde où les droits de l'homme et les droits syndicaux semblent violés auront notre soutien. Je pense tout particulièrement aux pays qui vivent sous une dictature militaire, comme il en existe dans certains pays d'Amérique latine. Nous voulons que la vérité soit établie sans aucune considération pour le système politique des pays en cause.

« Une besogne de propreté et d'honneur »

Dans *Travail et Liberté* du 10 mars, c'est André Tollet, un autre secrétaire de la C.G.T., que Sulpice Dewez accroche cette fois au pilori.

Au lendemain de la Libération, Tollet était président du Comité Parisien de Libération et, à ce titre, exerçait des fonctions équivalant à celles du Président du Conseil Municipal de Paris. Il était donc très bien placé pour pourchasser les non-conformistes. Ce dont il ne se fit pas faute.

Fin 1944 il dénonça à la police un militant, l'accusant d'avoir fait arrêter un tailleur israélite pendant l'occupation nazie. Ce tailleur était mort en déportation. Une pareille dénonciation, faite par une personnalité occupant des fonctions aussi élevées, était de nature à vous conduire un homme tout droit au poteau d'exécution.

Un juge d'instruction fut commis et le militant dénoncé par Tollet fut inculpé.

Et au cours de l'instruction, l'inconsistance de la dénonciation de Tollet fut établie sans aucune équivoque.

D'abord André Tollet avait déclaré que le tailleur déporté lui avait dit à lui-même que le responsable de son arrestation était le militant en cause. Mis au pied du mur, il déclara ensuite que le tailleur l'avait dit à une autre personne qui le lui avait répété à lui-même. Et cette autre personne était décédée et ne pouvait par conséquent confirmer.

Finalement, il fut établi que le militant qu'avait dénoncé Tollet et le tailleur arrêté par les Allemands étaient deux amis, que le militant avait tout tenté pour essayer de sauver le tailleur juif, qu'il lui avait envoyé des colis et de l'argent, et il produisit des lettres du tailleur lui exprimant sa reconnaissance pour tout ce qu'il avait fait pour lui.

La femme du tailleur fit une déclaration confirmant les faits.

Si bien qu'à la confrontation qui eut lieu, André Tollet s'entendit dire par le militant qu'il avait dénoncé : « Comment se peut-il qu'un homme comme toi, qui se dit militant ouvrier, soit descendu au point de faire du vulgaire mouchardage. »

Et tout Président du Conseil Municipal de Paris qu'il était, Tollet n'eut d'autre ressource que de filer doux.

ENTRE NOUS

Une bonne poignée de remarques

Nous publions les avis que nous avons reçus sur la revue. Nous les donnons tels quels, critiques et désabonnements, approbations et encouragements.

Car nous ne sommes d'aucune façon une boutique. Ni des marchands de papier. Et nous nous efforçons de ne pas mériter le mot de Pascal, nous ne voulons pas être admirés.

Notre seul orgueil consiste en ceci : Existe-t-il une publication capable, comme la « R.P. », de mettre sous les yeux de tous, au grand jour : les points de vue les plus différents sur les grandes questions ; les critiques qu'elle reçoit de ses lecteurs ; — et, ne l'oublions pas, ses comptes, **tous ses comptes**, c'est-à-dire la certitude de son indépendance totale ?

Cela dit, voici cette bonne poignée de remarques :

Paul Giron (Seine-et-Oise) : « Voici mon renouvellement pour un an. Et toujours d'accord avec la revue, malgré certains articles qui ne sont pas de mon goût. Mais c'est justement pour cette raison que la revue me plaît. »

Pierre Giraud (Paris) : « En vous priant de cesser l'envoi de la « R.P. » et pour le paiement des numéros reçus. Vous comptez, comme le dit Delsol, « trop d'intellectuels pisseurs de copie »... et, comme je le suis moi-même, ça me suffit... »

Jean Maitron (Seine) : « Ce que je pense de la revue : je ne suis pas toujours d'accord, mais c'est bien pour cela qu'elle me plaît ! »

Simone Fraisse (Ardèche) : « ...Je n'attends pas davantage pour vous dire que je ne renouvelle pas mon abonnement. La raison : mon désaccord au sujet de la question de la guerre. Je ne peux pas être plus pour un bloc que pour l'autre, et par conséquent, ne peux approuver l'attitude prise par Louzon. — Désaccord aussi, mais c'est moins primordial, au sujet syndicat. Cordialement quand même. »

Guy Vinatrel (Paris) : « Je ne partage pas — et de loin — tous les points de vue de la « R.P. » (Mais il est vrai que votre méthode de discussion leur permet souvent de s'opposer). Vous faites cependant un travail trop utile pour que l'on puisse imaginer que vous cessiez de paraître faute de moyens matériels. Ci-joint ma contribution... ».

Félix Rivière (Rhône) : « La « R.P. » me « colle » telle qu'elle est. Malheureusement, elle n'est lisible que pour des militants. Il serait bon à mon avis, si la chose se pouvait, de la doubler d'un hebdomadaire lisible pour l'ouvrier moyen. Comment cet hebdomadaire pourrait-il être lisible ? C'est la question que je me pose. Quoi qu'il en soit, telle qu'elle est, la « R.P. » est indispensable pour qui veut être armé et pouvoir amener les travailleurs à s'émanciper eux-mêmes. »

Antoine Borie (Gironde) : « Je vous félicite de l'esprit de la « R.P. ». Les pseudo-révolutionnaires nous cassent les pieds avec leurs slogans, leur patriotisme rouge et leur soi-disant neutralisme. La Russie, un pays démocratique ? Sans blague ! J'ai ici quelques lettres de Victor Serge, qu'il m'écrivait avant de nous quitter. Elles sont édifiantes. Mais les enfants de chœur de Joseph ne cherchent pas la vérité. On la leur révèle. »

Carmené (Côtes-du-Nord) : « En désaccord bien souvent avec Louzon et d'autres rédacteurs. La « R.P. » reste quand même pour moi une brochure vivante et intéressante, bien documentée. Le temps me manque pour dire ce qui, à mon avis, lui donnerait plus de vigueur et la place qui lui revient dans le mouvement syndical. »

Gourlay (Finistère) : « Que la « R.P. » demeure une revue de la libre discussion. »

Pandraud (Haute-Loire) : « Mon réabonnement. Félicitations. »

Hénensal (Côtes-du-Nord) : « Pas d'accord avec Louzon, mais ce n'est pas une raison pour plaquer la « R.P. ». Je ne m'explique pas du tout l'évolution de la revue, mais ça ne fait rien, j'aime tout de même comparer mon propre jugement à celui des vieux copains. »

Sense (Aisne) : « Vœu : moins de polémique, plus de culture individuelle, morale et intellectuelle. »

Roger Seguela (Aude) : « Satisfait de la liberté d'expression qui règne à la « R.P. » entre militants de formation différente, je ressens, parce qu'inorganisé politiquement, le besoin de rassemblement. Je ne comprends pas le silence fait autour de l'« Unité » et de l'effort qu'il représente. »

Henri Faulconnier (Allier) : « Continuez votre bon travail. »

Berthe Barrère (Haute-Garonne) : « Je suis d'accord avec « Un mot de Dommanget » publié dans le numéro de mars. »

Habouzit (Rhône) : « Bravo ! Continuez. »

Francis Dufour (Aude) : « A mon renouvellement, j'ajoute le montant d'un abonnement d'un an, que j'appellerai de propagande. Je suis persuadé que, si tous les camarades faisaient de même, les 3.000 abonnés indispensables à la santé matérielle de la « R.P. » seraient vite atteints. »

Lucien Vaubaillon (Seine-et-Oise) : « La Ligue syndicaliste, l'idée n'est pas mauvaise, mais ! ! ! il faudrait s'en occuper. Les **ouvriers** en ont assez de tous les syndicats. Faisons quelque chose de nouveau ou de correct. »

France Serret (Ardèche) : « La « R.P. » m'intéresse toujours vivement — ce qui ne veut pas dire que je suis toujours d'accord avec elle. (La position de Louzon devant le problème de la guerre est plus que décevante, et Louzon n'est pas toujours très logique ; ni Hagnauer d'ailleurs). Mais je suis bien capable de lire quelque chose qui me déplaît, et j'aime l'esprit de liberté et de vérité que l'on trouve dans la revue. »

Suzanne Lefèvre (Calvados) : « Approuve les lettres de Chevigny et de Nénert, du numéro d'avril. »

***

Nous continuerons à publier les remarques qui nous seront faites.

Mais il nous faut, cependant, répéter à nos correspondants, à nos amis une chose essentielle, que nous ne pouvons pas cesser de dire.

C'est que l'existence de la « R.P. » n'est et ne restera possible que grâce à l'effort de tous pour augmenter la vente, pour accroître le nombre de nos abonnés.

Hier encore, nous avions la visite d'un jeune homme qui venait seulement d'apprendre l'existence de la « R.P. », et nous disait :

— Ce que vous dites, les idées que vous défendez, le milieu ouvrier où je vis en est tout imprégné ; c'est à l'état latent... Pour moi, ce sont des idées familières. Mais je ne vous connaissais pas...

Ils sont nombreux, n'en doutons pas, ceux qui pensent comme nous, mais que la conspiration du silence empêche de nous connaître.

C'est à vous, amis, de repérer ces jeunes et de nous les amener.

Pour cela, il faut un effort de propagande constant.

Ne pas penser que la « R.P. » doit rester le petit foyer des anciens.

Mais se dire qu'il lui faut se rajeunir et aller de l'avant.

***

Ce numéro nous a donné du mal et il arrivera avec quelques jours de retard.

Nous étions débordés de copie au point que nous avons dû nous résoudre à faire, exceptionnellement, un numéro de 48 pages.

Nous espérons qu'il sera bien accueilli.

Rappelons enfin à nos collaborateurs que, pour que le numéro soit à l'heure, la copie doit arriver au « cuisinier » au plus tard le 25 du mois.

Le gérant : J.-P. FINIDORI

Impr. « Editions Polyglottes ».
232, rue de Charenton, Paris-12e

D'où vient l'argent ?

MARS 1951

Recettes :

Abonnements :		
Ordinaires	123.943	
Soutien	26.000	
		149.943
Souscription		7.185
Vente		6.334
Publicité		6.500
Recettes diverses		10
Créditeurs divers		3.400
Remboursement téléphone		115
Recettes totales		173.487
Caisse et C.C.P. le 1-3-51		116.786
		290.273

Dépenses :

Impression et papier (Mars)		67.538
Timbrage, Routage, Expéditions		9.491
Frais généraux		938
Créditeurs divers		1.000
Dépenses totales		78.967
Soldes au 31 mars :		
Caisse	13.110	
C.C.P.	198.196	
		211.306
Balance		290.273

Dettes au 31 mars 1951

Reçu pour l'ouvrage de Jean Maitron	53.849
Reçu pour divers	3.240
Total des sommes dues	57.089

MOUVEMENT DES ABONNES

Au 1er mars		1507
Abonnements nouveaux		18
		1525
Désabonnements	11	
Suppression pour non-paiement	67	78
Au 31 mars		1447

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris 6 ; Seine 1 ; Seine-et-Oise 1 ; Alpes-Maritimes 1 ; Côte d'Or 1 ; Isère 1 ; Landes 1 ; Loire 1 ; Loire-Inférieure 1 ; Pas-de-Calais 1 ; Haute-Marne 1 ; Seine-Inférieure 1 ; Suisse 1. — Total 18.

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Marcel Dreux (Alpes-Maritimes) 1000 ; Jacques Mingat (Isère) 1000 ; Mme Dellic (Landes) 1000 ; Buren (Côte d'Or) 1000 ; André Boulloche 1000 ; Marcel Deleau (Gironde) 1000 ; Broussaudier (Loir-et-Cher) 1000 ; Giauffret (Alpes-Maritimes) 1000 ; Georges Petit (Paris) 1000 ; G. Pradet (Paris) 1000 ; Georges Marie (Paris) 1000 ; Josette et Jean Cornec (Finistère) 1500 ; Marcel Bavard (Côte d'Or) 1000 ; Henri Poulet (Seine-et-Oise) 1500 ; J. et G. Walusinski (Paris) 1000 ; Albert Fabre (Alpes-Maritimes) 1000 ; Jean Fontaine (Rhône) 1000 ; Périgeat (Paris) 1000 ; Marcadet (Seine-et-Oise) 1000 ; A. Beau (Loire) 1000 ; P. Sirieix (Rhône) 1000 ; Papillon-Vallety (Paris) 2000 ; Wantiez (Congo belge) 1000 ; Nicolas Lazaréwitch 1000. — Total : 26.000 francs.

LA SOUSCRIPTION

Collobert (Côtes-du-Nord) 100 ; Gustave Bailot (Eure-et-Loir) 200 ; A. Jardin (Côte d'Or) 200 ; Maurice Delage (Indre) 100 ; Antoine Borie (Gironde) 300 ; René Guillet (Pas-de-Calais) 500 ; Cl. Rozet (Loire) 200 ; Henri Ploquin (Seine) 100 ; Jean Gorce (Gironde) 100 ; Maurel (Basses-Alpes) 40 ; André Langlois (Seine) 50 ; J. Gourlay (Finistère) 100 ; Henri Denayer (Nord) 100 ; E. Allot (Finistère) 100 ; Georges Vedel (Seine-et-Oise) 500 ; Lavalette (Bouches-du-Rhône) 100 ; Roger Seguela (Aude) 200 ; Thérèse Verny (Puy-de-Dôme) 100 ; Sistig (Eure) 20 ; Georges Goulu (Seine-et-Oise) 150 ; A. Lagain (Côtes-du-Nord) 200 ; Henri Faulconnier (Allier) 150 ; Germaine Goujon (Seine-Inférieure) 100 ; Laumière (Seine-et-Oise) 500 ; Georges Meyssonnier (Côtes-du-Nord) 200 ; R. Barbet (Somme) 100 ; Emile Ballereau (Indre) 300 ; Roger Claveyrolas (Rhône) 250 ; Habouzit (Rhône) 200 ; Henri Désarménien (Puy-de-Dôme) 200 ; Jean Vernet (Ardèche) 100 ; Leblanc (Haute-Vienne) 100 ; Franc (Loire) 200 ; Lavenir (Rhône) 100 ; Francis Dufour (Aude) 500 ; Trellu (Finistère) 100 ; Lucien Pajot (Seine) 100 ; Renée Nicolas (Finistère) 100 ; Louis Debord (Alger) 100 ; Anonyme 100 ; Véga (Seine-et-Oise) 100 ; Mme Jacquet (Saône-et-Loire) 125. — Total : 7.185 francs.

LA VENTE AU NUMERO

Franc (Loire) janvier, février, mars, 2.000 ; Geslin (Seine) au 31 décembre 1950, 1.560 ; « Libertaire » février 334 ; Le Bot (Seine) au 31 mars, 1.240 ; Divers (C.C.P. et bureau) 1.200. — Total : 6.334 francs. Merci à toutes et à tous !

LES FAITS DU MOIS

LUNDI 26 mars. — Reprise complète du travail dans le **Gaz et l'Electricité.**

MARDI 27. — Ouverture à Washington de la **Conférence inter-américaine.**

Par accord entre les organisations patronales et les syndicats FO, CFTC et CGC, l'augmentation des salaires de la **Métallurgie** parisienne est portée à 10 %.

VENDREDI 30. — Grève d'avertissement de 24 h. des agents des **Contributions indirectes adhérant** à la CGT.

On annonce des hausses à compter du 1er avril de 10 % sur les tarifs de l'électricité, de 5 % sur le gaz et de 5 % sur le charbon domestique.

SAMEDI 31. — Le congrès de **Tunis** de l'U.G.T.T. (Union Générale des Travailleurs Tunisiens) décide à l'unanimité le retrait de l'adhésion à la F.S.M., et, par 287 voix, contre 96 et 15 abstentions, vote l'adhésion à la C.I.S.L.

MERCREDI 4 AVRIL. — Le Sénat **américain** demande l'admission de l'Espagne et de l'Allemagne dans le pacte atlantique.

Assemblée plénière de l'**épiscopat français** qui publie une déclaration sur la nécessité de l'enseignement libre.

SAMEDI 7. — Après une résistance acharnée, les forces **chinoises** et **nord-coréennes** décrochent devant les forces des Nations Unies.

Au congrès du parti **communiste italien**, Togliatti et Di Vittorio (secrétaire général de la CGT) affirment que le parti ne ferait plus d'opposition au gouvernement si celui-ci renonçait au pacte atlantique.

En URSS, M. Joliot-Curie obtient le **prix Staline de la paix.**

Pour la première fois une clause d'échelle mobile figure dans la convention collective nationale de la **Chaussure** signée par la Fédération F.O.

MARDI 10. — Le président **Truman** relève le général **Mac Arthur** de tous ses commandements et le remplace par le général Ridgway.

VENDREDI 13. — Manifestation anti-britannique en **Iran**, dans la région pétrolifère d'Abadan.

Les mineurs de **fer de Meurthe-et-Moselle** obtiennent une augmentation de 11 %.

La Chambre des représentants des **U.S.A.** adopte le projet de loi sur la conscription.

MERCREDI 18. — Signature du **traité Schuman** pour l'institution de la communauté européenne du charbon et de l'acier.

On annonce les résultats des élections des délégués du personnel de **la SNCF** : CGT, 63,1 % des voix (63,5 % en 1949) ; CFTC, 19,7 % (17,6 pour 100 en 1949) ; CGT-FO, 11,6 % (14,9 % en 1949).

MARDI 24. — Les **Sino-Coréens** franchissent en force le 38e parallèle.

En pays **basque** la grève affecterait 250.000 travailleurs.

Semaines d'études en Angleterre

Le « National Council of Labour Colleges » (N.C.L.C.), la plus importante organisation d'éducation ouvrière non subventionnée par l'Etat, en Grande-Bretagne, organise cette année les semaines d'études suivantes :

1. A EDIMBOURG (University Hostel)
du 14 au 21 juillet et du 28 juillet au 4 août

2. Près de NORTHAMPTON (Courteenhall House)
du 11 au 18 août et du 18 au 25 août

3. Près de LONDRES à Dorking (Surrey) Beatrice Webb House
du 14 au 21 juillet et du 21 au 28 juillet

Les frais de séjour, tout compris, pour une semaine, sont de 5 livres 5 shillings. Les lecteurs de la **R.P.** intéressés peuvent écrire directement au N.C.L.C. (Tillicoultry, Scotland) ou à la **R.P.** qui transmettra.

Chaque semaine d'études comporte des conférences et des discussions sur des sujets sociaux d'actualité. Ainsi, la première des semaines de Northampton est consacrée aux problèmes de la direction des industries ; la seconde, particulièrement destinée aux jeunes, traitera de l'histoire du mouvement ouvrier. Parmi les sujets traités l'an dernier nous relevons : **l'Angleterre, l'Europe et l'Afrique** par **Fenner Brockway ; le Mouvement ouvrier international hier et aujourd'hui** par **J. Braunthal ; les Syndicats et les Industries nationalisées** par **G. Middleton.**

Pour tous renseignements supplémentaires s'adresser à **Plebs,** Tillicoultry, Scotland. (**Plebs** est l'organe mensuel du N.C.L.C.)

LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie

198, AVENUE DU MAINE PARIS-XIV°

C. C. P. 5450.00 Paris — SUF. 66-71

VOUS PROPOSE :

		Francs
Jacques Pirenne :	*Les grands courants de l'histoire universelle :*	
	Tome 1 : *de l'origine à l'Islam*	1.530 »
	Tome 2 : *de l'expansion musulmane aux traités de Westphalie*	1.890 »
	Tome 3 : *des traités de Westphalie à la Révolution française*	1.980 »
	Tome 4 : *de la Révolution française aux révolutions de* 1830	1.800 »
Liddel Hart :	*Défense de l'Europe*	630 »
Dalloz :	*Code du Travail*	600 »
Van der Linden :	*Alphonse Esquiros*	450 »
A. Zevaès :	*Tony Révillon*	200 »
Fritz von Unruh :	*Ce n'est pas encore la fin*	850 »
Henri Pourrat :	*Le chasseur de la nuit*	360 »
Prokosch :	*Nuit des humbles*	385 »
Jean Rostand :	*Evolution des espèces*	120 »
Jean Rostand :	*Formation de l'être*	120 »
R. Rolland :	*Vie de Beethoven*	175 »
R. Rolland :	*Vie de Michel-Ange*	115 »
Tout en un (Hachette)		800 »

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT
DE « LA REVOLUTION PROLETARIENNE »